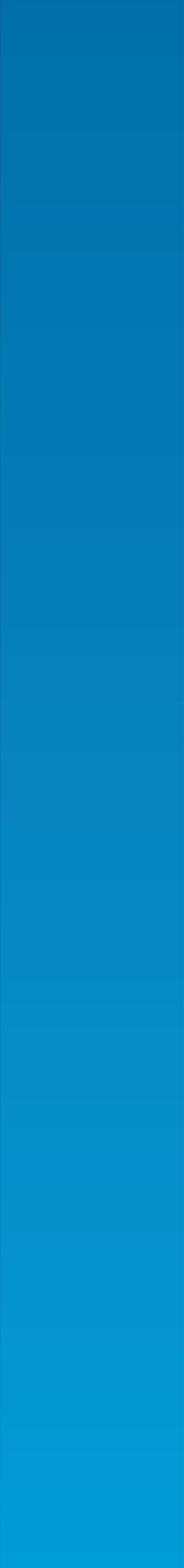


Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2013-2014

**Demande de renseignements
généraux et particuliers**



Demandes générales

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1	La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire : <ul style="list-style-type: none">– entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.
2*	L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment : <ul style="list-style-type: none">– les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.),– les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication,– les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information,– les coûts reliés aux photos officielles,– tout autre coût le cas échéant.
3	Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">– les endroits et dates du départ et du retour,– une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées,– le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.,– les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission,– pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants,– la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant,– les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage,– la copie des rapports de mission,– les investissements annoncés, le cas échéant.
4	Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes : <ul style="list-style-type: none">– l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour,– les coûts ventilés,– le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.,– pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
5	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : <ul style="list-style-type: none">– la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014,– le nom des firmes de publicité retenues,– le nom des fournisseurs,– le mode d'octroi de chaque contrat,– le but visé par chaque dépense,– pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire,– le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
6	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : <ul style="list-style-type: none">– la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014,– le but visé par chaque dépense,– s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme, le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi. <p>PLQ:</p> <ul style="list-style-type: none">– le nombre d'événements ventilé par type d'événements.
7	La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u> <ul style="list-style-type: none">– les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014,– le but visé par chaque dépense. <u>Organisés par une firme externe :</u> <ul style="list-style-type: none">– les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014,– le nom de la ou des firmes de publicité,– le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié),– le nom des fournisseurs,– le but visé par chaque dépense.

#	Demandes de renseignements généraux
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme, - le détail des travaux ou services effectués (but visé), - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments, - l'échéancier, - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'autorisations, - le nom du professionnel ou de la firme touché(e), - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, - le montant accordé, - les motifs de la demande, - tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
10*	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme, - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, - le mandat et le résultat (rapport ou document final), - le coût, - l'échéancier, - dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11*	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>
12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du projet, - la nature du projet, - l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu), - le coût initial prévu pour la réalisation du projet, - les plus récentes estimations du coût du projet, - les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière, - l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet, - les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates, - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
13	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie, - le mobilier de bureau, - l'ameublement, - le remboursement des frais de transport, - le remboursement des frais d'hébergement, - le remboursement des frais de repas, - le remboursement des frais d'alcool et de fêtes, - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i) au Québec ii) à l'extérieur du Québec. <p>PLQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les distributeurs d'eau de source, - location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles, - location et entretien de la machine à café, - location ou achat d'encadrement.

#	Demandes de renseignements généraux
14	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés, – le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres), – le nombre de téléavertisseurs utilisés, – les coûts d'acquisition des appareils, – le coût d'utilisation des appareils, – le nom des fournisseurs, – le coût des contrats téléphoniques, – le nombre de minutes utilisées. <p>PLQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coûts de résiliation, - les ordinateurs portables.
15A	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
15B	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
15C	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
15D*	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.
15E	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.
15F	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <p>le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p>
15G*	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.
15H*	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15i	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation.
15J	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions).
15K	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

#	Demandes de renseignements généraux
15L	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
15M	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions).
15N	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
16A	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de départs à la retraite en 2012-2013. <p>PLQ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les indemnités de retraites qui seront versées.
16B	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16C	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015. <p>PLQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les indemnités de retraites qui seront versées.
16D	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'emplacement de la location, – le coût de la location, – le coût de location au mètre carré, – la superficie totale pour chaque local, – la superficie totale réellement occupée, – la superficie inoccupée, – le propriétaire de l'espace loué, – la durée du bail, – les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012. <p>PLQ:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2011 à ce jour.</p>
19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de l'entrée en fonction, – le titre de la fonction, – l'adresse du port d'attache, – le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, – la prime de départ versée, le cas échéant, – le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus, – la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, – la description de tâches, – le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012, – le nombre total d'employés au cabinet, – la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013, – le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée, – s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.

#	Demandes de renseignements généraux
20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ministre - ministère, en indiquant: <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concerné, - la circonscription électorale, - le montant attribué, - le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme, - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
21	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial, - le salaire, - le poste actuel, s'il y a lieu, - la date de mise en disponibilité, - les prévisions pour 2013-2014.
22*	<p>Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.</p>
23*	<p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.</p>
24	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne, - le poste occupé, - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu), - l'assignation initiale, - la date de l'assignation hors structure, - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne, - le poste occupé, - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu), - l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure, - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
26	<p>Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres, - les billets de saison, les loges, - aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc., - sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.).
27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du site Web, - le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site, - les coûts de construction du site, - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour, - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement), - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »), - la fréquence moyenne de mise à jour.
28*	<p>Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste, - les mandats, - les contrats octroyés pour chaque mandat, - le résultat du travail effectué, - les échéances prévues, - les sommes impliquées.
29	<p>Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
30*	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès, - le nombre total de demandes reçues, - le nombre total de demandes rejetées, - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours, - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours, - le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31*	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coût (déplacements, etc.), - le nombre de ressources affectées, - le nombre de rencontres, - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
32*	<p>La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
33	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.</p>
34	<p>Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.</p>
35	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.</p>
36	<p>Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
37	<p>Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.</p>
38	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
39	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.</p>
	<p>PLQ: - incluant des montants versés pour bris de contrat.</p>
40	<p>Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne, - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
41*	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme, - le détail des travaux ou services effectués (but visé), - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments, - l'échéancier, - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

#	Demandes de renseignements généraux
42	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la ou les dates des travaux, - les coûts, - le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
43	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la masse salariale.
44*	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le taux d'absentéisme.
45	<p>Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.</p>
46*	<p>Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite, la démission, la révocation pour incompétence, la révocation pour incapacité, la fin d'emploi, le décès, la mise à pied, la destitution, toute autre raison.</p>
47	<p>Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.</p>

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1

La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 3

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Ferron, Jean-Olivier	Directeur de la classification et de la rémunération	Régina, Saskatchewan	Participer à la Conférence intergouvernementale 2012 sur la classification, compensation et relations de travail.	11 au 15 juin 2012	4 481,47 \$
Marie-Hélène Chassé-Bussière	Conseillère en gestion des ressources humaines				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 3

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Duclos, Charles	Directeur général des politiques de rémunération	Régina, Saskatchewan	Participer à la Conférence intergouvernementale 2012 sur la classification, compensation et relations de travail.	11 au 15 juin 2012	4 995,05 \$
Neveu, Michelle	Conseillère en gestion des ressources humaines				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 3

Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; la copie des rapports de mission; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Touil, Chedlia	Coordonnatrice de la gestion des accords	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce) qui traite de commerce extérieur.	10 juillet 2012	575,43 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Vancouver, Colombie-Britannique	Participer au Forum canadien des marchés publics 2012 et représenter le Québec à la réunion annuelle de la Table de négociation sur les marchés publics de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).	3 au 8 novembre 2012	2 458,91 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4

Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 5

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le nom des firmes de publicité retenues; le nom des fournisseurs; le mode d'octroi de chaque contrat; le but visé par chaque dépense; pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association de Laval pour la déficience intellectuelle (aldi) inc.	Publicité dans le journal « l'Éclaircie »	200,00
Association des employées et employés du gouvernement du Québec (AEGQ)	Publi reportage, édition 2012, Jeunes explorateurs d'un jour	1 486,00
Association des employées et employés du gouvernement du Québec (AEGQ)	Publicité dans « Le Journal de l'Association des employées et employés du gouvernement »	450,00
Asystel inc.	Parapost (enrouleur) pour le Programme Ambassadeur	501,80
Asystel inc.	Parapost (enrouleur) pour les événements Carboneutre	235,00
Asystel inc.	Duratrance pour la Journée de l'emploi en TI	200,00
Asystel inc.	Impression d'affiches pour le Séminaire Patronal	162,10
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Annonces dans les pages bleues	1 627,48
Centre d'aide Vivre	Appui financier pour 2012-2013	250,00
Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO)	Appui financier au déjeuner-conférence: les perspectives du numérique pour l'économie et la société du savoir	4 900,00
Club de patinage artistique Les lames d'argent de Laval	Publicité dans le programme de la Revue sur glace 2012	75,00
CNW Telbec	Transmission de communiqués de presse	467,00
Communauté hellénique du Grand Montréal	Appui financier pour le Festival 2012	300,00
Copie de la Capitale inc., Les	Affiches pour le Plan stratégique du SCT	747,07
Église arménienne apostolique Sourp Kevork	Appui financier pour le Festival arménien 2012	170,00
Escadron 687 Laval-des-Rapides	Publicité dans le cahier souvenir de l'Escadron pour le cérémonial de fin d'année	50,00
Héritage Laval	Publicité dans Le guide des événements, été 2012, Laval en Fête	200,00
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Appui financier, 18e conférence annuelle du Forum économique international des Amériques	2 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 5

Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le nom des firmes de publicité retenues; le nom des fournisseurs; le mode d'octroi de chaque contrat; le but visé par chaque dépense; pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Média arabe au Canada inc.	Publicité dans le Journal Al-Machreq et Al-Maghreb	100,00
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans le Courrier Laval	182,50
Newsfirst Multimedia	Publicité dans « The Laval News »	240,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans « The Laval News »	220,00
Partage humanitaire	Publicité dans le programme de la soirée pour le souper-bénéfice de Partage Humanitaire	125,00
Réseau action TI Québec	Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec 2012	11 800,00
Société littéraire de Laval	Parution d'un mot de la ministre dans la revue de la Société littéraire de Laval	80,00
Télébec, société en commandite	Annonces dans les Pages bleues	110,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014, le but visé par chaque dépense; s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi; le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Huis clos et conférence de presse avant le dépôt du Budget de dépenses 2013-2014 (6 décembre 2012)	Dévoiler aux médias le Budget de dépenses 2013-2014.	Assemblée nationale (location de la salle) Restaurant Le Parlementaire (traiteur pour le huis clos)	4 500,00 \$ 614,71 \$
Huis clos et conférence de presse avant le dépôt du Message du président du Conseil du trésor (20 novembre 2012)	Dévoiler aux médias le Discours sur le Budget et le Message du président du Conseil du trésor.	Centre des congrès de Québec	Les frais ont été assumés par le ministère des Finances et de l'Économie.
Conférence de presse sur le projet de loi no 1 sur l'intégrité en matière des contrats publics (1 ^{er} novembre 2012)	Annoncer le dépôt du projet de loi no 1.	Aucun	Aucun frais
Conférence de presse pour dévoilé l'état des finances publiques avec le ministre Marceau et le ministre Bédard (5 octobre 2012)	Premier bilan financier de l'état des finances publiques.	Hôtel Le Continental	Les frais ont été assumés par le ministère des Finances et de l'Économie.
Conférence de presse sur l'accès à très haut débit avec la ministre Courchesne (7 mai 2012)	Le gouvernement du Québec annonce la réalisation d'un projet d'accès à Internet très haut débit dans la MRC de Granit.	Aucun	Aucun frais
Conférence de presse sur l'accès à très haut débit avec la ministre Courchesne (4 mai 2012)	Le gouvernement du Québec annonce la réalisation d'un projet d'accès à Internet très haut débit dans la MRC d'Argenteuil.	Aucun	Aucun frais
Conférence de presse « Gouverner ensemble » avec la ministre Courchesne et le député de Verdun et leader adjoint du gouvernement, M. Henri-François Gauthrin (2 mai 2012)	Le gouvernement s'engage sur la voie du gouvernement ouvert pour donner suite au rapport « Gouverner ensemble ».	Aucun	Aucun frais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux »	7 689,00
Copies de la Capitale inc., Les	Service d'impression, L'effectif de la fonction publique 2010-2011	3 007,56
Cossette numérique inc.	Réalisation des dossiers de signature gouvernementales suite à la nomination des nouveaux ministres	4 735,00
Éditions le téléphone rouge inc.	Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015, 600 copies	1 266,24
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Formation Introduction à la vérification d'optimisation des ressources, 4 jours, 2 participants	2 150,00
Institut international d'études administratives de Montréal inc.	Appui financier, 18e conférence annuelle du Forum économique international des Amériques	2 500,00
Konica Minolta Québec	Location d'un photocopieur réseau couleur	1 350,00
Numérix Média	Référentiel de compétences du gestionnaire-leader et guide d'utilisation, 300 copies	2 251,00
Presse canadienne, La	Revue de presse électronique, 2012-2013	4 510,00
Promotion Paul Bergeron	300 clés USB pour la diffusion de la Stratégie de gestion des ressources humaines	2 090,00
Sphère Communication	Service conseil en affaires publiques	14 393,00
Tremblay, Judith	Service de révision linguistique	2 675,00
Vidéotron ltée	Service de cablovision, 2012-2013	1 767,39
Zone 5 Photo inc.	Appareil photo et accessoires	1 931,89

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
1E Limited	Renouvellement annuel du logiciel d'ouverture et de fermeture à distance du poste de travail	10 176,00
AFI expertise inc.	Formation sur le logiciel de virtualisation des serveurs informatiques, 5 jours, 2 participants	5 000,00
AFI expertise inc.	Formation réseau de télécommunication, 5 jours, 1 participant	2 500,00
AFI expertise inc.	Formation sur la mise en place d'un environnement de certificat sous Windows 2008 serveur 1 jour, 4 participants	1 540,00
Alia conseil inc.	Services en ressources humaines	24 337,50
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada Corporation)	Entreposage des copies de sécurité, 2012-2013	3 648,97
Aubé, Mireille	Services en ressources humaines	5 600,00
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Renouvellement du contrat de service pour le support d'urgence des appareils de télécommunication	14 881,50
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Renouvellement de licences permettant de se connecter au réseau informatique à distance	3 402,00
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Renouvellement du contrat de service pour le support d'urgence du cœur du réseau informatique	2 800,50
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Annonce dans les pages bleues	1 627,48
Bell Nordic inc.	Services en ressources humaines	3 264,00
CCAF-FCVI inc.	Cotisation annuelle	1 500,00
Citrix Systems inc.	Renouvellement de licences pour la virtualisation du poste de travail et des applications informatiques	8 799,66
Communications Mega-Sat inc.	Achats d'appareils et d'accessoires pour les communications sans fil	1 851,81
Corporate Express Canada inc.	25 cadenas pour portable	1 248,75
Courrier Canbec 1980 inc.	Service de messagerie rapide, 2012-2013	3 222,35

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Dell Canada inc.	Licences pour la prise de copies de sécurité	9 692,34
Dell Canada inc.	Unité de stockage pour environnement de copie de sécurité	7 883,50
Dell Canada inc.	Renouvellement des droits d'utilisation de l'outil pour les copies de sécurité	5 304,98
Dell Canada inc.	Carte contrôleur de stockage	1 618,00
DJJ Consultants inc.	Formation administration de bases de données, 4 jours, 1 participant	2 700,00
F.D. Jul inc.	Service de démantèlement d'un système mini-mobilex	1 290,00
Fresche Solutions inc.	Entretien et support technique pour une application d'exploitation des données de ressources humaines	6 224,32
Gartner Canada Co	Abonnement annuel à un service de références pour les gestionnaires en TI	15 800,00
Gilbert-Baril, Karolane	Services en ressources humaines	3 969,00
GoSecure inc.	Services conseils en sécurité de l'information	16 170,00
Groupe Égomédia inc., Le	Services conseils en sécurité de l'information	16 316,00
Groupe Excelso	Abonnement 2012-2013, Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette et The Globe and Mail	3 822,20
Groupe Hay ltée, Le	Services en ressources humaines - évaluation d'emploi d'encadrement	8 500,00
Groupe informatique Techsolcom inc.	Contrat de services de programmation d'applications technologique	23 400,00
Informatique Mercier inc.	Achat de mémoire pour les postes de travail moins performants	4 365,00
Informatique Pro-Contact	Achat de commutateurs pour la salle des serveurs du SCT pour l'ajout d'utilisateurs	5 684,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2012-2013, 30 participants	1 800,00
Kerr Norton	Cartouches d'encre pour imprimantes	16 402,36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
L'Archevêque, Paul	Services en ressources humaines	2 500,00
Lyreco Canada inc.	Fournitures de bureau	1 387,50
Mab Profil inc.	Service de réaménagement	2 346,00
Meubles normalisés Québec (MNQ) inc.	60 chaises	9 502,32
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Maintenance des produits de virtualisation, 1 an	23 179,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Achat d'imprimantes couleur	6 398,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Matériel et accessoires informatiques spécialisés pour les spécialistes en communication	5 854,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acquisition de tablettes informatiques et d'accessoires	5 737,80
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Acquisition de 50 clés permettant de se connecter au réseau informatique à distance	3 088,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée	Achat de deux numériseurs	1 924,00
Mobilier de bureau MBH inc.	Mobilier de bureau	1 770,00
Momentum technologies inc.	Services de gestion de projets en technologie de l'information	21 000,00
Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Services en ressources humaines	2 331,25
Pagui	Acquisitions de matériel informatique	1 227,00
Présence Informatique inc.	Casques d'écoute Plantronics et accessoires, 2012-2013	1 396,00
Purolator inc.	Service de messagerie rapide, 2012-2013	4 385,70
Réseau action TI Québec	Formation Journée de l'informatique du Québec 2012, 1 jour, 6 participants	1 080,00
Ricoh Canada inc.	Location d'un photocopieur	2 500,00
Rogers Wireless	Achats d'appareils et d'accessoires pour les communications sans fil	2 790,21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Serrurerie-Contrôle inc.	Fournitures de bureau	2 250,00
Signalisation Graf inc.	Mobilier de bureau	1 127,00
Société parc-auto du Québec (SPAQ)	Stationnements ministériels, 2012-2013	5 003,05
Softchoice corporation	Licences pour logiciel de développement	22 645,92
Softchoice corporation	5 licences du logiciel de gestion de projets	3 359,70
Softchoice corporation	Renouvellement des licences des outils de gestion de notre environnement Microsoft	2 210,81
Softchoice corporation	Renouvellement des licences du logiciel de communication vers l'ordinateur central	2 194,50
Softchoice corporation	Achat de 5 logiciels pour la conception de diagrammes	1 888,10
Softchoice corporation	Acquisition de 25 clés permettant de se connecter au réseau informatique à distance	1 111,25
Solutions Intrasoft internationales inc., Les	Achat du logiciel permettant d'utiliser une plate-forme pour le transfert de fichier sécurisé avec 1 an de service	1 320,00
Solutions Novaxis inc.	Cit@tion - Droit du travail en ligne	2 244,38
Solutions Victrix, Les	Achat d'une passerelle de courrier Internet sécurisé	11 538,24
Spécialiste du stylo-papeterie inc., Le	Mobilier de bureau	5 190,00
Taxi Charge	Taxi, 2012-2013	2 077,00
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	Taxi, 2012-2013	2 941,29
Technologies Metafore inc.	Achat d'un espace réseau de stockage	18 500,00
Technologies Metafore inc.	Achat et service de maintenance de 200 licences d'un logiciel de correction du français	9 780,00
Vidéotron ltée	Service de câblvision, 2012-2013	3 945,27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Visual Click software Inc.	Acquisition d'un logiciel de surveillance et de journalisation de notre infrastructure de fichiers	1 974,68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Forfaits conférences de l'ASDEQ, 2012-2013, 20 participants	1 200,00
Éditions La Liberté	Abonnement aux études économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2013	1 136,25
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2012-2013, 30 participants	1 800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des employées et employés du gouvernement du Québec	Publi reportage, édition 2012, Jeunes explorateurs d'un jour	1 486,00
Beaupré, René	Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	1 509,45
Bouchard, Julie	Révision du Programme d'accueil gouvernemental (PAG)	6 750,00
Bourbeau, François	Fournir un soutien professionnel pour le pilotage, l'évolution et la mise à jour de la base de données sur le personnel de la fonction publique (BDPFP)	24 500,00
Bourque, Reynald	Préparation et présentation d'une formation « la négociation basée sur les intérêts (NBI) »	3 057,11
Centre de formation Patronale-Syndicale inc.	Formation Droit du travail 2012, 1 jour, 3 participants	1 335,00
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)	Remboursement de certains frais de déménagement à des membres de communautés culturelles recrutés dans la fonction publique québécoise	1 101,98
Desnoyers, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	1 540,00
Éditions le téléphone rouge inc.	La stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017, 600 copies	2 307,00
Éditions le téléphone rouge inc.	Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015, 150 copies La stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017, 250 copies	1 157,50
Ermine, Jean-Louis	Expertise en gestion des connaissances	2 000,00
Hôtel château Laurier Québec	Réunion ministérielle, Forum des directrices et directeurs en ressources humaines pour la Stratégie en gestion des ressources humaines, 15 fonctionnaires, 70 invités	1 120,43
Institut d'administration publique de Québec	Forfaits conférences de l'IAPQ, 2012-2013, 20 participants	1 000,00
Laflamme, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	1 618,50
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec	3 010,00
L'Heureux, Joëlle	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique du Québec	15 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Minister of Finances Saskatchewan	2012 Intergovernmental conference on Classification, Compensation and Labour Relations, 3 jours, 2 participants	1 300,00
Minister of Finances Saskatchewan	2012 Intergovernmental conference on Classification, Compensation and Labour Relations, 3 jours, 2 participants	1 300,00
Monette Barakett, S.E.N.C.	Services professionnels dans le dossier des négociations	1 248,50
Moro, Suzanne	Services d'arbitrage de griefs	1 000,00
TechnoCompétences	Achat d'une étude « Enquête de rémunération 2012 »	3 000,00
Université de Sherbrooke	Programme de prévention et Règlements des différends, 2 jours, 2 participants	1 700,00
Voyages CAA	Service d'agence de voyage afin de participer à la Conférence intergouvernementale 2012 sur la classification, compensation et relations de travail.	2 032,82

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Conference board of Canada, The	Système de recherche d'information en ligne	6 914,25
Groupe C F C	Formation Gestion du temps: maîtriser les gestes clés, 1 jour, 2 participants	1 011,50
Institut canadien des Actuaires, L'	Adhésion 2012-2013	2 360,00
Maheu, Claude	Formation sur la gestion de la politique de placement du Régime de retraite du personnel d'encadrement de la fonction publique	1 000,00
Mercer (Canada) ltée	Services professionnels en actuariat	3 300,00
Services conseils Hardy inc., Les	Formation SAS - Introduction au logiciel, 3 jours, 1 participant	1 343,90
Université Laval	Formation à la négociation, 2 jours, 2 participants	1 317,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Bouthillette Parizeau & Associés inc.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	9 500,00
Camiq inc.	Service en ressources humaines	2 550,00
Conseil canadien des marchés publics	Adhésion 2012-2013	1 000,00
Consultants Iljora, Les	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	11 500,00
Coopérative Linguistique du Québec	Conversation anglaise, 15 séances de 1,5 heures	1 012,50
Excotech inc.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	20 000,00
GPBL inc.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	12 250,00
Macogep inc.	Révision de la Politique-Cadre - aspect gestion de projet	4 000,00
Malette, S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	20 000,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations annuelles de l'Institut des comptables agréés, 8 jours, 1 participant	1 499,00
Université Laval	Formation Les rôles et responsabilités des administrateurs, 3 jours, 1 participant	3 250,00
Victor, Jacques	Services conseils en gestion contractuelle	20 475,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
BNA	Abonnement électronique à « Electronic commerce & law report »	2 068,50
Build The Vision Incorporated	Formation Architecture d'entreprise avec TOGAF, 5 jours, 2 participants	5 985,00
Camiq inc.	Service en ressources humaines	1 120,00
Centre de recherche informatique de Montréal inc. (CRIM)	Hébergement du site « monidentité.isiq.ca »	4 350,00
Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO)	Appui financier au déjeuner-conférence « Les perspectives du numérique pour l'économie et la société du savoir »	4 900,00
Kéréon inc.	Séminaire de préparation à l'examen du CISSP (Certified Information Systems Security Professional), 5 jours, 1 participant	2 670,00
Loran Technologies	Services conseils en gestion - technologie de l'information	22 000,00
Michèle Poirier & Associés inc.	Formation Le sens politique, une habileté essentielle, 2 jours, 1 participant	1 290,00
Multisystems	Abonnement MultiTes Managed Web Solution, 2012-2013	4 750,00
Nurun inc.	Création d'un microsite - Stratégie de l'économie numérique	4 950,00
Paradoxx productions Multimédia	Production de capsule vidéo animée - Stratégie de l'économie numérique du Québec (SENQ)	5 000,00
Réseau Action TI Montréal	Cotisation au réseau d'échange et de collaboration sur la gouvernance des ressources informationnelles dans les grandes entreprises et le gouvernement canadien	2 400,00
Réseau Action TI Montréal	Cotisation annuelle au réseau SécurIT réunissant les premiers responsables de la sécurité de l'information des grandes entreprises du Québec	1 000,00
Réseau action TI Québec	Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec 2012	11 800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le coût initial prévu pour la réalisation du projet; les plus récentes estimations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour

Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 30-11-2012	Réalisation (%) 30-11-2012
Mise en place du système de gestion du portefeuille des projets et des activités en RI	Le mandat de ce projet consiste à réaliser un outil de saisie pour la collecte auprès des MO des données du Plan triennal des projets et des activités en ressources informationnelles (PTPARI).	205 000 \$	192 600 \$	100 %
Refonte du Circuit Intégré du Greffe	Le mandat de ce projet consiste à la refonte du Circuit Intégré du Greffe (CIG), système d'information qui gère les demandes provenant du Conseil des ministres ou des ministères et organismes (MO) et qui doivent être traitées aux séances du Conseil du trésor.	2 200 000 \$	685 000 \$	31 %
Implantation d'une plateforme de collaboration corporative	Le mandat de ce projet consiste au déploiement des projets de plateforme de collaboration en ressources humaines ainsi que de plateforme de collaboration pour le regroupement des gestionnaires en ressources.	365 000 \$	110 000 \$	30 %
Portail de données ouvertes	Site Web permettant aux organismes publics de rendre disponibles des données gouvernementales en format ouvert. Ces données peuvent être réutilisées par les citoyens et les entreprises. Ce site constitue l'un des engagements du gouvernement ouvert.	622 970 \$	435 562 \$	70 %
Sécurité des infrastructures de communication	Le projet vise à réviser et à renforcer la sécurité des télécommunications par la mise en place d'équipements de surveillance, de défense du périmètre et d'accès distants sécuritaires, à la suite d'une révision de l'architecture de télécommunication.	112 500 \$	51 500 \$	46 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 13

Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec; les distributeurs d'eau de source; location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; location et entretien de la machine à café; location ou achat d'encadrement.

OBJET	COÛT
Photocopie	71 014,98 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Mobilier de bureau	51 485,50 \$
Distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation)	849,95 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	209 570,22 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	149 478,49 \$
- Extérieur du Québec	5 679,46 \$
Location et entretien des plantes	10 670,00 \$
Location et entretien de machines à café	0,00 \$
Location ou achat d'encadrement	5 391,67 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 14

Pour le cabinet ministériel, la Direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; le nombre de minutes utilisées; les coûts de résiliation; les ordinateurs portables.

Nombre d'appareils mobiles	184
Nombre de tablettes électroniques	8
Coût d'acquisition des appareils mobiles	7 164,73 \$
Coût d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	67 667,30 \$
Coût d'utilisation	5 460,24 \$
Fournisseurs	Bell Mobilité Rogers sans-fil Telus mobilité
Coût des contrats	53 326,39 \$
Nombre de minutes utilisées	187 598
Coûts de résiliation	39,97 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15A**

**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation :
 le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres,
 professionnels, fonctionnaires, etc.)
 35 ans et plus**

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	36	6,56%	29	5,28%	66	12,02%
Professionnels	3	0,55%	32	5,83%	2	0,36%	1	0,18%	138	25,14%	117	21,31%	365	66,48%
Techniciens	1	0,18%	1	0,18%	2	0,36%	0	0,00%	12	2,19%	53	9,65%	78	14,21%
Personnel de bureau	1	0,18%	1	0,18%	1	0,18%	0	0,00%	1	0,18%	33	6,01%	40	7,29%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	5	0,91%	34	6,19%	5	0,91%	1	0,18%	187	34,06%	232	42,26%	549	100,00%

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 30 novembre 2012

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15B**

**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation :
 le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres,
 professionnels, fonctionnaires, etc.);
 Moins de 35 ans**

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,18%	66	12,02%
Professionnels	1	0,18%	6	1,09%	1	0,18%	1	0,18%	48	8,74%	62	11,29%	365	66,48%
Techniciens	0	0,00%	1	0,18%	0	0,00%	0	0,00%	3	0,55%	10	1,82%	78	14,21%
Personnel de bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	1,09%	40	7,29%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total	1	0,18%	7	1,28%	1	0,18%	1	0,18%	51	9,29%	79	14,39%	549	100,00%

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 30 novembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C

**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation :
le nombre total de jours de maladie pris par le personnel**

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	12,0	4,0	12,0	8,0	10,50	8,0	6,0	4,0	ND	ND	ND	ND
Professionnels	140,5	134,0	120,0	148,5	143,0	180,0	205,5	185,0	ND	ND	ND	ND
Personnel de bureau et techniciens	108,5	79,0	80,5	78,5	49,5	95,0	145,5	99,0	ND	ND	ND	ND
Autres	2,00	0	0	0	0	9,0	22,0	11,0	ND	ND	ND	ND
TOTAL	263,0	217,0	212,5	235,0	203,0	292,0	379,0	299,0	ND	ND	ND	ND

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15E

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
4 465,59 \$	3 168,73 \$	1 968,75 \$	568,80 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15F

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	67,0	62,0	138,5	435,0	485,5	64,0	49,5	28,0	ND	ND	ND	ND
Professionnels	271,50	255,0	483,5	1 562,5	2 210,0	258,0	205,5	211,5	ND	ND	ND	ND
Personnel de bureau et techniciens	81,5	79,5	143,0	485,0	839,0	122,5	100,5	67,0	ND	ND	ND	ND
Autres catégories	1,0	0	5,5	10,0	22,0	6,0	8,0	4,0	ND	ND	ND	ND
TOTAL	421,0	396,5	770,5	2 492,50	3 556,5	450,5	363,5	310,5	ND	ND	ND	ND

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15i

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15J

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
Cadre	63	62	66	Québec Montréal
	0	0	0	
Professionnel	294	317	356	Québec Montréal
	10	10	9	
Personnel de bureau et technicien	116	117	118	Québec Montréal
	0	0	0	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor ¹	121	139	169

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			
	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	39	35	33

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15M

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
Cadre	63	62	66	Québec Montréal
			0	
Professionnel	294	317	356	Québec Montréal
	10	10	9	
Personnel de bureau et technicien	116	117	118	Québec Montréal
	0	0	0	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX
NUMERO 15N

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La détermination des enveloppes annuelles d'effectif est effectuée en fonction du niveau d'effectif souhaité et ne tient pas compte de la distinction entre les catégories d'emploi, laquelle est sous la responsabilité des ministères et organismes.

L'effectif total autorisé est présenté au Budget de dépenses de l'exercice. Pour 2013-2014, l'effectif devrait être présenté d'ici le 31 mars prochain, en tenant compte des modifications apportées à la structure budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et les indemnités de retraites qui seront versées	
	NOMBRE
Nombre de départs à la retraite	18

Les données sont compilées jusqu'au 31 décembre 2012

Le SCT ne détient pas l'information sur les indemnités de retraites qui seront versées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

En 2012-2013, 9 remplacements ont été effectués sur 18 départs à la retraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 et les indemnités de retraites qui seront versées		
	2013-2014	2014-2015
Secrétariat du Conseil du trésor	18	19

Le SCT ne détient pas l'information sur les indemnités de retraites qui seront versées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats

3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, le coût de la location, le coût de location au mètre carré, la superficie totale pour chaque local, la superficie totale réellement occupée, la superficie inoccupée, le propriétaire de l'espace loué, la durée du bail, les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012, le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2012-2013	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2012-2013	NATURE DES TRAVAUX
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	530,11	75 616,72 \$	0,00 \$	
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	372,91	83 785,68 \$	7 561,99 \$	Déménagement 6 402,63 \$ Transport/Hôtel 1 159,36 \$
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	218,01	51 228,96 \$	0,00 \$	
538, rue Principale, Laval	225,53	41 931,12 \$	0,00 \$	
875, Grande Allée Est, Québec	17 885,87	2 610 436,80 \$	647 303,45 \$	Construction 508 748,25 \$ Déménagement 87 069,70 \$ Mobilier 51 485,50 \$
525, boulevard René-Lévesque Est, Québec	177,28	31 253,60 \$	0,00 \$	
1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec	1 039,62	136 450,72 \$	0,00 \$	
267, rue Racine, Chicoutimi	140,3	3 914,14 \$	394,37 \$	Transport/Hôtel 394,37 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2012 à ce jour

Total : 8 623.13 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 19A

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de M. Stéphane Bédard

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Bourcier, Louis	Directeur de cabinet	Québec
Boulet, Michel	Attaché politique	Québec
Provost, Dominic	Conseiller politique	Québec
Jalbert, Louis	Attaché politique	Chicoutimi
Lafrenière, Marie-Josée	Attachée politique	Québec
Gagné, Dominique	Attachée politique	Chicoutimi
Gagnon, Lyne	Soutien administratif	Chicoutimi
Lapointe, Lise	Attachée politique	Chicoutimi
Lavoie, Carolle	Attachée politique	Chicoutimi
Vigneault, Mireille	Attachée politique	Québec
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2012-2013		
Nombre total d'employés : 10		
Rémunération totale : 124 714,68 \$		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 19B**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de Mme Michelle Courchesne

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Barsalou, Marcello	Attaché politique	Montréal
Bernier, Jean-Pascal	Directeur de cabinet	Montréal
Bonneau, Sébastien	Attaché politique	Québec
Boudghène, Choukri	Attachée de presse	Québec
Coimbra, Isabel	Soutien administratif	Montréal
Deblois, Marylène	Soutien administratif	Québec
Desjardins, Guillaume	Attaché politique	Laval
Dutremble, Marie-Ève	Attachée politique	Montréal
Hamel, Jonathan	Attaché politique	Montréal
Labar, Kimberly	Attaché de presse	Québec
Lachaine, Sébastien	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Lemieux, Isabelle	Attachée politique	Québec
Lévesque, Brenda	Soutien administratif	Québec
Rajotte, Martine	Attachée politique	Québec
Sawyer, Danielle	Attachée politique	Laval
Vidaurre Calderon, Walter	Soutien administratif	Laval

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 19B

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de Mme Michelle Courchesne

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
<p>SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2012-2013</p> <p>Nombre total d'employés : 16</p> <p>Rémunération totale : 437 308,46 \$</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : le nom de l'organisme ou de la personne concerné; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Cabinet de Madame Courchesne	
14e Moot Scout Mondial Canada 2013	1 000,00
Action dignité Lanaudière	500,00
Amélie & Frédérick [service d'entraide]	1 000,00
Amis du Blues de Lachute, Les	1 500,00
Association des pompiers de Laval	1 000,00
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	750,00
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	1 000,00
Camp pour enfants diabétiques de l'Est-du-Québec	500,00
Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	500,00
Centre d'Action Bénévole les Artisans de l'Aide	500,00
Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales	500,00
Centre d'exposition de Val-David	2 500,00
Centre gym-santé St-François de la rivière du Sud	2 000,00
Choeur radio Ville-Marie	500,00
Club de soccer des rivières de Québec	500,00
Coeur des familles agricoles 2003, Au	1 000,00
Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri, Le	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : le nom de l'organisme ou de la personne concerné; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Commission sportive de Montréal-Concordia	1 000,00
Communauté sépharade unifiée du Québec	1 000,00
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	750,00
Coop émergence	1 000,00
Derby de démolition Saint-Chrysostome	500,00
Entreprises Richard Boily inc., Les	100,00
Équipe RDP	1 000,00
Événements art, musique et culture de Saint-Donat	5 000,00
Excellence Repentigny	750,00
Fabrique de la paroisse de Holy Name of Jesus, La	1 000,00
Festiblues international de Montréal	1 000,00
Festival de la famille d'Argenteuil	1 500,00
Festival de la galette de sarrasin	1 000,00
Festival du monde arabe de Montréal	1 000,00
Fête des vendanges Magog-Orford	750,00
Fierté Montréal	1 000,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	1 000,00
Fondation de la tolérance, La	750,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : le nom de l'organisme ou de la personne concerné; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fondation de l'Est	500,00
Fondation des aveugles du Québec	500,00
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	1 000,00
Fondation du service de police de la ville de Montréal	1 000,00
Fondation François Lamy, inc., La	500,00
Fondation Madeli-aide	750,00
Fondation pour la santé du nord de Lanaudière	1 000,00
Fondation Yvon Lamarre	1 000,00
Hockey développement AA, Rivière-du-Loup	750,00
Impératif français	1 000,00
Jeunesse Lambda	750,00
Loups de l'école Curé-Antoine-Labelle, Les	1 000,00
LuminoCité	500,00
Maison des familles de Granby et région	750,00
Maison du Bouleau blanc inc., La	1 000,00
Maison Octavie, La	700,00
Méridienne 1990, La	1 000,00
Ordre Fraternel Aigles de Mont-Laurier inc. (Ordre Fraternel des Aigles #3993)	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : le nom de l'organisme ou de la personne concerné; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Pétales Québec	500,00
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	100,00
Projet Communic-Action	500,00
Regroupement des maisons des jeunes du Québec, Le	1 000,00
Rencontre châteauguoise, La	1 000,00
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels	1 000,00
Société canadienne de la sclérose en plaques [section Montréal]	500,00
Société canadienne du cancer	300,00
Société d'agriculture du comté d'Argenteuil	1 500,00
Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus	500,00
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc.	500,00
Théâtre de la Rivière-Noire, Le	500,00
Traversée internationale du lac Memphrémagog - 2003	1 000,00
Troupe Chaud bizzzzzzz, La	1 000,00
Université Laval	500,00
Vent dans les Arts, Le	1 000,00
Ville de Châteauguay, La	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de mise en disponibilité, les prévisions pour 2013-2014			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Professionnel	Agent de recherche et de planification socio-économique	70 658 \$	2008-06-16
	Agent de recherche et de planification socio-économique	72 424 \$	2010-04-01
	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	70 056 \$	2010-11-11
	Ingénieur	78 328 \$	2012-04-02
	Ingénieur	78 328 \$	2012-03-05
	Ingénieur	64 112 \$	2012-03-05
Fonctionnaires	Agent de bureau, classe nominale	38 371 \$	2011-04-01
	Agent de bureau, classe nominale	38 371 \$	2011-04-01
	Agent de bureau, classe nominale	38 371 \$	2011-07-07
	Auxiliaire de bureau, classe nominale	29 677 \$	2010-05-31
	Technicienne en administration, classe principale	52 159 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicienne en administration, classe nominale	47 739 \$	2011-04-01
	Technicien en électrotechnique, classe nominale	47 045 \$	2012-04-02
	Technicien en électrotechnique, classe nominale	47 045 \$	2012-04-02
	Agente de secrétariat, classe II	36 763 \$	2011-04-01
	Préposé aux renseignements, classe principale	45 694 \$	2011-04-01
	Téléphoniste-réceptionniste	32 490 \$	2011-01-28
Téléphoniste-réceptionniste	32 490 \$	2011-07-07	
Ouvrier	Journalier	33 545 \$	2004-05-31

Prévision pour 2013-2014 : Nous ne pouvons répondre à cette demande car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Actualité, L'	Revue L'Actualité	37,95
Cedrom-Sni inc.	Abonnement à un service de veille média, Eureka.cc	7 689,00
Communication Demo inc.	Abonnement à la Revue de presse écrite et électronique, 2012-2013	66 224,62
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin gestion plus, info-employeur	119,79
Express Mag	Info presse	89,00
Fédération professionnelle des journalistes du Québec	Magazine Trente, 2012-2013	13,16
La Presse Ltée	La Presse, 6 mois	62,40
Les Affaires	Les Affaires	79,95
Presse canadienne, La	Revue de presse électronique 2012-2013	4 510,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	132,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
CCAF-FCVI inc.	Cotisation annuelle	1 500,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel à la DGACQ, 2012-2013	55 000,00
Gartner Canada Co	Service de références pour les gestionnaires en TI, 2012-2013	15 800,00
Groupe Excelso	Abonnement 2012-2013, Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette et The Globe and Mail	3 822,20
Magazine Premium	Revue Premium	39,99
Solutions Novaxis inc.	Cit@tion - Droit du travail en ligne	2 244,38

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Actual Media Inc.	ReNew Canada - The Infrastructure Magazine	31,45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Éditions Nota Bene inc., Les	Éthique publique, 1 an	50,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Effectif	35,44
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères.qc.ca	290,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	189,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : **Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations**

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Extraction d'information en ligne	200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne - ACCESAZIM	132,75
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	34,20
United Nations Standard Products and Services Code	UNSPSC - Adhésion corporative 2012-2013	350,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
BNA	Abonnement électronique à « Electronic commerce & law report »	2 068,50
Forrester Research	Service de courtage d'information, 2012-2013	64 960,00
Gartner Canada Co	CIO Signature NA Government, 2012-2013	89 400,00
Multisystems	Abonnement MultiTes Managed Web Solution, 2012-2013	4 750,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Trois fois, soit en 2001, 2004 et en 2009. L'ensemble des modifications a été réalisé à l'interne pour 2001 et 2004. Des frais de 63 067,00 \$ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Section du site Internet du SCT sur les négociations collectives [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	66 844,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du microsite des négociations du Secrétariat du Conseil du trésor.	Les deux sites sont non disponibles pour l'instant car la période des négociations est terminée. Ils pourront être remis en fonction si nécessaire.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Portail Carrières de la fonction publique québécoise [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc.	93 278,50 \$ (Incluant la construction du site et la création d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts)	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications et le Centre de services partagés du Québec.	Le Centre de services partagés du Québec, la Direction des communications et le Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique sont responsables du contenu de ce site.	Des modifications hebdomadaires sont apportées aux emplois offerts. Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins. L'envoi d'une infolettre est fait chaque semaine à plus de 106 980 personnes inscrites.	Aucune fois
Portail Infrastructure [www.infrastructures.gouv.qc.ca]	BRAD	67 578,50 \$	Depuis février 2012, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications du SCT. Auparavant, ce site relevait de Secrétariat à la communication gouvernementale au MCE.	Ce site est alimenté par l'entremise d'un réseau de répondants issus des DCOM du MAMROT, du MSSS, de MTQ, du MCCCCF et du MELS. C'est la Direction des communications du SCT qui coordonne le contenu et les mises à jour.	Les mises à jour se font sur une base hebdomadaire lorsque les ministères ont de nouvelles annonces de projets à ajouter.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Site Web de la Stratégie de l'économie numérique du Québec [www.economienumerique.gouv.qc.ca]	Nurun	22 525,00 \$	L'entretien et la mise à jour seront effectués par une ressource de la Direction des communications lorsque le site sera mis en ligne.	La Direction des communications du SCT	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections seront apportés, selon les besoins.	Aucune fois
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer	29 535,50 \$	3 325,00 \$	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois
Programme d'identité visuelle	Cossette Communications	80 000,00 \$	6 080,00 \$ (pour la période du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012)	La Direction des communications du SCT	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés en fonction de la création, de la fusion ou de la modification de MO.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Le site a été réalisé à l'interne.	L'ensemble du site a été réalisé à l'interne.	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne.	La directrice de la formation sur les marchés publics.	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs. (Forum de discussion)	Une fois en 2006. Le site a été déplacé de l'intranet gouvernemental vers l'Internet afin de permettre l'accès, en plus des ministères et organismes, au réseau de la santé et des services sociaux, et au réseau de l'éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29

Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014

Dans le cadre de la mise à jour de l'automne 2012 du suivi budgétaire, les ministères ont indiqué des dépassements totalisant 1 083 M\$, incluant 159 M\$ en risques.

Pour respecter l'objectif de dépenses 2012-2013, tous les ministères et organismes budgétaires ont été mis à contribution. Ainsi, le Conseil du trésor a décrété une suspension du droit d'engager des crédits de 341,0 M\$. En conséquence, les crédits disponibles pour les ministères ont été diminués du même montant. Les ministères ont de plus identifié des mesures d'économie afin de résorber à même leur enveloppe de dépenses allouée en début d'exercice une partie des dépassements identifiés totalisant 433,0 M\$. Le Conseil du trésor a également demandé aux ministères et organismes budgétaires de gérer leurs risques s'élevant à 159 M\$.

Finalement, des crédits périmés de fin d'exercice s'établissant à 150 M\$ ont été escomptés. Ce montant correspond au niveau habituel de crédits périmés à la fin d'un exercice financier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014

Voir tableau en annexe.

Pour les exercices 2012-2013, voir Demande générale numéro 33.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014	
RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE NATURE ADMINISTRATIVE - MO BUDGÉTAIRES	
(En milliers de dollars)	
	Économies cumulatives 2011-2012
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 021,0
Commission municipale du Québec	24,1
Régie du logement	202,4
	<u>1 247,5</u>
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 627,7
Commission de protection du territoire agricole	57,8
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	75,9
	<u>1 761,4</u>
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 666,5
Commission de la fonction publique	20,6
	<u>2 687,1</u>
Conseil exécutif	5 333,1
Commission d'accès à l'information	43,2
Conseil permanent de la jeunesse	8,1
	<u>5 384,4</u>
Culture, Communications et Condition féminine	924,5
Commission des biens culturels du Québec	13,1
Conseil du statut de la femme	59,9
Conseil supérieur de la langue française	37,6
Office québécois de la langue française	155,6
Secrétariat à la politique linguistique	14,2
	<u>1 204,9</u>
Développement durable, Environnement et Parcs	1 418,2
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	24,6
	<u>1 442,8</u>
Développement économique, Innovation et Exportation	1 216,3
Conseil de la science et de la technologie	23,9
	<u>1 240,2</u>
Éducation, Loisir et Sport	3 166,4
Conseil supérieur de l'éducation	51,3
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	49,0
Commission consultative de l'enseignement privé	2,3
	<u>3 269,0</u>
Emploi et Solidarité sociale	5 381,4
Famille et Aînés (incluant le Conseil de la famille et de l'enfance et le Conseil des aînés)	916,5
Curateur public	443,2
	<u>1 359,7</u>
Finances	2 007,7
Immigration et Communautés culturelles	994,4
Conseil des relations interculturelles	11,0
	<u>1 005,4</u>
Justice	1 698,2
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	124,0
Office de la protection du consommateur	62,9
Conseil de la magistrature	0,0
Conseil de la justice administrative	11,9
Comité sur la rémunération des juges	0,0
Directeur des poursuites criminelles et pénales	795,7
	<u>2 692,7</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014

**RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE NATURE ADMINISTRATIVE -
 MO BUDGÉTAIRES**

(En milliers de dollars)

	Économies cumulatives 2011-2012
Relations internationales	887,7
Ressources naturelles et Faune	2 854,2
Santé et Services sociaux	2 995,7
Office des personnes handicapées du Québec	136,8
Organismes-conseils	314,8
	<u>3 447,3</u>
Sécurité publique	1 633,1
Régie des alcools, des courses et des jeux	44,1
Commission québécoise des libérations conditionnelles	69,4
Bureau du coroner	42,0
Commissaire à la déontologie policière	16,7
Comité de déontologie policière	5,7
Sûreté du Québec	5 339,3
	<u>7 150,3</u>
Transports	1 997,2
Commission des transports du Québec	85,0
	<u>2 082,2</u>
Travail (incluant le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre)	286,7
Commission de l'équité salariale	208,8
Conseil des services essentiels	24,4
	<u>519,9</u>
TOTAL	47 625,8

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente, les sommes associées, la ou les dates de versement, la façon dont ces sommes sont dépensées

Il n'y a aucune entente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis	
	Montant déboursé en 2012-2013
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	199 800,57 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40

Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne

Il n'y a pas de cadre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 42

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la Direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux, les coûts, le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux				
ADRESSE	NATURE DES TRAVAUX	COÛT	DATE DES TRAVAUX	FIRME AYANT EFFECTUÉE LES TRAVAUX
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	Libération des espaces: déménagement et récupération des équipements	7 561,99 \$	Octobre 2012	Déménagement & Transport Dolbec inc. Présence Informatique inc
875, Grande Allée Est, Québec	Modification de la signalisation du Cabinet	131,57 \$	Septembre 2012	Société immobilière du Québec (SIQ)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX
NUMERO 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale		
CATÉGORIE D'EMPLOI	MASSE SALARIALE	
	2011-2012	2012-2013*
Haute direction	85 620 921	43 640 145
Cadre	316 867 604	161 314 290
Professionnel	1 264 408 936	660 530 784
Enseignant	35 857 340	17 537 893
Technicien	686 589 813	336 159 620
Personnel de bureau	435 647 529	226 960 998
Agent de la paix	168 090 600	86 681 981
Ouvrier	112 352 655	62 418 736
Étudiant	33 018 913	28 008 916
TOTAL :	3 138 454 311	1 623 253 363

Personnel assujéti à la Loi sur la fonction publique.

* 6 premiers mois (1^{er} avril au 30 septembre 2012).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45

Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.										
MINISTÈRE OU ORGANISME	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCTOBRE 2012 *
010-Culture, Communications et Condition féminine	22	16	17	18	20	19	20	18	17	25
030-Relations internationales	12	11	10	8	10	14	16	12	10	16
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	20	21	18	17	20	20	21	19	20	32
055-Immigration et Communautés culturelles	13	9	8	8	7	11	8	10	11	21
060-Santé et Services sociaux	34	36	37	34	29	35	36	40	39	59
065-Famille et Aînés	11	14	16	16	20	26	24	29	30	29
075-Travail	11	10	13	14	17	18	4	11	12	9
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	18	13	16	17	17	16	15	7	12	20
095-Sécurité publique	12	16	10	12	10	7	9	13	12	17
140-Conseil exécutif	85	80	86	94	80	82	80	87	90	154
160-Conseil du trésor	12	27	32	26	2	19	24	18	15	19
210-Finances	15	13	14	13	18	16	18	25	29	35
278-Commission de l'équité salariale	1									
280-Développement économique, Innovation et Exportation	17	15	6	17	17	19	15	15	17	27
350-Éducation, Loisir et Sport	19	21	22	19	18	19	21	19	19	24
370-Assemblée nationale	180	171	180	206	254	187	185	187	176	169
380-Développement durable, Environnement et Parcs	18	15	27	19	17	15	14	18	18	24
400-Justice	14	11	15	12	14	11	13	7	8	11
445-Revenu Québec (Agence)	13	9	11	10	11	13	10			
600-Ressources naturelles et Faune	29	21	15	16	19	26	33	30	31	38
700-Emploi et Solidarité sociale	24	15	15	17	19	21	23	17	16	38
814-Fonds de partenariat touristique	13	8	10	14	6	11	10	10	9	14
826-Fonds des ressources naturelles					1					
850-Transports	30	25	30	30	16	26	26	27	26	38
Total :	623	577	608	637	642	631	625	619	617	819 *

* En octobre 2012, certains membres du personnel de cabinet du gouvernement précédent sont toujours sur la paye, notamment pour le versement des indemnités de départ.

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16). Données selon l'exercice financier 2012-2013. Aucune prévision pour 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds

FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013
<p>Pour l'exercice financier 2012-2013, le volume Budget des fonds spéciaux 2013-2014 déposé à l'Assemblée nationale le 6 décembre 2012 présente chaque fonds spécial, incluant le solde de l'exercice, et ce, pour chacun des portefeuilles.</p> <p>Pour l'exercice 2012-2013, le service de la dette des fonds spéciaux s'élève à 1 156 M\$ selon le Plan budgétaire 2013-2014 du ministère des Finances et de l'Économie.</p> <p>En ce qui concerne les états financiers 2011-2012 des fonds spéciaux, des informations sont disponibles au Volume 2 des Comptes publics.</p>		
<p>Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire Fonds de développement régional</p>	-	
<p>Conseil du trésor et Administration gouvernementale Fonds relatif à certains sinistres</p>	-	
<p>Culture et Communications Fonds du patrimoine culturel québécois</p>	(5 357,6)	
<p>Développement durable, Environnement, Faune et Parcs Fonds vert</p>	(87 409,9)	
<p>Éducation, Loisir et Sport Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique</p>	(12 309,6)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47

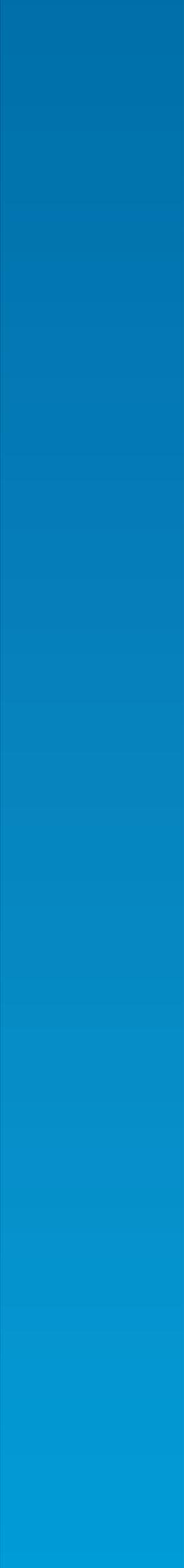
Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds

FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013
Emploi et Solidarité sociale		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	(565,5)	
Fonds de développement du marché du travail	(35 577,1)	
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	170,6	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	-	
Fonds québécois d'initiatives sociales	(4 422,1)	
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie		
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	2 403,7	
Famille		
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 100,8	
Finances et Économie		
Fonds de financement	23 544,3	
Fonds de partenariat touristique	-	
Fonds des générations	1 039 000,0	
Fonds du Bureau de décision et de révision	(383,2)	
Fonds du centre financier de Montréal	(233,4)	
Fonds du développement économique	-	
Fonds du Plan Nord	4 975,4	
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	
Justice		
Fonds Accès Justice	2 014,5	
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	(9 623,0)	
Fonds des registres du ministère de la Justice	6 739,3	
Fonds du Tribunal administratif du Québec	(1 850,0)	

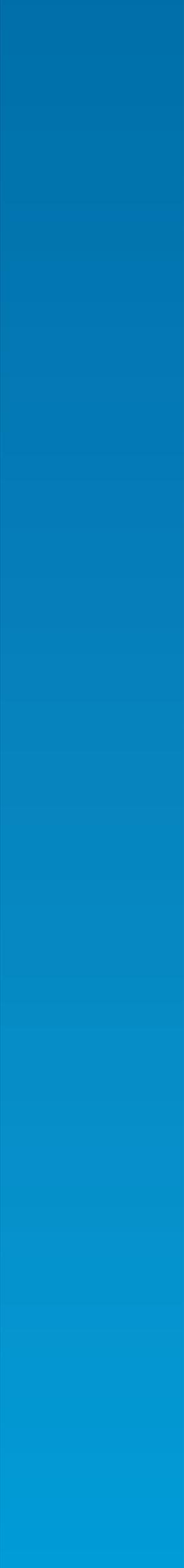
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 47

Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds

FONDS EXISTANTS	SOLDES DE L'EXERCICE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013
Ressources naturelles		
Fonds des ressources naturelles	(34 090,9)	
Fonds d'information sur le territoire	26 122,1	
Santé et Services sociaux		
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	
Fonds de soutien aux proches aidants	163,8	
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	
Sécurité publique		
Fonds des services de police	-	
Transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	-	
Fonds de la sécurité routière	(2 711,4)	
Fonds des réseaux de transport terrestre	319 423,8	
Travail		
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	(10,5)	
Fonds de la Commission des relations du travail	(3 575,7)	



Demands particulières



Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) pour votre ministère/organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et le projet lié (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser : <ul style="list-style-type: none">– le mandat,– les membres,– le budget,– le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats.
3*	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : <ul style="list-style-type: none">– la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration,– la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération,– la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv,– la liste des personnes qui ont vu leur mandat être résolu en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération,– leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
4*	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : <ul style="list-style-type: none">– le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents,– la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre,– les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation,– la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
5	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : <ul style="list-style-type: none">– le lieu,– le coût,– la ou les dates de participation,– le nombre de participants,– le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert,– son nom.
6	Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
7	Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
8	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2012-2013 et comparaison avec les quatre années précédentes et prévisions pour 2013-2014.
9	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
10	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2005.
11	Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : <ul style="list-style-type: none">– le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.
12	Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issu des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans.
13	Niveau de l'effectif total de la fonction publique pour 2012-2013, pour les 10 dernières années et prévisions pour 2013-2014.

#	Demandes de renseignements particuliers
14	Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2012-2013.
15	Suivi détaillé pour l'année 2012-2013 par ministère et organisme et prévisions pour 2013-2014 des efforts en lien avec les dépenses dans le cadre du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses.
16	Suivi détaillé pour 2012-2013 par ministère et organisme et prévisions pour 2013-2014 de la politique de réduction des dépenses dans le cadre de l'application de la Loi 100.
17	Concernant le Plan de réhabilitation des terrains contaminés : <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="261 661 1390 688">– copie des études, analyses et recherches réalisées par ou pour le Secrétariat du Conseil du trésor en 2012-2013, <li data-bbox="261 690 1065 723">– liste des planifications triennales des travaux envisagés déposée en 2012-2013.
18	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale pour 2012-2013.
19	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2012-2013?
20	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées et coûts engendrés en 2012-2013, par date.
21	Liste des actions mises en œuvre en 2012-2013 et résultats concernant la <i>Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017</i> .
22	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013.
23	Pour 2012-2013, le nom de chacun des dirigeants réseau de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction. <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="261 1198 1474 1260">– la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération, <li data-bbox="261 1263 1474 1325">– la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv, <li data-bbox="261 1327 1474 1381">– la liste des personnes qui ont vu leur mandat être résolu en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération.

*Voir la section « DEMANDES NON RÉPONDUES ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 1

Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) pour votre ministère/organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels et le projet lié (interne, externe ou du CSPQ)	
	Dépenses 2012-2013 (1er avril au 30 novembre)
Logiciels	310 768,52 \$
Matériel	36 680,62 \$
Services professionnels	3 778 384,40 \$
- Rémunération interne	2 993 655,00 \$
- Contrats externes	504 162,00 \$
- CSPQ	280 567,40 \$
Projets (Amortissement)	1 682 364,29 \$
TOTAL	5 808 197,83 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel du développement durable	Assurer la coordination, l'harmonisation, la cohésion et la concertation pour la préparation et la mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> – de la stratégie de développement durable – d'indicateurs de développement durable – de bilans – de plans d'action et d'intervention – de suivis Favoriser les échanges, la transmission d'information et la promotion du développement durable.	Sous-ministre adjoint ou équivalent de chacun des 22 ministères. La présidence est assumée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.	Aucun	Mise en œuvre concertée de la Stratégie gouvernementale de développement durable dans plus de 130 ministères et organismes gouvernementaux. Création d'un comité directeur pour le pilotage de la mise en œuvre de la Stratégie.
Comité interministériel sur les changements climatiques	Identifier et coordonner les mécanismes efficaces qui permettront d'atteindre le double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en assurant la prospérité économique du Québec.	9 MO sont membres de ce comité. Sous la présidence des représentants du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.	Aucun	Adoption du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des dirigeants de l'information	Réunion de tous les dirigeants sectoriels de l'information et des dirigeants réseau de l'information désignés selon la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement adoptée le 13 juin 2011.	<ul style="list-style-type: none"> - Le dirigeant principal de l'information et secrétaire du Conseil du trésor - 112 dirigeants sectoriels de l'information (1 par ministère ou organisme) - 2 dirigeants réseau de l'information (Santé et Éducation) 	Aucun	Le principal résultat attendu est la réalisation des changements dans la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec. Nombre de rencontres tenues en 2012-2013 : cinq, en date du <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} février 2012 - 14 mars 2012 - 30 mai 2012 - 19 septembre 2012 - 28 novembre 2012
G11 RH	Regroupement de onze gestionnaires de directions de ressources humaines agissant à titre de conseil sur la mise en œuvre de SGR – RH ainsi que sur la correction des écarts relatifs à l'implantation SGR2, livraison 2.		Aucun	Cinq rencontres en 2012-2013.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de révision des tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des arpenteurs-géomètres	Consulter les principaux utilisateurs des règlements sur les tarifs d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des ingénieurs, des architectes ou des arpenteurs-géomètres en vue de leur actualisation.	Représentants du MTQ, de la SIQ, du MSSS, du MELS et d'Infrastructure Québec.	Aucun	5 rencontres depuis le 29 août 2012.
Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics	Le mandat du Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle. Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont au nombre de 18.	Aucun	Une rencontre s'est tenue le 28 juin 2012. Les sujets traités portaient notamment sur le : – Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics; – Projet de modifications aux règlements sur les contrats des organismes publics.
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	Le mandat du Forum est de contribuer aux travaux visant à optimiser la gestion contractuelle à l'égard des contrats de services et de travaux de construction. Cela suppose notamment la bonification des textes réglementaires et des outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises. Le Forum est également appelé à discuter de la mise en œuvre et de l'application de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique.	Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont au nombre de 19.	N/A	Une rencontre s'est tenue le 21 juin 2012. Les sujets traités portaient notamment sur : – le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics; – le projet de modifications aux règlements sur les contrats des organismes publics. L'Unité permanente anti corruption (UPAC)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel – achat public auprès des entreprises collectives	Le mandat du Comité est d'élaborer des initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives.	Sous la présidence du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), les autres organismes publics participants sont au nombre de six.	N/A	<p>Les initiatives stratégiques « <i>L'Économie sociale : j'achète, Initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives</i> » ont été lancées en juin 2011.</p> <p>Il n'y a pas eu de rencontre de ce comité en 2012-2013.</p> <p>Le SCT et le MAMROT ont néanmoins poursuivi les échanges en matière d'économie sociale, de contrats publics et de contrats municipaux. Des rencontres ont eu lieu les 12 juillet et 7 septembre 2012.</p> <p>Le projet de Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics a été déposé le 1^{er} novembre 2012. Dans le cadre de ce projet de Loi qui vient modifier la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), il est proposé de faire des coopératives, des organismes à but non lucratif (OBNL) et des mutuelles, des contractants au sens de la LCOP. Ce faisant, ils pourraient participer aux appels d'offres publics des organismes de l'Administration gouvernementale et des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
<p>Table des conseillers en architecture d'entreprise</p>	<p>Permettre aux ministères et aux organismes de contribuer à l'élaboration et/ou d'influencer les éléments structurants gouvernementaux tels que la vision cible en ressources informationnelles, la stratégie gouvernementale en RI et l'architecture d'entreprise.</p> <p>Améliorer la concertation entre les organismes centraux (MSG, CSPQ et Services Québec), les ministères et les organismes.</p> <p>Favoriser le partage des expertises et des connaissances pour améliorer et accélérer le déploiement du gouvernement en ligne.</p> <p>Identifier des opportunités de services communs et de projets structurants en vue d'accélérer la mise en œuvre du gouvernement en ligne.</p>	<p>Piloté par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p> <p>La Table est composée de représentants ministères ou d'organismes qui sont désignés officiellement par leur sous-ministre ou dirigeant d'organisme.</p> <p>Les ministères et les organismes participants sont :</p> <p>CNT, CSPQ, CSST, DEC, DGE, ISQ, MAMR, MAPAQ, MCCCCF, MCE, MDDEFP, MDEIE, MELS, MESS, MFQ, MICC, MJQ, MRI, MRN, MRQ, MSP, MSSS, MTO, MTQ, RAMQ, RRQ, SAAQ, SCT, Services Québec, SQ, TAQ.</p>	<p>Aucun budget spécifique associé à la participation du ministère à cette Table</p>	<p>Au fil des cinq rencontres régulières et des treize rencontres en sous-groupes tenues du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, les participants ont échangé et partagé des idées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Service de gestion des données officielles d'identité et d'adresse des citoyens (phase 1); - les médias sociaux et l'intelligence d'affaires; - l'architecture d'entreprise gouvernementale (AEG) et les volets de l'AEG; - le cadre commun d'interopérabilité (CCI); - la Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles; - la migration et la gestion des postes de travail au gouvernement du Québec; - les dossiers d'affaires pour autorisation des projets; - le gouvernement ouvert; - les Règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles (RI); - la transformation de l'attribution de la rente de retraite à la Régie des rentes du Québec; - la cartographie des connaissances sur l'eau du MDDEFP; - l'évolution de l'intelligence d'affaires (Business Intelligence) vers une modélisation des objets d'affaires. <p>De plus, plusieurs ministères et organismes ont profité de la Table pour venir présenter les résultats de leurs travaux respectifs en ces matières, à savoir : la RRQ, le MDDEFP et Services Québec.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'orientation de la Stratégie de l'économie numérique du Québec (SENQ)	<p>Le comité d'orientation de la SENQ est responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'encadrer et de suivre les travaux de l'ensemble des chantiers; - de soutenir le directeur de la mise en œuvre de la SENQ dans la bonne exécution des travaux confiés aux parties prenantes par des recommandations touchant le contenu et la livraison <p>Il se réunit statutairement chaque semaine.</p>	Ce comité est présidé par le directeur général de l'encadrement des ressources informationnelles et du patrimoine numérique (DGERIPN) du SSRIBDPI. Il est composé de représentants des organismes publics suivants : MAMROT, MDEIE, CSPQ, MCCCC, ISQ.	Aucun budget spécifique n'est associé à ce Comité. Il relève du budget du projet.	<p>Suivi, en continu, des travaux de chacun des chantiers mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie de déploiement de l'accès à Internet très haut débit (ITHD).</p> <p>Ce comité s'est réuni à 33 reprises durant la période visée.</p>
Table de concertation sur les logiciels libres	<p>La Table de concertation sur le logiciel libre a pour mission de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Politique-cadre sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics concernant les logiciels libres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les obstacles rencontrés par les organismes publics pour tirer profit des logiciels libres; - faire des propositions au dirigeant principal de l'information, aux dirigeants sectoriels et aux dirigeants réseau de l'information afin de minimiser les obstacles identifiés; - évaluer les actions posées par les organismes publics pour la mise en œuvre de la Politique-cadre qui vise à tirer profit des logiciels libres. 	Le Comité regroupe deux représentants de l'Association des professionnels en logiciel libre (APELL), un représentant de l'association québécoise de l'appropriation collective de l'informatique libre (FACIL), du secrétaire associé auprès du dirigeant principal de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information du MSSS, du MELS, de la RAMQ, du MDEIE, de la RRQ, et du CSPQ.	Aucun budget associé à ce comité.	<p>La Table s'est réunie à trois reprises entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012. La Table a mandaté trois groupes de travail pour étudier les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les barrières à l'entrée; - les standards ouverts; - les pistes d'action. <p>Les trois groupes, formés de ressources provenant du gouvernement, des réseaux de la santé et de l'éducation ont tenu dix rencontres et ont fait en janvier 2013, un rapport final de leurs travaux à la Table.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Groupe de travail sur la gestion et la migration des postes de travail	<p>Le groupe de travail sur la migration des postes de travail devra proposer au gouvernement du Québec une approche globale de gestion des postes de travail de demain.</p> <p>Ce groupe devra documenter les scénarios possibles afin de favoriser la prise de décision :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser un projet gouvernemental afin de définir la démarche, d'élaborer les éléments de l'étude d'impact et éventuellement de produire une seule étude gouvernementale et un appel d'offres; - profiter de l'occasion pour revoir le modèle de gestion des postes de travail, comme par exemple en centraliser la gestion ou la confier à l'externe. 	Le secrétaire associé auprès du dirigeant principal de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information du MSSS, du MELS, de la RAMQ, la RRQ, du CSPQ, de la SAAQ, la CSST, la CPTAQ, du MAPAQ, du MJQ, de l'Agence du revenu et du MNR.	Aucun budget associé à ce comité.	<p>Orientations concernant la migration et la gestion des postes de travail.</p> <p>Rapport représentant les tendances dans la gestion des postes de travail.</p> <p>Plan de transition, de migration et de communication.</p>
Comité directeur sur les coûts d'impact	Définir les orientations et agir à titre d'instance décisionnelle pour la réalisation du projet.	Six MO sont membres de ce comité.	Aucun	<p>Gouvernance du projet, suivi et orientations des travaux de la Table de travail sur les coûts d'impact.</p> <p>Nombre de rencontres tenues entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cinq rencontres (20 juin 2012, 12 juillet 2012, 11 septembre 2012, 12 et 18 octobre 2012).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de travail sur les coûts d'impact	Réaliser la méthode d'analyse et de calcul des coûts d'impact.	Sept MO sont membres de ce comité.	Aucun	Méthode validée d'analyse et de calcul des coûts d'impact, simulation avec six organismes. Nombre de rencontres tenues entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012 : Douze rencontres (5, 6, 11, 12, 18, 19, 25 et 26 juillet 2012, 6, 7, 20 et 27 septembre 2012).
Table de travail d'architecture technologique cible	Définir les architectures et les recettes de migration utilisables par les ministères et organismes.	10 MO sont membres de ce Comité.		Définition des architectures et recettes de migration. Nombre de rencontres tenues entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012 : – Une rencontre (26 novembre 2012).
Comité de direction stratégique de la Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles (STORI)	Ce comité est responsable de la mise en œuvre de la STORI.	Sous la présidence du dirigeant principal de l'information, le comité regroupe des représentants des ministères et organismes au nombre de quatre.	Aucun	Le comité s'assure du suivi des différents travaux, de leur adéquation quant aux besoins des organismes publics et du respect des orientations gouvernementales retenues. Rencontres tenues entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012 : Sept rencontres (4 mai 2012, 11 mai 2012, 25 mai 2012, 8 juin 2012, 22 juin 2012, 6 juillet 2012 et 14 septembre 2012)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de mise en œuvre de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles dans les réseaux	Promouvoir les orientations gouvernementales en matière de ressources informationnelles et favoriser l'implication des intervenants des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.	Trois MO sont membres de ce Comité.	Aucun	Rencontres tenues entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012 : – Deux rencontres (20 avril 2012, 16 novembre 2012).
Comité interministériel sur le projet d'harmonisation des taxes de vente	Effectuer la coordination des travaux entre les partenaires, encadrer les communications requises auprès de la clientèle et l'arrimage des processus et des systèmes centraux et s'assurer que les travaux des partenaires respectent les modalités légales et administratives convenues dans les différentes ententes avec le gouvernement fédéral.	Secrétariat du Conseil du trésor, Ministère des Finances et de l'Économie, Centre de services partagés du Québec, Revenu Québec.	Aucun	Les travaux relatifs aux différents projets des services centraux (CSPQ, MFEQ, RQ, SCT et Services Québec) se déroulent normalement. Aucun des responsables n'a indiqué, jusqu'à maintenant, qu'il ne serait pas en mesure de réaliser les travaux prévus pour supporter la première demande de remboursement en mai 2013.
	Informar les autorités gouvernementales via le comité de gouverner des enjeux, des risques et des actions à prendre pour respecter l'échéance du 1 ^{er} avril 2013.			D'ici le 1 ^{er} avril 2013, une attention particulière sera portée au suivi de l'encadrement légal pour s'assurer que toutes les actions à réaliser sont complétées.
Comité interministériel sur le projet SIRP (Système intégré de radiocommunications policières)	Informar les intervenants des avancées de l'implantation SIRP sur le Réseau national intégré de radiocommunications particulièrement au niveau de l'échéancier, du budget et de la qualité. Partager l'information notamment sur l'évolution technologique afin de passer en mode solution lorsque certaines problématiques surviennent.	Centre des services partagés du Québec Ministère de la Sécurité publique Sûreté du Québec Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Aucun	Le SCT est informé au fur et à mesure des changements notamment dans le calendrier d'implantation et de ses répercussions sur le budget d'investissement et de fonctionnement.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur les infrastructures	<p>Communiquer et partager l'information relative aux programmes fédéraux d'infrastructure publique.</p> <p>Coordonner les travaux se rapportant aux renseignements à fournir au gouvernement fédéral dans le cadre des programmes d'infrastructure publique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat du Conseil du trésor - Ministère des Finances - Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes) - Ministères et organismes concernés 	Aucun	<p>Une rencontre tenue en 2012-2013 (le 28 juin 2012 ayant porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une présentation des constats à la suite d'un guide d'entrevue complété par le Québec a été effectuée; - un état de situation quant aux programmes fédéraux, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les programmes pour lesquels certaines problématiques ont été résolues ou de nouvelles problématiques ont été identifiées; - les projets en cours de réalisation au volet « Grands projets » du Fonds Chantiers Canada. <p>L'élaboration d'un nouveau plan d'infrastructures à long terme par le gouvernement fédéral.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table permanente de concertation sur le passif environnemental	<p>Communication et partage de l'information quant aux enjeux et préoccupations à l'égard du passif environnemental, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'établissement de principes directeurs sur la planification, la reddition de comptes et le financement du passif environnemental; - la production et la mise à jour annuelle du plan de réhabilitation des terrains contaminés pour lesquels un passif environnemental a été comptabilisé aux livres du gouvernement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat du Conseil du trésor - Contrôleur des finances - Ministères et organismes concernés 	Aucun	<p>Une première rencontre de la table de concertation a été tenue en 2012-2013 (18 décembre 2012), laquelle a permis de discuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des objectifs et du fonctionnement de la Table; - des éléments suivants du dossier « passif environnemental » : convention comptable, inventaire des terrains contaminés, comptabilisation et financement du passif environnemental, planification triennale des travaux 2012-2015 et reddition de comptes 2011-2012; - une seconde rencontre est prévue en mars 2013.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	4 conférences sur les Lois et règlements du Québec	X		1	280,00
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	Finances d'entreprise pour avocats	X		1	286,44
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	L'abus de droit en matière de résiliation de contrat d'entreprise ou de service et Rédaction des documents d'appel d'offres	X		1	160,96
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	La divulgation d'informations confidentielles lors d'une instance civile: est-il possible de l'éviter?	X		1	70,00
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	Le juge et la Charte: une perspective judiciaire des litiges relatifs aux droits et libertés	X		1	70,00
Association du Barreau canadien, division du Québec, L'	Revue des obligations liant les propriétaires et les entrepreneurs généraux	X		1	70,00
Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	20e congrès AAPI, Société ouverte et protection de l'information, 2 jours	X		3	1 834,00
Barreau de Québec	La preuve et la communication constructive, 6 heures	X		1	130,00
Barreau du Québec	Ce n'est pas ce que vous dites, c'est ce qu'ils entendent, 2 heures	X		1	125,25
Barreau du Québec	Langage corporel, 2 heures	X		1	104,37
Barreau du Québec	Droit immobilier: Aperçu de quelques pièges et controverses, 2 heures	X		1	69,14
Camiq inc.	Communication et travail en équipe, 0,5 jour	X		7	560,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accessibilité du Web - Comment rendre un contenu accessible avec Word 2003?, 1 jour	X		38	8 790,18
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Comment « vendre » un projet aux différentes parties prenantes, 1 jour	X		1	275,00
Chambre de commerce et d'industrie de Laval, La	Conférence donnée par la Chambre de commerce et d'industrie de Laval, 1 jour	X		3	225,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		1	130,00
Gosselin Photo Vidéo inc.	Cours de photographie, 3 jours	X		1	195,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	Certification CISA (Certified Information Systems Auditor), 1 session	X		1	661,45
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Introduction à la vérification d'optimisation des ressources, 4 jours	X		2	2 150,00
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Table ronde « Oser le changement », 0,5 jour	X		1	50,00
Ordre des administrateurs agréés du Québec (ADMA)	Le potentiel de la réflexion éthique dans la prise de décision, 2 jours	X		1	144,87
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations annuelles de l'Institut des comptables agréés, 8 jours	X		1	999,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	L'éthique, la gouvernance et le combat contre la corruption	X		2	113,06
Project Management Institute Lévis-Québec	Colloque en gestion de projet - Synergie, Stratégies, Succès, 1 jour	X		1	221,00
Université Laval	Essai - Maîtrise en science politique	X		1	827,16
Université Laval	Légistique IV, 1 session	X		1	311,54
Versalys	Access 2003, débutant, 2 jours	X		1	220,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Acti-Com	Techniques d'analyse, 1 jour	X		1	470,00
AFI expertise inc.	Formation sur le logiciel de virtualisation des serveurs informatiques, 5 jours	X		2	5 000,00
AFI expertise inc.	Formation réseau de télécommunication, 5 jours	X		1	2 500,00
AFI expertise inc.	Formation sur la mise en place d'un environnement de certificat sous Windows 2008 serveur 1 jour	X		4	1 540,00
AFI expertise inc.	Visio 2002/2003/2007 M-1 Base, 1 jour	X		1	115,00
Agire international inc.	Dénouer les conflits à haute teneur relationnelle, 2 jours	X		1	434,88
Agora Communication inc.	Colloque québécois de la sécurité de l'information, 2 jours	X		1	895,00
AQIII-Ass. québécoise des informat. et informaticiens indépendants	Tendances TI - À la croisée des chemins, 1 jour	X		1	30,00
Association des archivistes du Québec	Congrès annuel de l'association des archivistes du Québec, 3 jours	X		2	1 034,63
Association TYP03	Conférence TYP03 Québec, (atelier typoscript avancé), 1 jour	X		1	100,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Leadership en action pour les gestionnaires de gestionnaires, 9 jours	X		1	4 600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		2	7 790,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accessibilité du Web - Comment rendre un contenu accessible avec Word 2003?, 1 jour	X		2	408,84
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Gestion des risques reliés à la protection des actifs informationnels, 3 jours	X		1	850,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Gestion de la sécurité de l'information et de l'investissement en sécurité, 2 jours	X		1	600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Gestion stratégique de la sécurité de l'information, 2 jours	X		1	600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Sécurité des applications et des données, 2 jours	X		1	600,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Sécurité des infrastructures et des logiciels systèmes, 2 jours	X		1	600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Sécurité physique, gestion des incidents et continuité des activités, 2 jours	X		1	600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Conformité légale, statuaire et contractuelle, 2 jours	X		1	600,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Dossier d'affaires et dossier de présentation stratégique, 2 jours	X		1	495,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Audit de la sécurité de l'information, 1 jour,	X		1	350,00
Commission scolaire de la Capitale (CS de la Capitale)	Préparation à la retraite, 2 jours	X		4	100,00
DJJ Consultants inc.	Formation administration de bases de données, 4 jours, 1 participant	X		1	2 700,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Analyse des politiques publiques, Gestion des ressources humaines, 1 session	X		1	550,38
École nationale d'administration publique (ENAP)	Résolution de problèmes et prise de décision, 1 jour	X		1	500,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Atelier d'intégration, 1 session	X		1	352,44
École nationale d'administration publique (ENAP)	Méthode de recherche et d'intervention en milieu organisationnel, 1 session	X		1	307,44
École nationale d'administration publique (ENAP)	Gestion par résultats, 1 session	X		1	307,44
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		2	260,00
GFI Solutions PME inc.	Formation Web, comptabilité 1 Acomba et fournisseur Acomba, 1 jour	X		1	250,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque 2012, 1 jour	X		3	800,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Le leadership en gestion de projets, 0,5 jour	X		1	86,23
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Session de sensibilisation - Gestion de projet en mode Agile, 0,5 jour	X		1	75,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2012-2013	X		30	1 800,00
Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Préparer le changement, 1 jour	X		2	752,00
Project Management Institute Lévis-Québec	Colloque en gestion de projet - Synergie, Stratégies, Succès, 1 jour	X		1	221,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Mobiliser et préserver la santé: des pistes d'action, 1 jour	X		2	750,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Gestion de la réintégration au travail, 1 jour	X		1	245,00
Réseau action TI Québec	Journée de l'informatique du Québec 2012, 1 jour	X		6	1 080,00
Réseau action TI Québec	Le développement stratégique des TI, 2,5 heures	X		1	90,00
Solutions Web PaCo inc.	Approche par compétences Trima	X		9	1 125,00
Technologia Formation	Conduite de réunions efficaces, 2 jours	X		1	750,00
Université Laval	Conception des SIO I, Systèmes de gestion des connaissances, 1 session	X		1	598,08
Université Laval	Finance corporative, 1 session	X		1	286,20
Versalys Formation	Gérez efficacement vos projets de moindre envergure, 2 jours	X		1	790,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Forfaits conférences de l'ASDEQ, 2012-2013	X		20	1 200,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	La prospérité au Québec: nos choix pour y arriver, 2 jours	X		1	545,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Conférence « Incontournable: travailler plus longtemps et épargner suffisamment »	X		1	70,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Les approches du LEAN, 2 heures	X		1	65,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Principes et enjeux de l'administration publique, 1 session	X		1	307,44
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		2	260,00
Institut d'administration publique de Québec	Médias sociaux et administrations publiques, 2,5 heures	X		2	90,00
Institut de la gestion financière de Québec	Forfaits conférences de l'IGFQ, 2012-2013	X		30	1 800,00
Institut de la gestion financière de Québec	Les coulisses du pouvoir, 1 heure	X		4	180,00
L'Association francophone pour le savoir-Acfas	80e congrès de l'ACFAS, 1 jour	X		1	225,82
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations annuelles de l'Institut des comptables agréés, 8 jours	X		1	999,00
Ordre des évaluateurs agréés du Québec, L'	L'étude du fonds de prévoyance, 0,5 jour	X		1	115,00
Société québécoise d'évaluation de programme	21e colloque annuel de la Société québécoise d'évaluation de programme, 1 jour	X		1	100,00
Université Laval	Gestion financière de l'entreprise, 1 session	X		1	311,79

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Bissonnette, Doris	Formation de base-Média, 0,5 jour	X		1	150,00
Centre de formation patronale-syndicale inc.	Droit du travail 2012, 1 jour	X		3	1 335,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accessibilité du Web - Comment rendre un contenu accessible avec Word 2003?, 1 jour	X		3	613,28
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Abonnement institutionnel 2012-2013, Petits déjeuners de leadership	X		24	1 200,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Audit de la sécurité de l'information, 1 jour	X		1	350,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Communication publique dans un contexte Web, 2.0.1, 1 jour	X		1	225,00
Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO)	Les perspectives du numérique pour l'économie et la société du savoir - 25 ans du CEFRIO, 0,5 jour	X		1	109,23
Club les Optimates	Communication et leadership, 14 heures	X		1	197,00
CSST	Le Grand rendez-vous en santé et sécurité du travail, 2 jours	X		1	365,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Exercer un rôle conseil dans son organisation, 1 jour	X		1	425,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		2	260,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque 2012, 1 jour	X		1	255,00
Institut d'administration publique de Québec	Forfaits conférences de l'IAPQ, 2012-2013	X		20	1 000,00
Minister of Finances Saskatchewan	2012 Intergovernmental Conference on Classification, Compensation and Labour Relations, 3 jours		X	2	1 300,00
Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Préparer le changement, 1 jour	X		1	376,00
Publications CCH ltée	Colloque CCH : Le vol de temps: abus de l'Internet et des médias sociaux en milieu de travail, 1 jour	X		1	545,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Réseau action TI Québec	Dîner-conférence : Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles (STORI), 2 heures	X		2	180,00
Réseau d'éthique organisationnelle du Québec (RÉOQ)	Les risques éthiques dans les organisations: les identifier pour mieux intervenir, 1 jour	X		1	225,00
Salon de la réadaptation	Salon réadaptation et gestion d'invalidité, 1 jour	X		2	50,00
Technologia Formation	Conduite de réunions efficaces, 2 jours	X		3	2 250,00
Technologia Formation	Organiser efficacement ses idées avec le Mind Mapping, 1 jour	X		1	395,00
Université de Sherbrooke	Programme de prévention et Règlements des différends, 2 jours	X		2	1 700,00
Université du Québec à Montréal	5e conférence GeCSO (Gestion des connaissances dans la société et les organisations), 3 jours	X		1	565,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise inc.	Word 2003 avancé, 2 jours	X		1	430,00
AFI expertise inc.	Excel 2002-2003, intermédiaire, 2 jours	X		1	230,00
AFI expertise inc.	Adobe Pro-Formulaire, 0,5 jour	X		1	225,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	La prospérité au Québec: nos choix pour y arriver, 2 jours	X		2	980,00
Barreau du Québec	Styles de communication média dans les communications, 2 jours	X		1	581,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Petits déjeuners de leadership, 2 heures	X		1	65,00
Club des actuaires de Québec	Midi-conférence « Situation financière des régimes de retraite : où en sommes nous? »	X		1	25,00
Club des actuaires de Québec	Midi-conférence « Est-ce que le surendettement collectif fera sombrer l'économie des pays développés? »	X		1	25,00
Déontologie.ca inc.	Colloque « Comment gérer efficacement l'assurance médicaments », 1 jour	X		1	175,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Économique du secteur publique, 1 session	X		1	307,44
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		2	260,00
Groupe CFC inc.	Gestion du temps: maîtriser les gestes clés, 1 jour	X		2	1 011,50
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Les nouveaux régimes à prestations cibles, 2 heures	X		1	60,00
Institut canadien des actuaires	Colloque sur les régimes de retraite, 1 jour	X		1	575,00
Minister of Finances Saskatchewan	2012 Intergovernmental Conference on Classification, Compensation and Labour Relations, 3 jours		X	2	1 300,00
Services-conseils Hardy inc., Les	SAS - Introduction au logiciel, 3 jours	X		1	1 343,90
Université Laval	Formation à la négociation, 2 jours	X		3	1 975,80

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Académie de trans-formation du Québec, L'	Analyse de problématiques, 2 jours	X		1	595,00
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Conférence « Au delà du PIB, comment mesurer le progrès et le bien-être des sociétés? »	X		1	70,00
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	14e Colloque annuel, 1 jour	X		1	75,00
Canadian Public Procurement Forum 2012	Forum Canadien des marchés publics 2012 - Préparez l'approvisionnement public de demain - méthodes, indicateurs et tendances novatrices, 4 jours		X	1	840,00
Centre de perfectionnement ESG UQAM	La gouvernance de projets, 1 jour	X		1	45,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Accessibilité du Web - Comment rendre un contenu accessible avec Word 2003?, 1 jour	X		4	817,68
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		2	404,00
Centre d'expertise des grands organismes	Guides pratiques en mesure de la satisfaction de la clientèle au sein des grands organismes, 1 jour	X		1	20,00
Coopérative Linguistique du Québec	Conversation anglaise, 15 cours de 1,5 heures	X		5	1 012,50
Éco Ressources Carbone	Marché du carbone: Systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre et les implications au Québec, 2 jours	X		1	229,95
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		3	390,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque 2012, 1 jour	X		4	1 015,00
L'Association francophone pour le savoir-Acfas	80e congrès de l'ACFAS, 1 jour	X		2	391,64
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formations annuelles de l'Institut des comptables agréés, 8 jours	X		1	1 499,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Conférence: L'éthique, la gouvernance et le combat contre la corruption, 0,5 jour	X		6	339,18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Publications CCH Itée	La rédaction de documents dans un contexte municipal, 1 jour	X		1	545,00
TÉLUQ Télé-Université	Théories de l'organisation, 1 session	X		1	298,89
TÉLUQ Télé-Université	Les systèmes d'information de gestion, 1 session	X		1	298,89
TÉLUQ Télé-Université	Droit des affaires, 1 session	X		1	298,89
Université Laval	Les rôles et responsabilités des administrateurs, 3 jours	X		1	3 250,00
Université Laval	Création de valeur et gouvernance d'entreprise, 1 session	X		1	272,20
Versalys	Access 2003, avancé, 2 jours	X		2	800,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Agora Communication inc.	Colloque québécois de la sécurité de l'information, 2 jours	X		1	970,00
Alliance Numérique, Réseau de l'Industrie Numérique Québec	Web-In, 1 jour	X		1	265,00
Association de Sécurité de L'Informatique du Montréal Métropolitain inc.	Déjeuner-conférence ASIMM: La montée de l'hacktivisme et ses impacts sur votre sécurité	X		1	75,00
Association de sécurité informatique Montréal métropolitain, L'	RSI 2012: Gestion de la sécurité de l'information, Le risque en mouvance: Oser s'adapter, 1 jour	X		1	395,00
Build The Vision Incorporated	Architecture d'entreprise avec TOGAF, 5 jours	X		2	5 985,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Le client « 2.0 » et l'offre multicanal de service public, 1 jour	X		1	275,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Valoriser les services publics, 1 jour	X		1	275,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Comment « vendre » un projet aux différentes parties prenantes, 1 jour	X		3	825,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Succès de la prestation électronique de services publics, 1 jour	X		3	705,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	202,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Leadership et contexte politico administratif, 1 jour	X		3	195,00
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Traquer le gaspillage avec les approches Lean, 0,5 jour	X		2	130,00
Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO)	Les perspectives du numérique pour l'économie et la société du savoir - 25 ans du CEFRIO, 0,5 jour	X		1	80,00
Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain	Midis-innovation TI - Les médias sociaux	X		1	21,74
École nationale d'administration publique (ENAP)	Management des organisations publiques, 1 session	X		1	570,38

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.					
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
École nationale d'administration publique (ENAP)	Maîtrise en administration des affaires - gestion des technologies de l'information	X		1	539,40
École nationale d'administration publique (ENAP)	Les immobilisations au gouvernement, 1 jour	X		1	425,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	Panier de gestion - module 2, 1 jour	X		1	275,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque annuel, 9e édition « Cap sur l'avenir: une carrière à bâtir », 1 jour	X		3	390,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Colloque 2012, 1 jour	X		2	550,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Le bureau de projets opportunité ou menace, 1 jour	X		1	275,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Gestion de projet avec l'outil MS-Project, 1 jour	X		1	75,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Gérer les ressources humaines d'un projet, c'est avant tout communiquer, 1 jour	X		1	75,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Gestion de portefeuille de projets, 0,5 jour	X		1	75,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Estimation de projets informatiques, 0,5 jour	X		1	75,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Session de sensibilisation - Introduction à la gestion de projets, 0,5 jour	X		1	75,00
GP-Québec - La communauté de pratique gestion de projets publics	Session de sensibilisation - Gestion de portefeuille de projets, 0,5 jour	X		1	75,00
Institut d'administration publique de Québec	Colloque, Les ressources humaines, un enjeu pour les organisateurs, 0,5 jour	X		1	100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Kéréon inc.	Séminaire de préparation à l'examen du CISSP (Certified Information Systems Security Professional), 5 jours	X		1	2 670,00
Manuri Formation inc.	L'intelligence émotionnelle au travail, 1 jour, Marie-Claude Ouellet	X		1	355,50
Michèle Poirier & Associés inc.	Le sens politique, une habileté essentielle, 2 jours	X		1	1 290,00
Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Tableau de bord et indicateurs de performance, 1 jour	X		1	455,00
Productions Eventia inc., Les	Conférence sur les enjeux en TI au Québec, 1 jour	X		2	1 062,50
Réseau action TI Québec	Abonnement à la Série Perspectives 2012-2013 (Dîner-conférence)	X		12	590,00
Réseau action TI Québec	L'évolution de l'univers numérique et ses conséquences sur un nouvel ordre mondial, 2 heures	X		1	180,00
Réseau action TI Québec	Conférence: Médias sociaux vers une approche stratégique, 0,5 jour	X		1	45,00
Réseau action TI Québec	Les TI un levier de changement stratégique, 2,5 heures	X		1	45,00
Réseau action TI Québec	Dîner-conférence : Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles (STORI), 2 heures	X		2	90,00
Université du Québec à Rimouski	Évaluation financière de projet, 1 session	X		1	319,36
Université Laval	Activité de recherche - thèse, 1 session	X		1	1 014,64
Université Laval	Système d'information, 1 session	X		1	662,08
Université Laval	Intelligence concurrentielle, 1 jour	X		1	495,00
Université Laval	Colloque « Villes intelligentes, villes durables », 1 jour	X		3	510,00
Versalys	Excel 2003 - débutant régulier, 1 jour	X		1	440,00
Versalys	Excel 2003 avancé, 2 jours	X		1	400,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 5

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes en 2012-2013. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Versalys	Visio 2003 débutant, 1 jour	X		1	110,00
WCIT 2012 Montréal inc.	Le Congrès mondial sur les technologies de l'information - WCIT 2012 : UNE vision pour une société numérique mondiale, 3 jours	X		2	1 200,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 6

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
010-Culture, Communication et Condition Féminine		11
030-Relations internationales		11
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		11
055-Immigration et Communautés culturelles		45
060-Santé et Services sociaux		58
063-Régie des rentes du Québec		10
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		55
065-Famille et Aînés		7
075-Travail		2
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3	98
095-Sécurité publique		65
140-Conseil exécutif		32
160-Conseil du trésor		14

Employés assujettis à la LFP.

Seul le code de départ cessation d'emploi (37) a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Exclut la CSST et les données sont compilées jusqu'au 31 octobre 2012. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 6

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
188-Bureau de décision et de révision		2
210-Finances		8
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		53
245-Commissaire à la santé et au bien-être		1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		16
247-Commissaire au lobbyisme du Québec		1
267-Commissaire à la déontologie policière		1
278-Commission de l'équité salariale		1
280-Développement économique, Innovation et Exportation		43
285-Commission des relations du travail		1
293-Bureau de coroners		1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1	37
323-Institut de la statistique du Québec		26

Employés assujettis à la LFP.

Seul le code de départ cessation d'emploi (37) a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Exclut la CSST et les données sont compilées jusqu'au 31 octobre 2012. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 6

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
343-Services Québec	1	22
344-Office de la protection du consommateur		5
347-Centre de services partagés du Québec	1	52
350-Éducation, Loisir et Sport		29
360-Office des professions du Québec		1
367-Régie du bâtiment du Québec		11
370-Assemblée nationale		9
372-Commission de l'éthique en science et en technologie		1
374-Vérificateur général du Québec		3
380-Développement durable, Environnement et Parcs		62
386-Régie des alcools, des courses et des jeux		3
390-Sûreté du Québec		53
400-Justice		73
408-Commission d'accès à l'information		4

Employés assujettis à la LFP.

Seul le code de départ cessation d'emploi (37) a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Exclut la CSST et les données sont compilées jusqu'au 31 octobre 2012. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 6

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
414-Commission des lésions professionnelles		11
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		1
450-Tribunal administratif du Québec		10
510-Régie du logement		3
520-La Financière agricole du Québec	2	6
538-Office des personnes handicapées		3
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		78
560-Curateur public		17
600-Ressources naturelles et Faune	10	97
630-Directeur général des élections		42
700-Emploi et Solidarité sociale		141
702-Commission des normes du travail		13
710-Office québécois de la langue française		1

Employés assujettis à la LFP.

Seul le code de départ cessation d'emploi (37) a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Exclut la CSST et les données sont compilées jusqu'au 31 octobre 2012. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 6

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
730-Société d'habitation du Québec		4
807-Fonds des réseaux du transport terrestre	8	463
812-Fonds de service de police		83
814-Fonds de partenariat touristique	1	12
817-Fonds d'information sur le territoire		3
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		13
826-Fonds des ressources naturelles	4	491
830-Commission des transports du Québec		4
850-Transports	2	70
878-Fonds des registres du ministère de la Justice		1
921-Magistrature et nomination des juges		2
Total :	33	2 508

Employés assujettis à la LFP.

Seul le code de départ cessation d'emploi (37) a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).

Exclut la CSST et les données sont compilées jusqu'au 31 octobre 2012. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 7

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	6
065-Famille et Aînés	1
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2
095-Sécurité publique	2
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1
323-Institut de la statistique du Québec	2
343-Services Québec	1
347-Centre de services partagés du Québec	1
350-Éducation, Loisir et Sport	2
367-Régie du bâtiment du Québec	1
390-Sûreté du Québec	1
400-Justice	4
520-La Financière agricole du Québec	1
600-Ressources naturelles et Faune	2

Employés assujettis à la LFP.

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont : Révocation (33) et Destitution (39) en date du 31 octobre 2012.

Les données n'incluent pas la CSST. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 7

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
700-Emploi et Solidarité sociale	6
807-Fonds des réseaux du transport terrestre	9
812-Fonds de service de police	1
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	2
850-Transports	3
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	1
Total :	50

Employés assujettis à la LFP.

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont : Révocation (33) et Destitution (39) en date du 31 octobre 2012.

Les données n'incluent pas la CSST. Données présentées selon la structure budgétaire de l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 8

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2012-2013 et comparaison avec les quatre années précédentes et prévisions pour 2013-2014.					
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013*
Nombre	20 029	19 496	20 798	20 479	18 317
Pourcentage	29,0%	28,3%	30,1%	29,9%	27,3%

Employés assujettis à la LFP.

* Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012-2013, les données sont compilées au 31 octobre 2012.

Prévisions non disponibles pour 2013-2014.

Ces données sont présentées en nombre de personnes et non en ETC comme il est d'usage pour calculer ces pourcentages.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 9

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels ¹ devenus permanents en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.		
	2011-2012	2012-2013 ³
Nombre d'employés occasionnels devenus réguliers	3 322	1 743
Nombre d'employés occasionnels ²	20 479	18 317
Pourcentage des employés occasionnels devenus réguliers	16,0%	10,0%

1. Employés assujettis à la LFP.

2. Nombre de personnes différentes qui ont été occasionnelles au cours de l'année.

3. Période du 1er avril au 31 octobre 2012.

Données selon la structure de l'exercice financier 2012-2013.

Aucune prévision disponible pour l'année 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
010-Culture, Communications et Condition féminine	Professionnel	8	11	29	27	26	55	52	56
	Technicien	3	2	3	4	4	5	7	9
	Personnel de bureau	5	6	6	10	9	7	9	12
Total 010-Culture, Communications et Condition féminine		16	19	38	41	39	67	68	77
030-Relations internationales	Haute direction	6	6	7	5	6	1	3	2
	Professionnel	2	4	17	23	18	24	18	21
	Technicien	3	1	5	7	2	3	4	6
	Personnel de bureau	4	7	6	4	5	7	5	7
	Ouvrier			1	1				
Total 030-Relations internationales		15	18	36	40	31	35	30	36
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Haute direction	2	2	2	2	2			
	Professionnel	7	21	21	21	31	57	34	34
	Technicien	3	5	2	5	9	12	7	8
	Personnel de bureau	3	3	6	8	13	14	10	13
Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		15	31	31	36	55	83	51	55
055-Immigration et Communautés culturelles	Haute direction	1	1						
	Cadre					1	1		
	Professionnel	19	25	13	30	35	36	40	45
	Enseignant								92
	Technicien		4	3	15	21	12	10	13
	Personnel de bureau	2	15	16	41	63	42	31	31
Total 055-Immigration et Communautés culturelles		22	45	32	86	120	91	81	181
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	1							
	Cadre	2	2	2	1	1	1	1	5
	Professionnel	23	23	40	56	50	35	48	90
	Technicien	7	5	10	13	13	9	22	26
	Personnel de bureau	3	10	16	31	32	16	28	31
Total 060-Santé et Services sociaux		36	40	68	101	96	61	99	152
063-Régie des rentes du Québec	Professionnel	18	18	16	24	32	24	33	28
	Technicien	7	13	5	4	8	9	16	17
	Personnel de bureau	45	62	32	16	46	56	78	108
	Ouvrier		1	1				1	5
Total 063-Régie des rentes du Québec		70	94	54	44	86	89	128	158

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
064-Régie de l'assurance maladie du Québec	Professionnel	21	50	47	67	63	60	59	84
	Technicien	19	19	28	49	62	74	94	113
	Personnel de bureau	11	17	29	39	40	29	84	77
	Ouvrier			2	2			3	3
Total 064-Régie de l'assurance maladie du Québec		51	86	106	157	165	163	240	277
065-Famille et Aînés	Haute direction					1	1		
	Professionnel	7	6	17	29	25	37	46	40
	Technicien	2	2	4	3	4	20	27	20
	Personnel de bureau	1	2	5	7	4	10	21	22
Total 065-Famille et Aînés		10	10	26	39	34	68	94	82
075-Travail	Cadre						1	1	
	Professionnel	3	4	6	9	4	5	5	5
	Technicien			1	1	2	1	1	3
	Personnel de bureau	1		4	12	10	11	4	1
Total 075-Travail		4	4	11	22	16	18	11	9
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	1	1	1	1	1	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1			1	1
	Professionnel	29	39	77	94	106	88	84	106
	Enseignant	7	15	26	16	15	4	4	25
	Technicien	13	45	107	93	90	85	79	93
	Personnel de bureau	8	16	18	16	22	24	29	38
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		59	117	230	221	234	202	198	264
095-Sécurité publique	Haute direction				1	1	1	1	
	Cadre	1	1	1	1	3	3	2	3
	Professionnel	30	55	77	83	61	51	96	161
	Technicien	22	20	24	20	17	14	15	26
	Personnel de bureau	19	21	33	47	46	51	55	88
	Agent de la paix	377	359	408	549	640	485	334	352
Ouvrier	10	13	10	7	5	5	21	28	
Total 095-Sécurité publique		459	469	553	708	773	610	524	658
140-Conseil exécutif	Haute direction	8	8	7	4	3	3	3	2
	Cadre				2	3	1	2	1
	Professionnel	2	21	28	37	37	32	40	39
	Technicien	1	4	6	11	12	9	5	8
	Personnel de bureau	2	4	3	10	8	10	11	13
Total 140-Conseil exécutif		13	37	44	64	63	55	61	63

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
160-Conseil du trésor	Cadre							1	2
	Professionnel	20	20	26	38	52	60	62	58
	Technicien	8	4	6	8	6	14	12	9
	Personnel de bureau	10	9	13	16	25	26	17	14
Total 160-Conseil du trésor		38	33	45	62	83	100	92	83
188-Bureau de décision et de révision	Cadre					1	1		
	Professionnel						1	2	1
	Personnel de bureau		1			1	1		
Total 188-Bureau de décision et de révision			1			2	3	2	1
210-Finances	Haute direction	2	2	2	2	1			
	Cadre			1	1	1			
	Professionnel	14	21	24	46	44	43	55	57
	Technicien	3	4	4	3	1	12	14	6
	Personnel de bureau	1	3	4	7	7	9	21	20
Total 210-Finances		20	30	35	59	54	64	90	83
238-Conseil supérieur de l'éducation	Professionnel							3	3
	Technicien							1	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation								4	4
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'ass.	Professionnel	8	11	12	25	28	47	62	62
	Technicien	1	1	32	46	52	44	46	31
	Personnel de bureau	5	6	24	41	59	80	99	84
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		14	18	68	112	139	171	207	177
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Haute direction								1
	Professionnel								8
	Personnel de bureau								2
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption									11
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Professionnel							2	2
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être								2	2
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel			1	3	4	1	2	2
	Technicien		2	1	1	1	4	6	13
	Personnel de bureau		6	9	26	31	28	38	62
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales			8	11	30	36	33	46	77
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Professionnel	2	3	1	1	3	3	4	4
	Technicien				2	4	2	1	3
	Personnel de bureau	1				1	1		
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		3	3	1	3	8	6	5	7

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Professionnel	2	1	1	1	5	5	1	1
	Technicien			1		2	1	1	1
	Personnel de bureau	1	1		2	2	1	3	3
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		3	2	2	3	9	7	5	5
267-Commissaire à la déontologie policière	Personnel de bureau							1	4
Total 267-Commissaire à la déontologie policière								1	4
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Professionnel							5	5
	Technicien							1	1
	Personnel de bureau							1	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial								7	7
278-Commission de l'équité salariale	Professionnel		1	4	4	7	12	7	22
	Technicien	1			1			1	1
	Personnel de bureau	1			1	2		2	4
Total 278-Commission de l'équité salariale		2	1	4	6	9	12	10	27
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Haute direction	1	3	2	2	2	3	2	1
	Cadre			1	1	1	1	2	2
	Professionnel	19	29	37	52	63	90	71	79
	Technicien		3	5	9	19	18	8	16
	Personnel de bureau	3	4	3	5	15	27	24	24
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		23	39	48	69	100	139	107	122
285-Commission des relations du travail	Professionnel	5	4	1	4	5	4		3
	Technicien				1	1			
	Personnel de bureau				6	6	1	4	5
Total 285-Commission des relations du travail		5	4	1	11	12	5	4	8
293-Coroner	Personnel de bureau								1
Total 293-Coroner									1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Cadre	1	1	1	1	1			
	Professionnel	22	29	40	62	64	92	78	96
	Technicien	27	82	79	130	168	144	177	228
	Personnel de bureau	14	6	6	88	92	74	87	92
	Agent de la paix	10	25	33	15	20	19	20	21
	Ouvrier				1	1		1	1
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		74	143	159	297	346	329	363	438
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Personnel de bureau						1	1	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							1	1	1

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1	1						
	Cadre			1	1				
	Professionnel	9	8	13	22	14	21	27	22
	Technicien			1	7	5	9	10	3
	Personnel de bureau	3	1	2	4	2	4	9	3
Total 323-Institut de la statistique du Québec		13	10	17	34	21	34	46	28
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	3	4	4	5	5	4	3	2
	Professionnel			2	4	5	8	3	5
	Technicien			1	2	2	2	2	5
	Personnel de bureau	2	5	2	8	9	7	3	4
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		5	9	9	19	21	21	11	16
343-Services Québec	Professionnel	2	7	12	18	16	24	31	33
	Technicien			2	14	13	18	16	25
	Personnel de bureau		5	29	44	42	40	146	128
	Ouvrier			1					
Total 343-Services Québec		2	12	44	76	71	82	193	186
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1	4	3	2	2	2	4	5
	Technicien	3	3	8	7	10	6	4	9
	Personnel de bureau			2	2	1	1	1	1
Total 344-Office de la protection du consommateur		4	7	13	11	13	9	9	15
347-Centre de services partagés du Québec	Cadre		1	1			1	1	1
	Professionnel	4	23	42	103	94	113	130	133
	Technicien		17	31	69	90	119	132	124
	Personnel de bureau		5	16	36	52	51	77	64
	Ouvrier	1	1			1	3	6	6
Total 347-Centre de services partagés du Québec		5	47	90	208	237	287	346	328
350-Éducation, Loisir et Sport	Haute direction		1	1	1	1	1		
	Cadre			1	1	2	2	4	4
	Professionnel	43	53	60	44	58	79	100	130
	Technicien	11	11	14	21	19	30	48	61
	Personnel de bureau	20	15	13	9	21	32	94	101
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		74	80	89	76	101	144	246	296
352-Régie du cinéma	Professionnel	1			1	2	1	3	4
	Technicien	1	1			1	2		
	Personnel de bureau	2	2	1	1	1		3	3
Total 352-Régie du cinéma		4	3	1	2	4	3	6	7

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
360-Office des professions du Québec	Cadre						1	1	
	Professionnel	1	2	1	3	5	3	2	4
	Technicien			1	1		1		1
	Personnel de bureau				1	1	4	6	4
Total 360-Office des professions du Québec		1	2	2	5	6	9	9	9
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre		2	1					
	Professionnel	6	7	12	12	12	14	13	17
	Technicien	24	20	35	43	43	43	29	51
	Personnel de bureau			3	17	30	20	15	16
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		30	29	51	72	85	77	57	84
368-Commission municipale du Québec	Professionnel							1	1
	Personnel de bureau							1	1
Total 368-Commission municipale du Québec								2	2
370-Assemblée nationale	Cadre			1	1				
	Professionnel	9	10	14	19	22	16	18	30
	Technicien	9	13	10	16	17	15	13	17
	Personnel de bureau	9	13	14	9	12	19	19	12
	Agent de la paix		3	2	5	4	7	13	8
	Ouvrier	4	5	4	5	6	6	7	3
Total 370-Assemblée nationale		31	44	45	55	61	63	70	70
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Professionnel							2	3
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie								2	3
374-Vérificateur général	Haute direction					1	1	1	
	Cadre						1	1	1
	Professionnel	26	56	73	60	47	51	64	57
	Technicien	1	1		1		3	2	
	Personnel de bureau	3	1		2	4	4	5	5
Total 374-Vérificateur général		30	58	73	63	52	60	73	63
380-Développement durable, Environnement et Parcs	Professionnel	24	43	58	54	68	100	140	176
	Technicien	24	35	35	37	58	84	122	137
	Personnel de bureau	9	14	16	13	20	32	52	48
	Ouvrier							6	6
Total 380-Développement durable, Environnement et Parcs		57	92	109	104	146	216	320	367
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel				4	4	6	3	3
	Technicien				6	6	5	9	11
	Personnel de bureau				5	7	4	9	13
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux				15	17	15	21	27	

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
390-Sûreté du Québec	Cadre		1						1
	Professionnel	17	23	38	30	24	23	23	33
	Technicien	16	25	80	11	12	7	5	26
	Personnel de bureau	46	68	87	26	35	56	51	77
	Ouvrier	2	3	3	1				11
Total 390-Sûreté du Québec		81	120	208	68	71	86	79	148
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Professionnel			1	2	2	2	2	2
	Technicien		1	1				1	1
	Personnel de bureau						2	2	3
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec			1	2	2	2	4	5	6
400-Justice	Cadre	1	1				1	1	1
	Professionnel	18	27	37	56	56	54	46	42
	Technicien	13	17	35	51	51	55	51	59
	Personnel de bureau	61	26	42	74	84	95	92	78
	Ouvrier					1	1		
Total 400-Justice		93	71	114	181	192	206	190	180
402-Comité de déontologie policière	Personnel de bureau							1	1
Total 402-Comité de déontologie policière								1	1
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	2	3	2	6	5	7	5	3
	Technicien			1	4	3			1
	Personnel de bureau	1	1	1	2	2			1
Total 408-Commission d'accès à l'information		3	4	4	12	10	7	5	5
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction			1	1	1	1	1	1
	Cadre				1				
	Professionnel	3	2	4	6	7	5	6	6
	Technicien			1	2	4	3	3	2
	Personnel de bureau	1	3	3	6	17	21	26	24
Total 414-Commission des lésions professionnelles		4	5	9	16	29	30	36	33
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Technicien								1
	Personnel de bureau							4	4
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles								4	5
430-Commission de la fonction publique	Professionnel		1		6	8	8	8	6
	Technicien			1	1	1	2	1	1
	Personnel de bureau				2	2	2	2	3
Total 430-Commission de la fonction publique			1	1	9	11	12	11	10

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	1	3	1	1	2	4	4	6
	Technicien	2	2	5	9	10	5	10	16
	Personnel de bureau	3	1	2	5	5	8	16	18
	Ouvrier				1	1			
Total 450-Tribunal administratif du Québec		6	6	8	16	18	17	30	40
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel				2				
	Technicien		1	1			1		
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale			1	1	2		1		
510-Régie du logement	Professionnel			3	7	5	2		5
	Technicien		1		1		3	1	1
	Personnel de bureau	6	7	6	12	19	13	10	20
Total 510-Régie du logement		6	8	9	20	24	18	11	26
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	10	13	10	13	7	12	31	32
	Technicien	4	2	5	16	13	10	62	64
	Personnel de bureau	3	4	4	4	5	5	19	16
Total 520-La Financière agricole du Québec		17	19	19	33	25	27	112	112
538-Office des personnes handicapées du Québec	Professionnel	6	5	5	10	7	12	12	13
	Technicien	1			1	1			1
	Personnel de bureau	3	2	1	2		3	2	3
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		10	7	6	13	8	15	14	17
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre				2	4	5	3	1
	Professionnel				1	3	6	5	4
	Enseignant				21	21	1	1	25
	Technicien							6	7
	Personnel de bureau			1	1			3	1
	Ouvrier							1	1
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec				1	25	28	12	19	39
560-Curateur public	Professionnel		24	20	38	39	34	34	41
	Technicien	4	2	3	25	29	24	13	18
	Personnel de bureau	4	1	3	11	15	17	11	18
Total 560-Curateur public		22	27	26	74	83	75	58	77

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
600-Ressources naturelles et Faune	Haute direction				1	1	1	1	1
	Cadre	1	3	3	3	1	3	2	1
	Professionnel	47	30	48	104	119	207	193	178
	Technicien	57	12	23	52	67	153	176	182
	Personnel de bureau	13	10	12	22	29	37	51	39
	Agent de la paix	14	54	81	39	46	49	119	136
	Ouvrier		1	1	3	5	5	1	
Total 600-Ressources naturelles et Faune		132	110	168	224	268	455	543	537
630-Directeur général des élections	Professionnel	6	11	10	8	9	16	15	10
	Technicien	1	3	3	10	12	8	7	7
	Personnel de bureau	2	2	4	8	11	3	8	7
	Ouvrier						1	2	
Total 630-Directeur général des élections		9	16	17	26	32	28	32	24
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	1	3	2	3	4	2	1
	Technicien	1	1	1	2	2	1		1
	Personnel de bureau				1	1	1	2	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		2	2	4	5	6	6	4	3
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel		1	1	2	1	4	4	2
	Personnel de bureau			1	1	1	1	1	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française			1	2	3	2	5	5	3
700-Emploi et Solidarité sociale	Cadre	2	1	1	3	1	1	1	2
	Professionnel	29	42	66	68	109	110	73	64
	Technicien	52	123	250	537	540	307	302	324
	Personnel de bureau	13	30	45	135	129	98	123	114
	Ouvrier				1	1			1
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		96	196	362	744	780	516	499	505
702-Commission des normes du travail	Professionnel	6	8	7	9	12	7	6	18
	Technicien	12	10	4	4	8	13	23	23
	Personnel de bureau	8	11	9	7	11	16	20	21
Total 702-Commission des normes du travail		26	29	20	20	31	36	49	62
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	3	4	4	4	5	3	3	2
	Professionnel	111	141	153	201	206	181	213	214
	Technicien	84	103	105	135	149	185	219	205
	Personnel de bureau	28	55	55	88	119	117	141	133
	Ouvrier		2	2		1	3	2	1
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		226	305	319	428	480	489	578	555

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
710-Office québécois de la langue française	Cadre								1
	Professionnel	6	2	5	4	23	23	18	20
	Technicien	1	1	1	5	6	4	7	6
	Personnel de bureau	3	3	3	2	4	9	8	13
Total 710-Office québécois de la langue française		10	6	9	11	33	36	33	40
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	8	7	17	25	34	32	26	39
	Technicien	3	2	1	1	4	9	5	8
	Personnel de bureau	2	5	4	3	11	13	13	9
	Ouvrier					1	1		
Total 730-Société d'habitation du Québec		13	14	22	29	50	55	44	56
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel	1	1	1	3	3	3	1	
	Personnel de bureau	1	1	1	1	2	2	1	2
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		2	2	2	4	5	5	2	2
807-Fonds des réseaux de transport terrestre	Cadre						1	1	2
	Professionnel	26	44	74	90	93	109	112	146
	Technicien	22	29	45	86	118	130	180	213
	Personnel de bureau	4	8	13	20	21	37	64	58
	Ouvrier		3	6	3		1	264	251
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre		52	84	138	199	232	278	621	670
812-Fonds des services de police	Professionnel				13	13	15	10	17
	Technicien				72	30	23	17	34
	Personnel de bureau				43	37	35	29	49
	Ouvrier				2	2	2	1	5
Total 812-Fonds des services de police				130	82	75	57	105	
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	2	1	5	8	11	11	11	12
	Technicien		1	1	2	7	3	2	3
	Personnel de bureau	1	2	2		4	8	13	13
	Ouvrier					1	1		
Total 814-Fonds de partenariat touristique		3	4	8	10	23	23	26	28
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	Professionnel	1		3	6	5	7	6	3
	Technicien			2	2				
	Personnel de bureau				2	2	2		
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		1		5	10	7	9	6	3
817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre			1	1	1	1		
	Professionnel	5	8	7	22	29	25	19	13
	Technicien	2	2	3	16	24	23	52	52
	Personnel de bureau					3	7	15	11
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		7	10	11	39	57	56	86	76

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre		2	3	5			1	2
	Professionnel	1	1	1	1	1	2	5	6
	Technicien	4	2	1	1			3	9
	Personnel de bureau		2	3	1			8	4
	Ouvrier		2	2				97	96
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		5	9	10	8	1	2	114	117
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction							1	1
	Cadre							1	1
	Professionnel							48	48
	Technicien							10	21
	Personnel de bureau							7	2
Total 826-Fonds des ressources naturelles								67	73
830-Commission des transports du Québec	Professionnel			1	6	2	3	4	5
	Technicien			2	1	1	4	7	6
	Personnel de bureau	3	3	3	13	12	15	13	14
Total 830-Commission des transports du Québec		3	3	6	20	15	22	24	25
850-Transports	Cadre			1	1	4	2		
	Professionnel	12	17	36	56	51	66	97	113
	Technicien	14	31	44	68	82	95	80	103
	Personnel de bureau	9	14	14	20	40	35	56	53
	Ouvrier	23	27	58	74	109	124	5	4
Total 850-Transports		58	89	153	219	286	322	238	273
862-Direction des technologies informationnelles et des comm.	Professionnel	5							
	Technicien	1							
Total 862-Direction des technologies informationnelles et des communications		6							
863-FSG - fournitures et ameublement	Professionnel	2							
Total 863-FSG - fournitures et ameublement		2							
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Professionnel		2	1					1
	Personnel de bureau		1	1	1	1	1		
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels			3	2	1	1	1		1
874-Fonds de financement	Professionnel	1	3	2	1	1	1	2	2
	Technicien						1		
	Personnel de bureau								1
Total 874-Fonds de financement		1	3	2	1	1	2	2	3

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires ¹ dans la fonction publique au 1 ^{er} mars de chaque année depuis 2006									
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT 2012
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre						1		
	Professionnel		2	4	8	4	4	2	3
	Technicien	15	12	13	3	1	9	7	2
	Personnel de bureau	1			1	1	2	5	5
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		16	14	17	12	6	16	14	10
921-Magistrature et nomination des juges	Professionnel								2
	Technicien								1
Total 921-Magistrature et nomination des juges									3
Total :		2102	2868	3881	5607	6295	6432	7561	8 444

¹ Employés réguliers temporaires assujettis à la LFP (statuts d'emploi 1-4 SAGIP).

Données de mars (paie 26), octobre 2012 (paie 16).

Données selon l'exercice financier 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 11

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : Le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.

2012-2013					
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés *					
- Régulier	310	41	17	11	1152
- Occasionnel **	629	74	65	33	3317
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement ***	5	-	-	-	-

* Les résultats de 2012-2013 sont partiels (mouvement cumulatif à la paie 18 du 29 novembre 2012) et ils excluent la CSST.

** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel.

*** La mesure s'adresse aux membres des communautés culturelles résidant dans la région métropolitaine de Montréal et qui acceptent un emploi régulier ou occasionnel de plus d'un an dans une autre région.

Le remboursement de certains frais de déménagement s'effectue généralement en 2 versements. Le nombre indiqué fait donc référence aux personnes pour qui un versement a été effectué depuis le 1^{er} avril 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 12

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issu des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans.					
2012-2013					
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés *					
- Régulier	8	3	nil	nil	14
- Occasionnel **	456	93	42	31	2110

* Les résultats de 2012-2013 sont partiels (mouvements cumulatifs à la paie 18 du 29 novembre 21012) et ils excluent la CSST. Seuls les codes de mouvement 36 (fin d'emploi), 37 (cessation d'emploi) et 38 (mise à pied) ont été retenus.

** Sont exclus du tableau les occasionnels avec droit de rappel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 13

Niveau de l'effectif total de la fonction publique pour 2012-2013, pour les 10 dernières années et prévisions pour 2013-2014	
Année financière	NIVEAU DE L'EFFECTIF
Effectif total autorisé du secteur de la fonction publique	
2013-2014 (prévision)	N/D
2012-2013	62 008
2011-2012	62 766
2010-2011	62 316
2009-2010	62 619
2008-2009	62 625
2007-2008	62 083
2006-2007	62 424
2005-2006	63 364
2004-2005	63 480
2003-2004	63 310
2002-2003	61 792
Ref. Budget de dépenses 2012-2013	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2012-2013

Pour respecter l'objectif de dépenses 2012-2013, tous les ministères ont été mis à contribution. Le Conseil du trésor a décrété une suspension du droit d'engager des crédits de 341 M\$. Les ministères ont également identifié des mesures d'économie afin de résorber à même leur enveloppe de dépenses allouée en début d'exercice une partie des dépassements identifiés totalisant 433 M\$.

Le Conseil du trésor a également demandé aux ministères de gérer leurs risques s'élevant à 159 M\$ et escompte des crédits périmés de fin d'exercice de 150 M\$.

Afin d'assurer le respect de l'objectif de dépenses de programmes, le Secrétariat du Conseil du trésor maintient une gestion rigoureuse des dépenses de programmes d'ici la fin de l'exercice 2012-2013 et tous les ministères doivent gérer avec une grande discipline budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 15

Suivi détaillé pour l'année 2012-2013 par ministère et organisme et prévisions pour 2013-2014 des efforts en lien avec les dépenses dans le cadre du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses

Pour l'exercice financier 2012-2013, voir Demande particulière 14

Le retour à l'équilibre budgétaire dès 2013-2014 exige des efforts importants de la part des ministères et organismes afin de ramener la croissance structurelle des dépenses à un niveau compatible avec la capacité budgétaire du gouvernement.

Afin de respecter l'objectif de dépenses 2013-2014 fixé à 1,8 %, des mesures d'économie relatives aux dépenses ont été mises en œuvre, notamment :

- l'autofinancement par les ministères, de l'indexation salariale de 1,75 % applicable au 1^{er} avril 2013 ainsi que de l'impact de la progression salariale
- le report ou l'étalement aux prochains exercices financiers de certains projets dont des mesures du Discours sur le budget annoncées en mars 2011 ou 2012
- une cible d'économie de 200 M\$ à réaliser au courant de l'exercice financier 2013-2014 a été établie

De plus, des mesures spécifiques de réduction de dépenses ont été identifiées :

- une révision au régime d'assurance médicaments devant générer des économies de 336 M\$. Ces changements comprennent :
 - l'abolition de la règle voulant qu'un médicament innovateur soit remboursé à son plein prix pendant 15 ans à compter de son inscription sur la liste des médicaments
 - la révision du mécanisme d'indexation des prix des médicaments innovateurs
 - la révision de la couverture de certaines fournitures médicales et de médicaments
- une révision du régime de péréquation scolaire pour le rendre plus équitable. Cette révision entraînera une économie de 150 M\$ pour l'exercice financier 2013-2014
- une révision de l'aide aux entreprises accordée par l'ancien MDEIE. Cette révision doit procurer des économies de 68 M\$

Des mesures touchant les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux sont finalement prévues :

- une cible d'économie de 200 M\$ à réaliser par les entités consolidées a été fixée, dont 100 M\$ applicable aux organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux subventionnés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 16

Suivi détaillé pour 2012-2013 par ministère et organisme et prévisions pour 2013-2014 de la politique de réduction des dépenses dans le cadre de l'application de la Loi 100

L'exercice financier de la majorité des organismes autres que budgétaires est du 1^{er} avril au 31 mars.

Le Secrétariat du Conseil du trésor procède actuellement au suivi des résultats des politiques de réduction de dépenses, pour l'exercice financier 2012-2013. Une reddition de comptes devrait être rendue publique prochainement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 17

Concernant le Plan de réhabilitation des terrains contaminés : Copie des études, analyses et recherches réalisées par ou pour le Secrétariat du Conseil du trésor en 2012-2013 et liste des planifications triennales des travaux envisagés déposée en 2012-2013

Au Budget de mars 2012, le gouvernement a annoncé qu'il entendait amorcer la mise en œuvre d'un Plan de réhabilitation des terrains contaminés sous sa responsabilité. À cet égard, le gouvernement s'est donné comme objectif de réduire de 50 %, sur une période de 10 ans, le passif environnemental relié aux terrains sous sa responsabilité réelle. Pour ce faire, il a indiqué que chacun des ministères et organismes publics concernés par le passif environnemental aurait à compléter une planification pluriannuelle ainsi qu'une reddition de comptes annuelle des travaux de réhabilitation des terrains sous sa responsabilité.

De plus, il a été annoncé que des directives relatives à la planification, à la reddition de comptes et au financement des travaux de décontamination des terrains contaminés sous la responsabilité du gouvernement seront établies par le Secrétariat du Conseil du trésor et qu'une table permanente de concertation réunissant les entités concernées serait constituée. Enfin, il a été annoncé que le Secrétariat du Conseil du trésor effectuerait une reddition de comptes annuelle au Conseil du trésor quant à la planification et au suivi des travaux réalisés par les ministères et organismes publics.

À l'égard de ces éléments, plusieurs actions ont été entreprises en 2012-2013 :

- le Secrétariat du Conseil du trésor a formulé une demande auprès des ministères et organismes afin que ces derniers lui fournissent des données à l'égard des terrains contaminés sous leur responsabilité. Le Secrétariat du Conseil du trésor procède actuellement à l'analyse de l'information transmise par les entités en vue de préparer un portrait gouvernemental à l'égard des travaux réalisés en 2011-2012 et des planifications triennales des travaux de réhabilitation prévus au cours des prochaines années. Il est prévu qu'une reddition de comptes au plan gouvernemental soit effectuée auprès du Conseil du trésor d'ici le 31 mars 2013
- le Secrétariat du Conseil du trésor a constitué une table de concertation réunissant tous les acteurs gouvernementaux concernés par le passif environnemental. La première rencontre de la table s'est tenue en décembre 2012

Par ailleurs, aucune étude, analyse et recherche n'ont été réalisées par ou pour le Secrétariat du Conseil du trésor en 2012-2013 à l'égard du Plan de réhabilitation des terrains contaminés.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 18

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale pour 2012-2013

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale (LES) définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe le personnel des secteurs de l'éducation (commissions scolaires et collèges) et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor doit mettre en place 12 programmes d'équité salariale différents; neuf pour l'entreprise de la fonction publique et trois pour l'entreprise du secteur parapublic.

ENTREPRISE DU SECTEUR PARAPUBLIC (RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES)

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important est celui visant tout le personnel syndiqué des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois. Les travaux ont été complétés, suivant les exigences de la LES, en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes ont reçu un ajustement au printemps 2007.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par deux programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels non-syndicables. Ce programme a été complété à l'automne 2010 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2011.

Une entente est également intervenue pour le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Toutefois, un différend a été déposé par les associations de cadres auprès de la Commission de l'équité salariale (CES), ce qui retarde le paiement des ajustements. Le différend porte sur le calcul des ajustements salariaux.

ENTREPRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique du Québec (47 000 salariés). Le programme vise le personnel fonctionnaire et ouvrier. Les travaux de ce comité ont été complétés en novembre 2006. Plus de 28 000 personnes ont touché un ajustement qui a été versé au printemps 2007.

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes prévues par la LES ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes ont touché un ajustement qui a été versé au printemps 2007.

Le troisième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix. Les travaux, amorcés en juin 2006, ont été retardés en raison d'un différend sur l'évaluation de trois catégories d'emplois déposé en juin 2009 par la partie syndicale auprès de la CES. Les parties ont participé volontairement à un processus de conciliation à compter de septembre 2009. La conciliation ayant pris fin en novembre 2010, sans entente, le différend est alors passé au processus d'enquête en décembre 2010. La CES n'a pas encore rendu sa décision.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 18**

Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale pour 2012-2013

PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS (SUITE)

Le quatrième programme de l'entreprise de la fonction publique, le programme général, vise le personnel d'encadrement et certains groupes professionnels non syndiqués de ce secteur. Les travaux, amorcés en octobre 2009, ont été retardés en raison d'un différend sur la prédominance sexuelle de certaines catégories d'emplois qui a été déposé en octobre 2010 par les représentants des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et des juristes de l'État auprès de la Commission de l'équité salariale. Le différend ayant été retiré au printemps 2011, le programme a pu être complété en 2012 et les ajustements salariaux seront payés au début de l'année 2013.

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées. Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine. Les cinq programmes ont été terminés au cours de l'année 2010.

MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2010

ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour 10 des 12 programmes d'équité salariale sous la responsabilité du gouvernement, la première évaluation du maintien de l'équité salariale a été complétée entre 2010 et 2012. Tel que le permettait la LES, l'employeur, le Conseil du trésor, a réalisé seul cette évaluation. Il a été requis de verser des ajustements salariaux pour 4 des 10 programmes, soit le programme de l'entreprise du secteur parapublic (qui vise les salariés des réseaux de la santé et des services sociaux, des commissions scolaires et des collèges), le programme du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de la fonction publique. Pour les deux premiers, le paiement des ajustements a été effectué en 2011. Pour le troisième et le quatrième, les ajustements seront payés au cours des premiers mois de 2013.

L'évaluation du maintien de 2010 n'a pas été réalisée pour les deux programmes restants, soit celui des agents de la paix du secteur de la fonction publique et le programme général du secteur de l'éducation. Pour ces programmes, l'équité salariale n'étant pas complétée en raison de différends déposés par les syndicats et associations auprès de la CES, il n'est donc pas possible d'en évaluer le maintien.

COÛT DES AJUSTEMENTS

Les ajustements salariaux émanant des travaux d'équité salariale et du maintien de l'équité salariale génèrent en 2012-2013 un coût total annuel récurrent de l'ordre de 1 G\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 19

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2012-2013?

Le budget des ministères est établi pour couvrir les coûts liés à la rémunération, au service de la dette, aux loyers, à l'évolution des clientèles, etc. En fonction de ces paramètres, le pourcentage d'augmentation varie selon l'année et le ministère.

En 2013-2014, la croissance allouée au ministère de la Santé et des Services sociaux s'élève à 1 039,0 M\$ ou 3,4 %. En ajoutant les dépenses financées par le Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS), pour lequel une somme additionnelle de 451,0 M\$ est prévue en 2013-2014, la croissance du budget alloué à la santé et aux services sociaux atteint 4,8 % en 2013-2014, ce qui permet de financer les facteurs de croissance suivant :

- 1 060,9 M\$ au titre de la rémunération :
 - la rémunération additionnelle accordée au personnel du réseau et des services sociaux et pour les professionnels de la santé, incluant la hausse de 1,75 % prévue au 1er avril 2013 pour l'augmentation des paramètres salariaux
 - la variation des contributions de l'employeur
- 121,4 M\$ pour l'indexation des dépenses autres que salariales
- 100,0 M\$ pour financer le coût de système spécifique de la santé
- 224,6 M\$ pour le coût du régime d'assurance médicaments
- (336,0 M\$) pour des mesures de réduction au régime d'assurance médicaments (incluant l'abolition de la règle de 15 ans)
- (45,0 M\$) pour la révision de la contribution des adultes hébergés et de la tarification du transport ambulancier
- (178,0 M\$) pour le plan d'optimisation
- (56,2 M\$) pour la réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative du réseau et de la RAMQ
- (5,0 M\$) pour la rationalisation des structures régionales de gouvernance
- 152,3 M\$ pour d'autres variations
- 451,0 M\$ pour des dépenses additionnelles au FINESSS afin de permettre notamment de financer le maintien et l'amélioration de l'accès aux services, dont :
 - le plan d'investissements pour les personnes âgées
 - le plan d'accès pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ou physique
 - le déploiement des groupes de médecine de famille
 - l'augmentation des volumes de services en chirurgie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 19

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2012-2013?

Le budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport est en hausse de 182,9 M\$, ou de 1,8 %. Cette croissance permet au gouvernement de couvrir l'augmentation des coûts de système et de respecter les engagements antérieurs.

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération	153,7 M\$	} 114,9 M\$
- Effets de clientèles	61,9 M\$	
- Service de la dette subventionnée	17,7 M\$	
- Réduction découlant des modifications au programme de péréquation scolaire	(150,0 M\$)	
- Autres (indexation des autres dépenses, variation des superficies, etc.)	31,6 M\$	

Engagements gouvernementaux

- Nouvelles conventions collectives : réduction du nombre d'élèves par classe au 1er cycle du secondaire, ajout de ressources professionnelles, etc.	32,4 M\$	} 68,0 M\$
- Enseignement primaire et secondaire : baisse des ratios maître-élèves au primaire, la culture du sport à l'école publique, anglais intensif au primaire	21,1 M\$	
- Ententes pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) : soutien aux élèves, expérimentation au préscolaire, libération des enseignants	9,2 M\$	
- Loisir et sport : placements Sports, programme d'assistance financière aux centres communautaires, défi sportif AlterGo	5,0 M\$	
- Autres (plan de lecture à l'école, écoles internationales, etc.)	0,3 M\$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères pour l'année 2012-2013?

Pour sa part, le budget de dépenses du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie augmente de 121,7 M\$, ou de 2,0 %. Cette croissance permet notamment de financer les paramètres salariaux, les effets de clientèle ainsi que le financement de la recherche et de la dette subventionnée.

Plus précisément, le volet « Enseignement supérieur » est en hausse de 159,2 M\$, ou de 2,7 %, ce qui permet de financer les facteurs de croissance suivants :

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération	51,2 M\$
- Effet de clientèle	113,7 M\$
- Service de la dette subventionnée	11,8 M\$
- Autres	(17,5 M\$)

Le budget de dépenses du ministère de la Famille augmente de 77,3 M\$. Le budget de dépenses des autres portefeuilles diminue globalement de 0,9%. Ceux-ci ont été établis avec la préoccupation de préserver les services à la population en tenant compte des facteurs de croissance spécifiques à chacun des ministères.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 20

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière

NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2013-2014	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Conseil de la gestion de l'Assurance parentale		2001	10 janvier 2005
Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale		18 décembre 2002	8 mars 2006
Bureau de décision et de révision (Fonds du)		2002	3 décembre 2003
Services Québec		17 décembre 2004	2 mai 2005
Société de financement des infrastructures locales		17 décembre 2004	17 décembre 2004
Directeur des poursuites criminelles et pénales		6 décembre 2005	5 mars 2007
Centre de services partagés du Québec		24 mai 2005	27 juin 2005
Commissaire à la santé et au bien-être		17 juin 2005	13 août 2006
Centre de la francophonie des Amériques		2006	19 mars 2008
Conseil des appellations réservées et des termes valorisants		8 novembre 2006	2008
Office Québec-Monde pour la jeunesse		26 mai 2009	26 mai 2009
Infrastructure Québec		4 décembre 2009	17 mars 2010
Institut national des mines		26 mai 2009	28 juin 2010
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux		11 juin 2010	19 janvier 2011
Agence du revenu du Québec		8 décembre 2010	1 ^{er} avril 2011

Le Secrétariat du Conseil du trésor procède actuellement à une cueillette d'information auprès des organismes visant la mise à jour de leurs résultats pour tenir compte du Budget de dépenses 2013-2014 déposé à l'Assemblée nationale le 6 décembre 2012.

Ces informations devraient être rendues publiques en mars 2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2013-2014	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Commissaire à la lutte contre la corruption		8 juin 2011	13 juin 2011
Commission de l'éthique en science et en technologie		8 juin 2011	1 ^{er} juillet 2011
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales		1 ^{er} décembre 2011	2 décembre 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21

Liste des actions mises en œuvre en 2012-2013 et résultats concernant la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017

Actions mises en œuvre et résultats

Enjeu :

Gouvernance et agilité dans les façons de faire

- Plan d'action intégré en matière d'éthique (en cours)
- Politique-cadre en gestion des ressources humaines (en cours)
- Implantation d'un portail de gestion des ressources humaines version 2.0 (en cours)
- Table d'échanges stratégique en gestion des ressources humaines (réalisé)
- Élaboration d'une démarche et d'outils en gestion du changement (en cours)
- Pôle de vigie et de recherche (en cours)
- Élaboration d'un tableau de bord en gestion des ressources humaines (en cours)
- Consolidation du maintien des services essentiels gouvernementaux en situation d'urgence (en cours)
- Révision des plans d'organisation administrative (en cours)
- Mise en place d'une approche intégrée en matière de santé au travail (en cours)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 21

Liste des actions mises en œuvre en 2012-2013 et résultats concernant la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017

Enjeu :

Disponibilité de la main-d'œuvre

- Propositions de modifications à la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois (en cours)
- Actualisation des besoins basés sur les nouvelles étapes de dotation (réalisé)
- Reconnaissance d'années d'expérience et de scolarité à l'embauche (réalisé)
- Bilan des programmes et des mesures d'accès à l'égalité en emploi mis en place au cours des dernières années (en cours)
- Programme Ambassadeurs phase 1 (Génie), phase 2 (Ressources informationnelles) et phase 3 (Finances et économie) (réalisé)
- Diagnostic sur la main-d'œuvre du secteur des TI (en cours)
- Système automatisé de planification de la main-d'œuvre (en cours)
- Production de quatre capsules vidéo pour le portail Carrières (réalisé)
- Recruteurs dans les établissements d'enseignement (réalisé)
- Modernisation des gabarits d'appels de candidatures (réalisé)

Enjeu :

Pérennité et évolution de l'expertise

- Nouvelle offre gouvernementale en matière d'intégration et de développement du personnel (en cours)
- Mise en place d'une nouvelle offre gouvernementale de développement du personnel d'encadrement (en cours)
- Approche structurée et novatrice dans la gestion des connaissances et de l'expertise (en cours)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013.		
Publication	Imprimé	En ligne
Bulletin accès à l'égalité		X
Bulletin du SSPFP		X
Info-carrières (infolettre du portail Carrières)		X
Info-Marchés publics		X
Budget de dépenses 2013-2014	X	X
Bulletin le DPI en direct		X
Profil de compétences des directrices et directeurs généraux de l'administration de la fonction publique québécoise		X
Environnement de travail des directrices et directeurs généraux de l'administration de la fonction publique québécoise		X
Référentiel de compétences du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	X	X
Guide d'utilisation - Référentiel de compétences du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise	X	X
Passer à la vitesse supérieure	X	
Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015	X	X
Stratégie en gestion des ressources humaines 2012-2017	X	X
Suivi de gestion pour l'année 2010, présenté conformément à La Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise		X

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 22

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013.		
Publication	Imprimé	En ligne
Suivi de gestion pour l'année 2011 présenté conformément à La Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise		X
Plan stratégique 2012-2015	X	X
Rapport de la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale sur l'application de la Loi sur l'administration publique 2010-2011	X	X
Programme gouvernemental Ambassadeurs	X	
Cadre de gestion environnementale 2012-2015 « Par nos choix, créer l'avenir »		X
Plan annuel de gestion environnementale 2012-2013 « Par nos choix, créer l'avenir »		X
Guide explicatif Déontologie et éthique		X
Promouvoir la fonction publique auprès des étudiants et des stagiaires employés dans les ministères et organismes		X
Rapport annuel de gestion 2012-2013	X	X
L'effectif de la fonction publique 2010-2011	X	X
Plan d'action 2012-2013 favorisant l'intégration des personnes handicapées		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013.		
Publication	Imprimé	En ligne
Développement de la relève de gestion Programme gouvernemental pour les directrices et directeurs généraux de l'administration de la fonction publique québécoise 2012-2013 Guide d'appel de candidatures Fiche d'inscription		X
Projet de loi sur l'intégrité en matière de contrats publics	X	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 23

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 30 novembre 2012)		
Ministères et organismes	Nom	Date d'entrée en fonction à titre de dirigeant de l'information
Administration gouvernementale et secrétariat du Conseil du trésor	Alexandre Mailhot	2011-10-12
Agence métropolitaine de transport	Sylvain Beaupré	2011-11-22
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	François Montreuil	2011-07-14
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	René Beaudet	2011-01-20
Bureau de décision et de révision	Martin Duguay	2011-08-09
Bureau du coroner	Abdelaziz Younsi	2011-07-22
Centre de la francophonie des Amériques	Christiane Audet	2012-02-14
Centre de recherche industrielle du Québec	Yves Larocque	2012-11-02
Centre de services partagés du Québec	Michel Gauthier	2011-07-19
Comité de déontologie policière	Abdelaziz Younsi	2011-07-28
Commissaire à la déontologie policière	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Commissaire à la lutte contre la corruption	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Thérèse Blanchet	2011-07-20
Commission consultative de l'enseignement privé	Gilles Bélanger	2011-11-10
Commission d'accès à l'information	Alain Gingras	2011-07-26
Commission de la capitale nationale du Québec	Hélène Turcotte	2011-07-19
Commission de la fonction publique	Pierre Soulières-Lemire	2011-09-15
Commission de la santé et de la sécurité du travail	Michel Dumas	2011-07-26
Commission de l'équité salariale	Julie Cerantola	2012-04-03
Commission de l'éthique en science et en technologie	Guy Leclerc	2011-09-15
Commission de protection du territoire agricole du Québec	Christiane Fortin	2011-07-20
Commission de toponymie	Guy Falardeau	2011-07-19
Commission des biens culturels du Québec	Ann Mundy	2011-09-15
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Pierrette Bourgeois	2011-07-17
Commission des lésions professionnelles	Wilner Laforest	2011-07-15
Commission des normes du travail	Gilles Rousseau	2011-12-12
Commission des partenaires du marché du travail	Denis Gagnon	2012-11-08
Commission des relations du travail	Claude Métivier	2011-07-28
Commission des services juridiques	Johanne Herron	2011-08-09
Commission des transports du Québec	Claude Côté	2011-07-18
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Gilles Bélanger	2011-12-07
Commission municipale du Québec	Dominique Jodoin	2012-09-17
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Conseil de gestion de l'assurance parentale	Brigitte Thériault	2011-07-20
Conseil de la justice administrative	Michel Lapointe	2011-10-06
Conseil de la magistrature	Esther Boivin	2012-08-16
Conseil des arts et des lettres du Québec	Sylvie Poirier	2011-11-10
Conseil du statut de la femme	Éric Vandal	2011-11-03
Conseil supérieur de la langue française	Monique Lachance	2012-05-16
Conseil supérieur de l'éducation	Claude Painchaud	2011-07-15
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	Anne Duchesne	2012-06-27
Curateur public	Pierre Lamarche	2011-11-04
Directeur des poursuites criminelles et pénales	Denis Germain	2012-08-30
École nationale de police du Québec	Daniel Jean	2011-08-11
École nationale des pompiers du Québec	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Financement-Québec	Rénald Bergeron	2011-11-28
Fondation de la faune du Québec	Brigitte Boulianne	2011-08-24

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 23

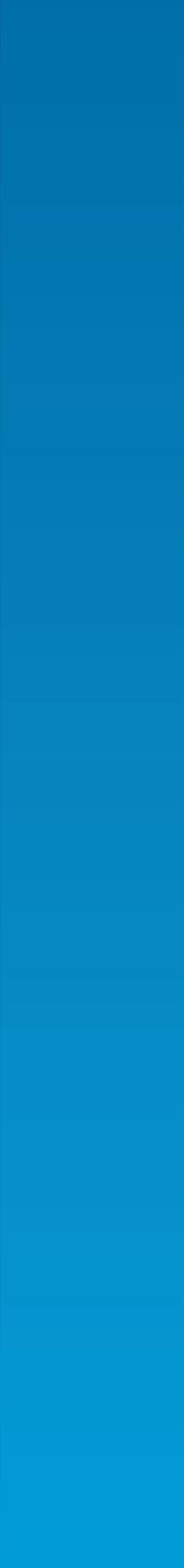
Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 30 novembre 2012)		
Fonds d'aide aux recours collectifs	Michel Lapointe	2011-07-22
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	Léo Boivin	2011-11-14
Fonds de recherche du Québec – Santé	Léo Boivin	2011-11-14
Fonds de recherche du Québec – Société et culture	Léo Boivin	2011-11-14
Infrastructure Québec	Frédéric Bouthillette	2012-05-08
Institut de la statistique du Québec	Anne Giguère	2011-07-29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Lidia Lassel	2011-07-19
Institut national des mines	Jean Carrier	2011-08-17
La Financière agricole du Québec	Mario Labonté	2012-11-27
MFE - Ministère des Finances et de l'Économie	Rénald Bergeron	2011-07-21
MFE - Politique industrielle et Banque de développement économique du Québec	Guy Leclerc	2011-07-15
MFE - Tourisme	Denis Archambault	2011-07-17
Ministère de la Culture et des Communications	Louis Guilbault	2011-07-21
Ministère de la Famille	Yves Babineau	2011-08-03
Ministère de la Justice	Michel Lapointe	2011-07-21
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Lise Verreault	2011-07-07
Ministère de la Sécurité publique	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Bernard Plante	2012-01-16
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Gilles Bélanger	2011-08-29
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Denis Gagnon	2012-11-08
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	Nouveau ministère	
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	Nathalie Provost	2012-05-23
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Dominique Jodoin	2012-09-17
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur	David Beardsell	2011-07-20
Ministère des Ressources naturelles	Karl Gosselin	2011-07-22
Ministère des Transports	Louis Potvin	2012-09-19
Ministère du Conseil exécutif	Lyne Roy	2012-03-15
Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs	Yvan Déry	2012-03-29
Ministère du Travail	Ann Moore	2012-11-01
Musée d'Art contemporain de Montréal	Richard Bellerose	2012-11-27
Musée de la Civilisation	Guylaine Belley	2011-11-02
Musée national des beaux-arts du Québec	Jean-François Fusey	2011-08-09
Office de la protection du consommateur	Gilles Angers	2011-07-21
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	Denis Gagnon	2012-11-08
Office des professions du Québec	Jacques Laflamme	2011-07-18
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	Philippe Bussière	2011-08-04
Office Québec-Monde pour la jeunesse	Philippe Bussière	2011-08-04
Office québécois de la langue française	Guy Falardeau	2011-07-19
Régie de l'assurance maladie du Québec	Richard Audet	2011-07-14
Régie de l'énergie	Alain R. Pagé	2011-09-30
Régie des alcools, des courses et des jeux	Abdelaziz Younsi	2011-07-25
Régie des installations olympiques	Pierre Marineau	2011-11-21
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Éric Andriamanja	2011-07-21
Régie des rentes du Québec	Marc Landry	2011-07-14
Régie du bâtiment du Québec	André Gravel	2011-07-13
Régie du cinéma	Sylvie Benoit	2011-08-01

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO 23

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information.		
Date d'entrée en fonction (selon l'état de situation au 30 novembre 2012)		
Régie du logement	Diane Mayrand	2011-07-14
Services Québec	Simon Gauvin	2012-10-31
Société de développement de la Baie James	Josée Roy	2011-07-26
Société de développement des entreprises culturelles	Serge Bergeron	2012-08-02
Société de financement des infrastructures locales du Québec	Régnald Bergeron	2011-09-21
Société de l'assurance automobile du Québec	Michel Léveillé	2011-07-22
Société de la Place des Arts de Montréal	Louis Guilbault	2011-07-21
Société de télédiffusion du Québec	Denis Bélisle	2011-07-18
Société des établissements de plein air du Québec	Pierre Doulet	2012-10-23
Société des traversiers du Québec	Jonathan Kelly	2011-07-21
Société d'habitation du Québec	Diane Bédard	2011-07-15
Société du Centre des congrès de Québec	Michel Bureau	2011-07-21
Société du Grand Théâtre de Québec	Nathalie Bélanger	2011-07-29
Société du Palais des congrès de Montréal	André Saucier	2011-07-21
Société immobilière du Québec	Guy Rochette	2011-12-14
Société québécoise de récupération et de recyclage	Jocelyn Husson	2011-07-22
Société québécoise d'information juridique	Raymond Benoit	2011-07-20
Sûreté du Québec	Lyse A. Chamberland	2012-06-16
Tribunal administratif du Québec	Serge Tremblay	2011-07-22
Tribunal des droits de la personne	Isabelle Gauthier	2011-03-31
Réseau de l'Éducation	Fernand Archambault	2012-06-12
Réseau de la Santé et des Services sociaux	Lise Verreault	2011-07-08



Deuxième groupe d'opposition

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
1*	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer : <ul style="list-style-type: none">– la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération,– la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV,– leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2*	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer : <ul style="list-style-type: none">– le lieu,– le coût,– la ou les dates de participation,– le nombre de participants,– le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité,– le nom de la formation ou de l'activité.
3*	Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4*	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none">– son mandat,– la liste des membres,– le budget dépensé,– le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres,– les résultats atteints.
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir.
7	Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8*	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9*	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.
10	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">– la liste de tous les concours et tirages effectués,– les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix,– l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none">– le nom de toutes les campagnes,– les coûts de ces campagnes,– le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser,– les dates de diffusion de la campagne,– les objectifs visés par chaque campagne.

#	Demandes de renseignements particuliers
12	<p>Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, - le nom du ou des organismes bénéficiaires, - le montant qui leur a été accordé.
13	<p>Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.</p>
14	<p>Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.</p>
15*	<p>Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.</p>
16	<p>Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organismes et fonds spéciaux subventionnés (100M\$), - organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes (100M\$).
17*	<p>Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hausse des taxes spécifique sur le tabac, - hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées, - hausse de la contribution des institutions financières, - hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$.
18	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2011-2012 et 2012-2013.</p>
19	<p>Total des économies non récurrentes observées en 2012-2013 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé.</p>
20*	<p>Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2012-2013 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).</p>
21	<p>Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2012-2013 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé).</p>
22	<p>Concernant l'effectif de la fonction publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes, - l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes, - l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes.
23	<p>Nombre et liste total d'organismes gouvernementaux pour l'année 2012-2013 et pour chacune des 5 années précédentes.</p>
24	<p>Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.</p>
25	<p>Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent en 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par genre.</p>
26	<p>Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation.</p>
27	<p>Copie de toutes les études ou analyses produites en 2012-2013 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec.</p>
28	<p>Évolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi.</p>
29*	<p>Effectif total de la fonction publique : nombre d'ETC dans la fonction publique, les agences et les entreprises d'État. Évolution depuis 2005.</p>

#	Demandes de renseignements particuliers
30	<p>Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130, (<i>Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des économies réalisées depuis l'adoption du projet de loi, – des économies à réaliser, – des frais de restructuration, – des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi).
31*	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) pour 2011-2012 et 2012-2013.
32*	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2005-2006 en indiquant leur budget annuel.
33	Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada.
34	<p>Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003:</p> <ul style="list-style-type: none"> – du domaine de la santé : infirmiers, médecins, omnipraticiens, médecins spécialistes, cadres, – du domaine de la sécurité publique : policiers, juristes, procureurs, cadres, – du domaine de l'éducation : professeurs, chargés de cours, recteurs, doyens, cadres.
35	Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle.
36*	<p>Pour l'année 2012-2013, nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également :</p> <p>Le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.</p>
37*	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
38*	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et coût associés à chacune d'elles.
39	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.
40	Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre.
41*	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.
42	Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établie en 2012-2013.
43	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2012-2013 par le Conseil du Trésor en 2012-2013 en vertu de l'article 15 de la <i>loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
44	Liste des organismes ayant soumis en 2012-2013 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la <i>loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
45	<p>Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor :</p> <ul style="list-style-type: none"> – liste des projets non inscrit dans le Tableau de bord, – liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projet en spécifiant la valeur globale du projet, – coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour.
46	<p>Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2011-2012 et en 2012-2013 en spécifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement, – les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, – ventilation par année et par ministère et organismes.
47	Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents								
Ministère - 160 Secrétariat du Conseil du trésor		2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Occasionnels	Nombre	73	57	75	74	61	33	35
	Pourcentage (Nb. occ / Nb. occ.+ Nb. rég.)	10,2%	8,9%	11,1%	11,8%	9,5%	5,2%	5,4%
Occasionnels nommés réguliers	Nombre	6	10	16	16	25	6	8
	Pourcentage (Nb. occ. nom.rég. / Nb. occ.)	8,2%	17,5%	21,3%	21,6%	41,0%	18,2%	22,9%

Employés assujettis à la LFP.

Le nombre d'occasionnels est compilé au 31 mars de chaque année. Le nombre d'occasionnels nommés réguliers est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 mars de chaque année.

Pour 2012-2013, le nombre d'occasionnels nommés réguliers est compilé entre le 1^{er} avril et le 31 octobre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 6

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministre ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisés et à venir

Le détail du Plan de retour à l'équilibre budgétaire a été présenté au Budget de dépenses 2011-2012 (Chapitre 1 du Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires)

Une reddition de comptes a été présentée au Budget de dépenses 2012-2013 (Chapitre 3 du Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires)

Pour les exercices 2012-2013 et 2013-2014, voir réponse Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle numéro 15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser

Il n'y a eu aucun sondage en 2012-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMERO 10

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 : la liste de tous les concours et tirages effectués ; les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix , l'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Aucun concours ou tirage durant la période visée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 : le nom de toutes les campagnes, les coûts de ces campagnes, le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser, les dates de diffusion de la campagne, les objectifs visés par chaque campagne.

Campagne de recrutement universitaire 2011 « On veut ton talent » : du 12 septembre au 7 octobre 2011.

Campagne de recrutement collégial 2012 « On veut ton talent » : du 30 janvier au 24 février 2012.

Objectif : dynamiser l'image de la fonction publique et accroître l'attractivité de la fonction publique comme employeur.

Agence pour placement publicitaire Web : (Cossette) firme sélectionnée par le CSPQ.

Coût des deux campagnes : 219 075,00 \$

Campagne de recrutement universitaire 2012 « On veut ton talent » : du 24 septembre au 22 octobre 2012.

Objectif : dynamiser l'image de la fonction publique et accroître l'attractivité de la fonction publique comme employeur.

Agence pour placement publicitaire Web : (Cossette) firme sélectionnée par le CSPQ.

Coût total de la campagne universitaire : 110 743,54 \$

Placement Zoom média : 78 840,00 \$

Placement Web : 29 940,30 \$

Service de placement de l'Université Laval : 1 588,24 \$

Service placement médias (CSPQ) : 375,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSTION

NUMERO 12

Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, b) le nom du ou des organismes bénéficiaires, c) le montant qui leur a été accordé.

Aucune nouvelle subvention n'a été attribuée en 2012-2013, les montants qui ont été versés réfèrent à des subventions accordées antérieurement au 31 mars 2011 dans le cadre du programme d'appui au passage à la société de l'information. Ce programme n'a pas été renouvelé et les dernières subventions ont été attribuées lors de l'exercice financier 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13

Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu public en octobre 2012

Une part importante des dépassements est attribuable au ministère de la Santé et des Services sociaux, notamment pour des coûts additionnels à l'assurance médicaments et ceux découlant des négociations avec les ressources intermédiaires et celles de type familial. Le solde se répartit dans l'ensemble des autres portefeuilles dont :

- 83 M\$ résultant des élections générales tenues le 4 septembre 2012
- 50 M\$ découlant du conflit avec les étudiants
- 62 M\$ au ministère de la Justice reliés, entre autres, à l'impact des négociations avec les différents groupes de la famille juridique (juristes, cadres juridiques, procureurs aux poursuites criminelles et pénales, procureurs en chef)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14

Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015

tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014

La demande réfère au plan budgétaire présenté par le ministère des Finances et de l'Économie. Il lui revient de répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16

Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :

- Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100 M\$)
- Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes (100 M\$)

Le ministère des Finances et de l'Économie et le Secrétariat du Conseil du trésor transmettront aux responsables des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux visés leur quote-part des économies à réaliser d'ici le 31 mars 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 18

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2011-2012 et 2012-2013

ANNÉE BUDGÉTAIRE 2012-2013 SERONT DISPONIBLES À PARTIR DES COMPTES PUBLICS DE CET EXERCICE

CRÉDITS PÉRIMÉS

- Chaque année des crédits votés ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au Budget de dépenses étant moindre qu'anticipées ou ne se réalisant pas en cours d'exercice. Par exemple, des postes d'effectif deviennent vacants, des projets se réalisant moins vite que prévu, etc.
- Les crédits périmés se sont élevés en moyenne à plus de 440 M\$ au cours des trois dernières années. Pour l'année financière 2010-2011, cette moyenne exclut des crédits périmés de l'ordre 1,9 G\$ au ministère des Transports en raison de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) dont les activités ont débuté le 1^{er} avril 2010.

GEL DES CRÉDITS

- En vertu de l'article 53 de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01), le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, du droit d'engager tout crédit ou partie du crédit (gel de crédits). Le Conseil du trésor s'est prévalu de cette disposition de façon plus particulière à compter de l'exercice 2005-2006 en donnant aux ministères des cibles d'économies, dégageant ainsi des marges de manœuvre pour réduire l'impact financier des dépassements anticipés au sein de certains portefeuilles.
- Au cours des trois dernières années, les crédits faisant l'objet d'un gel se sont élevés en moyenne à plus de 210 M\$ au terme de l'année financière. Pour l'année financière 2012-2013, le Conseil du trésor a décrété une suspension du droit d'engager des crédits de 341 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2011-2012 et 2012-2013		
	Crédits périmés ¹ en 2011-2012	Gels de crédits ^{1 et 2} en 2011-2012
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	53 391,5	30 999,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15 902,2	14 742,3
Assemblée nationale	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	5 961,1	119,4
Conseil exécutif	23 645,3	11 033,1
Culture, Communications et Condition féminine	24,1	-
Développement durable, Environnement et Parcs	545,8	545,8
Développement économique, Innovation et Exportation	29 099,9	29 099,8
Éducation, Loisir et Sport	109 895,4	-
Emploi et Solidarité sociale	529,6	-
Famille et Aînés	2 500,2	1 632,3
Finances	38 890,3	13 624,4
Immigration et Communautés culturelles	8 799,1	8 797,4
Justice	0,4	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	756,0	192
Relations internationales	190,0	-
Ressources naturelles et Faune	108,4	-
Santé et Services sociaux	160 949,2	160 879,6
Sécurité publique	420,8	419,2
Tourisme	-	-
Transports	57 813,8	50 612,3
Travail	473,2	473,2
Total	509 896,7	322 997,2

¹ Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics 2011-2012.

² Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés pour l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 18

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organismes par année budgétaire de 2011-2012 et 2012-2013		
HISTORIQUE ¹ DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET SUSPENDUS (En milliers de dollars)		
	Crédits périmés	Gels de crédits ³
2004-2005	346 117	1 653
2005-2006	238 029	196 686
2006-2007	191 234	59 992
2007-2008	157 984	62 762
2008-2009	131 982	62 333
2009-2010	394 063	101 531
2010-2011	2 336 866	229 128
2011-2012	509 897	322 997
2012-2013 ²	n.d.	n.d.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 19

Total des économies non récurrentes observées en 2012-2013 pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé

Voir réponse Demande de renseignements généraux numéro 33

Ce n'est qu'au terme de l'exercice financier 2012-2013 qu'un portrait du total des économies non récurrentes observées pourra être établi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 21

Total des crédits affectés à des dépenses non récurrentes pour 2012-2013 (tous les ministères et organismes du Fonds consolidé)

Les mesures suivantes étaient prévues au Discours sur le budget 2012-2013 comme non récurrentes en 2013-2014 :

▪ Cultures et Communications	
- Soutien supplémentaire aux institutions muséales	1,8 M\$
▪ Finances et Économie	
- Fondation du maire de Montréal	1,7 M\$
- Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM)	0,9 M\$
- Montréal, ville de mode et de créativité	2,5 M\$
▪ Ressource naturelles	
- Plan d'intervention contre la tordeuse de bourgeons de l'épinette	2,0 M\$
Total	8,9 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 22A

Concernant l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 ³
Bas-Saint-Laurent	1 684	1 714	1 696	2 495	2 317
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 489	1 524	1 536	1 877	1 781
Mauricie	1 737	1 750	1 788	2 147	2 033
Estrie	1 378	1 429	1 408	1 569	1 495
Outaouais	1 351	1 369	1 342	1 549	1 492
Abitibi-Témiscamingue	1 555	1 598	1 578	1 963	1 941
Côte-Nord	898	932	922	1 149	1 116
Nord-du-Québec	225	227	225	324	308
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 086	1 111	1 155	1 409	1 375
Centre-du-Québec	720	731	704	888	855
Hors-Québec	98	98	49	0	0
Indéterminée ²	0	0	119	0	0
Hors Canada	0	0	0	695	235

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.
2. Personnes dont le port d'attache ne peut être déterminé.
3. Période couverte du 1^{er} avril au 30 septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 22B

Concernant l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 ²
Région métropolitaine de Québec (Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches)	32 375	32 398	32 252	34 767	33 501

1. Employés réguliers, occasionnels et étudiants assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Période couverte du 1^{er} avril au 30 septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 22C

Concernant l'effectif de la fonction publique : nombre d'ETC ¹ dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2012-2013 et chacune des 4 années précédentes.					
RÉGION ADMINISTRATIVE	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013 ²
Région métropolitaine de Montréal (Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie)	22 686	23 336	23 433	24 586	23 392

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.
 2. Période couverte du 1^{er} avril au 30 septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 23

Nombre et liste totale d'organismes gouvernementaux pour l'année 2012-2013 et pour chacune des 5 années précédentes	
ORGANISMES DÉNOMBRES EN 2004 SELON LE PLAN DE MODERNISATION	188
Ajouts et abolitions d'organismes (lois en vigueur)	
Créations du gouvernement	+ 12
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructure Québec (en remplacement de l'Agence des partenariats public-privé du Québec) ▪ Centre de services partagés du Québec ▪ Commissaire à la santé et au bien-être ▪ Directeur des poursuites criminelles et pénales ▪ Services Québec ▪ Société de financement des infrastructures locales ▪ Bureau de décision et de révision ▪ Conseil de gestion de l'assurance parentale ▪ Centre de la francophonie des Amériques ▪ Conseil des appellations réservées et des termes valorisant ▪ Office Québec-Monde pour la jeunesse ▪ Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 	
Abolitions du gouvernement	- 26
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec (Rapport Boudreau) ▪ Centre de référence des directeurs généraux et des cadres (Rapport Geoffrion) ▪ Comité d'évaluation des ressources didactiques (Rapport Boudreau) ▪ Comité d'orientation de la formation du personnel enseignant (Rapport Boudreau) ▪ Comité permanent de lutte à la toxicomanie inc. (initiative ministérielle) ▪ Commission des programmes d'études (Rapport Boudreau) ▪ Comité consultatif de la Régie du bâtiment du Québec (Rapport Boudreau) ▪ Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec (Rapport Boudreau) ▪ Comité aviseur du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (initiative ministérielle) ▪ Comité consultatif du Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion) ▪ Comité de la santé mentale du Québec (initiative ministérielle) ▪ Commissaire de l'industrie de la construction (Rapport Geoffrion) ▪ Conseil québécois de lutte contre le cancer (initiative ministérielle) ▪ Conseil de la santé et du bien-être (initiative ministérielle) ▪ Conseil médical du Québec (initiative ministérielle) ▪ Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées (Rapport Boudreau) ▪ Observatoire québécois de la mondialisation (Rapport Boudreau) ▪ Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (initiative ministérielle) ▪ Registraire des entreprises (Rapport Boudreau) ▪ Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel (Rapport Boudreau) ▪ Sidbec (Rapport Boudreau) ▪ Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (Rapport Boudreau) ▪ Société de la faune et des parcs du Québec (initiative ministérielle) ▪ Société Innovatech du Grand Montréal (privatisée) (initiative ministérielle) ▪ Commissaire de l'industrie de la construction ▪ Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs (CRAAAP) 	
Entités incluses dans les 188 organismes mais n'ayant pas le statut d'organisme	- 3
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comité de protection et de représentation des personnes inaptes ou protégées ▪ Fonds de cautionnement des agents de voyage (aujourd'hui fonds d'indemnisation des voyageurs) ▪ Forum des intervenants de l'industrie de taxi 	
Fusions	- 1
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Archives nationales du Québec ▪ Bibliothèque nationale du Québec (initiative ministérielle) <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; margin-left: 20px;"> } Bibliothèque et Archives nationales du Québec </div>	
Nombre d'organismes gouvernementaux au 22 mars 2010 :	170
TOTAL	170⁽¹⁾

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 23

Nombre et liste totale d'organismes gouvernementaux pour l'année 2012-2013 et pour chacune des 5 années précédentes	
Abolition, fusion depuis le 22 mars 2010	-3
<ul style="list-style-type: none"> ▪ CONSEIL DU MÉDICAMENT (<i>FUSION INESS</i>) ▪ AGENCE D'ÉVALUATION DES TECHNOLOGIES ET DES MODES D'INTERVENTION EN SANTÉ (<i>FUSION INESS</i>) ▪ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT (<i>FUSION INVESTISSEMENT QUÉBEC</i>) 	
Création annoncées depuis le 22 mars 2010	+3
<ul style="list-style-type: none"> ▪ INSTITUT NATIONAL DES MINES ▪ INSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN SANTÉ ET EN SERVICES SOCIAUX (INESS) ▪ AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC DU QUÉBEC (EN VIGUEUR LE 1^{ER} AVRIL 2011) 	
Total au 31 mars 2011	170
Projet de loi 130 – Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds	
Abolitions et fusion suite au projet de Loi 130	- 12
<ul style="list-style-type: none"> ▪ AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CONSEIL CONSULTATIF DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE (1^{ER} OCTOBRE 2011) ▪ CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CONSEIL DES AÎNÉS (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS (1^{ER} OCTOBRE 2011) ▪ CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ CORPORATION D'HÉBERGEMENT (1 JUILLET 2011) ▪ FONDS D'ASSURANCE PRÊTS AGRICOLES (1^{ER} OCTOBRE 2011) ▪ IMMOBILIÈRE SHQ (1^{ER} OCTOBRE 2011) ▪ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX (1^{ER} OCTOBRE 2011) 	
Création annoncées depuis le 31 mars 2011	+ 3
<ul style="list-style-type: none"> ▪ COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (13 JUIN 2011) ▪ COMMISSION DE L'ÉTHIQUE EN SCIENCE ET EN TECHNOLOGIE (1^{ER} JUILLET 2011) ▪ COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (2 DÉCEMBRE 2011) 	
Total au 21 mars 2012	161
AUCUNE VARIATION DEPUIS LE 21 MARS 2012	
Total au 11 janvier 2013	161
⁽¹⁾ Sur la base des organismes recensés au Plan de modernisation de l'État (rapports Boudreau, Geoffrion et Rolland)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 24

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
100- Conseiller gestion ressources humaines	0
102- Agent de développement industriel	1
104- Agent d'information	1
105- Agent recherche et planification socio-économique	5
106- Agronome	0
108- Analyste informatique et procédure administrative	4
111- Attaché d'administration	4
115- Avocat et notaire	1
119- Ingénieur forestier	1
121- Médecin vétérinaire	0
123- Spécialiste sciences de l'éducation	1
124- Spécialiste en sciences physiques	1
133- Conseiller affaires internationales	1
186- Ingénieur	1
200- Agent de bureau	18
207- Agent d'indemnisation	1
208- Agent rentes, retraite et assurances	2
211- Auxiliaire de bureau	2
214- Agent d'aide socio-économique	5
216- Inspecteur-enquêteur, Commission des normes du travail	1
221- Agent de secrétariat	10
223- Préposé aux permis et à l'immatriculation	0
225- Greffier-audencier	2
233- Inspecteur appareils sous pression	0
234- Inspecteur santé sécurité des lieux de travail et publics	0
241- Magasinier	1
244- Opérateur en informatique	0
249- Préposé aux renseignements	8
257- Technicien agricole	2
259- Technicien de la faune	1

Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels) excluant la CSST.

Codes retenus : « Révocation » (33) et « Destitution » (39).

Données produites le 31 octobre 2012 (page 16).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 24

Pour l'année 2012-2013, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi	
CLASSE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS
263- Technicien des travaux publics	3
264 Technicien en administration	4
265- Technicien arts appliqués et graph.	1
266- Technicien en eau et assainissement	0
268- Technicien en électronique	2
271- Technicien en information	3
272- Technicien en informatique	8
276- Téléphoniste-réceptionniste	4
283- Technicien en droit	1
298- Enquêteur en matières frauduleuses	3
300- Agent de la conservation de la faune	2
303- Constable spécial sécurité édifices gouvernementaux	1
307- Agent des services correctionnels	12
310- Contrôleur routier	1
413- Peinture	0
421- Électricité	1
430- Patrouille	1
433- Entreposage de matériel	0
434- Entretien mécanique équipements motorisés	1
435- Forge et soudure	2
446- Cuisine	0
451- Surveillance de la propriété	4
459- Constructeur entretien routes et structures	11
675- Personnel enseignant	1
833- Huissier-audiencier	1
990- Étudiant	7
Total	148

Employés assujettis à la LFP (réguliers et occasionnels) excluant la CSST.
 Codes retenus : « Révocation » (33) et « Destitution » (39).
 Données produites le 31 octobre 2012 (paie 16).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 25

Nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent en 2011-2012 et 2012-2013. Ventilation par genre				
Catégorie d'emploi	2011-2012		2012-2013*	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Cadre	4	1	1	1
Professionnel	274	379	187	293
Enseignant	1	2	55	83
Technicien	308	742	128	201
Personnel de bureau	200	1024	37	348
Agent de la paix	98	18	59	14
Ouvrier	306	16	37	3
Total	1191	2182	504	943

Employés assujettis à la LFP.

* Période couverte : du 1^{er} avril au 31 octobre 2012.

L'opération visant à régulariser les employés occasionnels ayant cumulé 44 mois d'ancienneté à l'intérieur des 48 derniers mois s'est réalisée en 2011-2012 pour la majorité des catégories d'emploi, sauf pour les enseignants où elle s'est terminée en 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 26

Liste des entités relevant du gouvernement, qui ont fait l'objet d'une recommandation durant les six dernières années. Mentionnez la date, un résumé de la recommandation ainsi que l'état de la situation

Nous vous informons qu'en vertu du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après désignée « Loi sur l'accès », les recommandations du Conseil du trésor ne vous sont pas communiquées, et ce, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq (25) ans de leur date. De plus, ces recommandations sont partie intégrante de décisions du Conseil du trésor qui en vertu de l'alinéa 2 de l'article 30 de la Loi sur l'accès ne vous sont pas communiquées, et ce également, avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq ans de leur date.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27

Copie de toutes les études ou analyses produites en 2012-2013 et portant sur des scénarios de privatisation d'activités assumées par le gouvernement du Québec

Les études ou les analyses ne peuvent être communiquées en vertu des articles 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Toutefois, les rapports Boudreau, Geoffrion et Rolland (examen des organismes) ont été rendus publics et sont disponibles à l'adresse suivante : www.tresor.gouv.qc.ca/publications/secretariat/archives-2004-2007.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28**

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
010-Culture, Communication et Condition Féminine	Régulier	499	369	381	376	359	368	379	380
	Occasionnel	57	53	65	80	79	74	75	66
	Étudiant	1	4	4	8	12	32	30	43
Total 010-Culture, Communication et Condition Féminine		557	426	450	464	450	474	484	489
030-Relations internationales	Régulier	382	368	388	370	364	346	319	317
	Occasionnel	14	27	33	37	32	40	36	45
	Étudiant	3		3	9	15	13	25	17
Total 030-Relations internationales		399	395	424	416	411	399	380	379
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Régulier	575	556	478	434	436	461	445	435
	Occasionnel	60	78	57	64	67	75	67	65
	Étudiant	8	4	4	11	19	20	40	36
Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		643	638	539	509	522	556	552	536
055-Immigration et Communautés culturelles	Régulier	871	850	810	870	863	836	812	886
	Occasionnel	491	543	558	661	659	664	689	651
	Étudiant	1	6	8	58	71	119	125	120
Total 055-Immigration et Communautés culturelles		1363	1399	1376	1589	1593	1619	1626	1657
060-Santé et Services sociaux	Régulier	704	659	634	635	605	563	594	654
	Occasionnel	158	168	180	155	162	129	104	83
	Étudiant	2	4	1	5	15	7	8	11
Total 060-Santé et Services sociaux		864	831	815	795	782	699	706	748
063-Régie des rentes du Québec	Régulier	1087	1090	1047	1030	1053	1058	1080	1133
	Occasionnel	120	103	166	170	152	175	159	100
	Étudiant	4	8	7	10	14	23	30	20
Total 063-Régie des rentes du Québec		1211	1201	1220	1210	1219	1256	1269	1253
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1240	1213	1161	1128	1099	1082	1226	1258
	Occasionnel	386	401	398	397	407	434	372	397
	Étudiant	29	35	32	70	104	139	161	153
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1655	1649	1591	1595	1610	1655	1759	1808
065-Famille et Aînés	Régulier	372	359	350	351	347	400	411	427
	Occasionnel	50	50	52	65	69	56	44	44
	Étudiant				7	6		11	18
Total 065-Famille et Aînés		422	409	402	423	422	456	466	489
075-Travail	Régulier	123	120	122	128	128	125	125	125
	Occasionnel	9	12	13	7	4	3	4	5
	Étudiant	1				1	1	3	5
Total 075-Travail		133	132	135	135	133	129	132	135

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28**

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Régulier	1833	1778	1767	1705	1650	1602	1530	1549
	Occasionnel	302	331	337	265	272	311	275	265
	Étudiant	4	4	7	10	33	22	32	27
Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation		2139	2113	2111	1980	1955	1935	1837	1841
095-Sécurité publique	Régulier	4262	4162	4124	4232	4334	4277	4329	4437
	Occasionnel	277	358	483	548	617	648	672	660
	Étudiant	1	3	7	29	27	49	70	100
Total 095-Sécurité publique		4540	4523	4614	4809	4978	4974	5071	5197
140-Conseil exécutif	Régulier	409	571	538	537	509	489	474	491
	Occasionnel	29	62	70	70	76	88	77	75
	Étudiant	3	4	6	9	9	10	14	20
Total 140-Conseil exécutif		441	637	614	616	594	587	565	586
160-Conseil du trésor	Régulier	605	493	493	458	478	495	518	555
	Occasionnel	46	31	29	28	28	17	18	43
	Étudiant	2	4	4	6	18	12	14	13
Total 160-Conseil du trésor		653	528	526	492	524	524	550	611
188-Bureau de décision et de révision	Régulier		10	9	8	7	10	10	10
	Occasionnel		2	2	2	3	2	2	1
Total 188-Bureau de décision et de révision			12	11	10	10	12	12	11
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	4	4	4	5	4	4	4	4
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		4	4	4	5	4	4	4	4
210-Finances	Régulier	630	607	584	556	504	509	509	505
	Occasionnel	66	79	104	99	122	122	101	98
	Étudiant	3	7	8	7	19	24	21	30
Total 210-Finances		699	693	696	662	645	655	631	633
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	30	31	25	27	29	26	27	29
	Occasionnel			2	5	4	4	2	2
	Étudiant							1	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		30	31	27	32	33	30	30	31
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Régulier	440	432	472	484	472	540	627	654
	Occasionnel	148	150	169	160	152	179	160	204
	Étudiant	3	1		2	5	15	41	63
Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		591	583	641	646	629	734	828	921
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier								26
	Occasionnel								5
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption									31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	43	53	60	64	68	63	14	14
	Occasionnel	1	3	7	8	9	13	5	4
	Étudiant			1	1	2	1	2	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		44	56	68	73	79	77	21	19
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	185	192	177	192	193	195	221	263
	Occasionnel	51	47	69	57	64	67	72	53
	Étudiant	5	6	5	6	10	9	12	34
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		241	245	251	255	267	271	305	350
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Régulier	21	19	19	19	26	26	26	29
	Occasionnel	2	4	6	6	1	4	3	1
	Étudiant						1	1	2
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		23	23	25	25	27	31	30	32
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	48	50	48	46	46	43	42	42
	Occasionnel	11	13	9	8	1	10	6	6
	Étudiant	1			1	1	1	1	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		60	63	57	55	48	54	49	49
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	34	32	34	30	34	36	32	35
	Occasionnel	2	3	3	5	2	1	3	3
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		36	35	37	35	36	37	35	38
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	26	26	25	25	20	16	22	21
	Occasionnel			3	6	5	5	1	
	Étudiant							1	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		26	26	28	31	25	21	24	22
278-Commission de l'équité salariale	Régulier	53	48	49	44	50	45	44	68
	Occasionnel	9	8	8	8	14	19	28	22
	Étudiant				1	1	1	3	5
Total 278-Commission de l'équité salariale		62	56	57	53	65	65	75	95
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Régulier	917	875	843	814	796	778	737	715
	Occasionnel	69	67	103	124	114	86	92	99
	Étudiant	2	6	15	18	15	27	34	42
Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation		988	948	961	956	925	891	863	856
285-Commission des relations du travail	Régulier	142	143	135	145	141	135	122	125
	Occasionnel	17	15	13	4	4	5	2	1
	Étudiant	1	2	4	2	4	1	2	3
Total 285-Commission des relations du travail		160	160	152	151	149	141	126	129
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4	4	3	4	4	4	4	5
	Occasionnel	1	1	1	1	1		1	1
Total 289-Conseil de la magistrature		5	5	4	5	5	4	5	6

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28**

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
293-Coroner	Régulier	48	44	41	39	36	35	37	36
	Occasionnel	9	14	10	15	12	14	13	12
	Étudiant								2
Total 293-Coroner		57	58	51	54	48	49	50	50
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2682	2686	2631	2699	2646	2640	2686	2755
	Occasionnel	828	751	832	857	961	955	811	857
	Étudiant	45	20	26	76	99	80	91	113
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		3555	3457	3489	3632	3706	3675	3588	3725
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier						3	3	2
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs							3	3	2
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	195	203	187	200	190	202	208	200
	Occasionnel	113	166	150	168	200	261	139	183
	Étudiant		1	1	5	4	6	5	5
Total 323-Institut de la statistique du Québec		308	370	338	373	394	469	352	388
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	96	95	91	96	94	94	88	91
	Occasionnel	7	9	7	11	7	11	11	7
	Étudiant	6	7	6	5	4	8	6	7
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		109	111	104	112	105	113	105	105
343-Services Québec	Régulier	455	504	531	570	535	506	638	632
	Occasionnel	237	325	325	389	348	362	250	239
	Étudiant				9	32	41	68	87
Total 343-Services Québec		692	829	856	968	915	909	956	958
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	99	91	94	92	89	90	91	101
	Occasionnel	7	11	9	10	7	11	10	5
	Étudiant				3	6	11	5	9
Total 344-Office de la protection du consommateur		106	102	103	105	102	112	106	115
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1426	1612	1734	1814	1774	1763	1840	1828
	Occasionnel	302	371	345	348	335	347	256	298
	Étudiant	17	13	7	17	38	60	72	86
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1745	1996	2086	2179	2147	2170	2168	2212
350-Éducation, Loisir et Sport	Régulier	1341	1268	1245	1174	1109	1070	1118	1129
	Occasionnel	826	227	246	332	489	378	211	485
	Étudiant	3	4	5	31	47	41	61	88
Total 350-Éducation, Loisir et Sport		2170	1499	1496	1537	1645	1489	1390	1702
352-Régie du cinéma	Régulier	50	45	41	44	44	38	44	46
	Occasionnel	8	9	12	13	10	11	2	3
	Étudiant			1		1	1		
Total 352-Régie du cinéma		58	54	54	57	55	50	46	49

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
360-Office des professions du Québec	Régulier	37	36	36	35	39	45	48	49
	Occasionnel	5	3	4	4	5	6	5	3
	Étudiant	1			1	1	1	2	2
Total 360-Office des professions du Québec		43	39	40	40	45	52	55	54
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	373	353	356	371	359	369	359	404
	Occasionnel	70	81	66	75	75	91	80	66
	Étudiant				1	2	8	10	20
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		443	434	422	447	436	468	449	490
368-Commission municipale du Québec	Régulier	17	12	11	14	15	17	19	19
	Occasionnel	2	2	2	3	2	1		2
	Étudiant							1	
Total 368-Commission municipale du Québec		19	14	13	17	17	18	20	21
370-Assemblée nationale	Régulier	488	546	531	526	519	515	512	507
Total 370-Assemblée nationale		488	546	531	526	519	515	512	507
371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie	Régulier							5	5
	Occasionnel							1	
	Étudiant								1
Total 371-Commissaire à l'éthique et à la déontologie								6	6
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier						1	3	4
	Occasionnel						3	4	2
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie							4	7	6
374-Vérificateur général	Régulier	226	243	255	263	256	264	273	273
	Occasionnel		8	4	1	1	2	4	4
	Étudiant	9	5	6	7	7	7	8	10
Total 374-Vérificateur général		235	256	265	271	264	273	285	287
380-Développement durable, Environnement et Parcs	Régulier	1640	1580	1550	1519	1505	1520	1560	1597
	Occasionnel	256	245	284	365	377	386	313	354
	Étudiant	6	8	11	20	48	46	47	75
Total 380-Développement durable, Environnement et Parcs		1902	1833	1845	1904	1930	1952	1920	2026
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	182	180	175	176	163	148	150	159
	Occasionnel	79	78	74	79	82	91	84	74
	Étudiant		1		1	3	7	12	11
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		261	259	249	256	248	246	246	244
390-Sûreté du Québec	Régulier	721	689	703	686	670	671	644	702
	Occasionnel	144	174	228	248	245	306	378	391
	Étudiant	1	4	5	1	4	1		
Total 390-Sûreté du Québec		866	867	936	935	919	978	1022	1093

Personnel régulier et occasionnel assujetti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	40	42	43	42	41	43	43	39
	Occasionnel	1		1	1				
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		41	42	44	43	41	43	43	39
400-Justice	Régulier	2164	2101	2006	1976	1847	1780	1737	1730
	Occasionnel	1030	1074	1132	1257	1275	1367	1419	1499
	Étudiant	24	25	22	20	22	20	40	40
Total 400-Justice		3218	3200	3160	3253	3144	3167	3196	3269
402-Comité de déontologie policière	Régulier	18	16	16	18	14	14	14	14
	Occasionnel	1	1						
Total 402-Comité de déontologie policière		19	17	16	18	14	14	14	14
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	45	39	36	49	51	52	52	54
	Occasionnel	4	4	14	8	10	11	9	9
	Étudiant	1		1	2		1	4	5
Total 408-Commission d'accès à l'information		50	43	51	59	61	64	65	68
414-Commission des lésions professionnelles	Régulier	413	418	414	405	406	407	415	414
	Occasionnel	23	16	19	22	13	11	13	17
	Étudiant	3			9	17	9	9	18
Total 414-Commission des lésions professionnelles		439	434	433	436	436	427	437	449
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	26	34	36	38	39	39	38	39
	Occasionnel		4	7	7	6	4	6	6
	Étudiant			1		2	1	1	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		26	38	44	45	47	44	45	46
430-Commission de la fonction publique	Régulier	32	29	38	35	35	35	36	36
	Occasionnel	6	6	4	3	2	8	4	3
	Étudiant	1			1	2	1		
Total 430-Commission de la fonction publique		39	35	42	39	39	44	40	39
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	233	238	228	226	213	203	226	230
	Occasionnel	15	17	23	24	22	22	20	24
	Étudiant	2	2	2	11	15	12	24	18
Total 450-Tribunal administratif du Québec		250	257	253	261	250	237	270	272
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10	10	13	15	13	15	12	13
	Occasionnel		1	2	1				
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10	11	15	16	13	15	12	13
510-Régie du logement	Régulier	179	190	186	188	189	180	179	185
	Occasionnel	27	31	28	34	27	43	36	39
	Étudiant					7	21	35	32
Total 510-Régie du logement		206	221	214	222	223	244	250	256

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	541	532	523	522	495	489	556	546
	Occasionnel	144	171	182	194	191	179	102	143
	Étudiant	2				3	6	11	17
Total 520-La Financière agricole du Québec		687	703	705	716	689	674	669	706
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	128	122	118	119	106	110	103	101
	Occasionnel	27	19	32	24	30	35	32	40
	Étudiant			1	3	2		2	2
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		155	141	151	146	138	145	137	143
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	131	127	124	140	132	128	130	146
	Occasionnel	155	175	165	151	170	191	178	151
	Étudiant		1	2	4	3	1	6	3
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		286	303	291	295	305	320	314	300
560-Curateur public	Régulier	463	474	483	520	511	511	515	555
	Occasionnel	158	154	176	136	144	161	155	135
	Étudiant	1	2	2	36	37	40	60	66
Total 560-Curateur public		622	630	661	692	692	712	730	756
600-Ressources naturelles et Faune	Régulier	2644	2578	2553	2517	2433	2512	2570	2589
	Occasionnel	407	433	387	394	453	443	347	522
	Étudiant	1	4	9	10	35	33	34	53
Total 600-Ressources naturelles et Faune		3052	3015	2949	2921	2921	2988	2951	3164
630-Directeur général des élections	Régulier	185	184	195	205	206	209	218	220
	Occasionnel	66	137	60	68	33	30	112	154
	Étudiant	1		2		3	2	6	5
Total 630-Directeur général des élections		252	321	257	273	242	241	336	379
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	52	50	48	46	43	41	45	37
	Occasionnel	3	6	7	4	3	2	1	7
	Étudiant		1		1	1		1	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		55	57	55	51	47	43	47	45
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	14	13	14	14	10	10	10	10
	Occasionnel		1	1	1	1	2	2	3
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		14	14	15	15	11	12	12	13
700-Emploi et Solidarité sociale	Régulier	5314	5080	5033	5231	5092	4806	4760	4743
	Occasionnel	1217	1149	1402	1427	1416	1535	1250	1281
	Étudiant	15	23	26	63	92	117	136	135
Total 700-Emploi et Solidarité sociale		6546	6252	6461	6721	6600	6458	6146	6159
702-Commission des normes du travail	Régulier	522	524	501	488	467	436	458	475
	Occasionnel	50	70	64	70	50	73	61	54
	Étudiant	7	13	11	9	10	12	34	27
Total 702-Commission des normes du travail		579	607	576	567	527	521	553	556

Personnel régulier et occasionnel assujetti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3576	3499	3437	3474	3428	3442	3539	3454
	Occasionnel	612	679	724	721	740	796	846	861
	Étudiant	2	8	7	33	33	47	98	94
Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail		4190	4186	4168	4228	4201	4285	4483	4409
710-Office québécois de la langue française	Régulier	238	237	227	220	223	206	219	232
	Occasionnel	6	4	3	14	6	9	21	22
	Étudiant				2	4	6	2	2
Total 710-Office québécois de la langue française		244	241	230	236	233	221	242	256
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	358	350	349	343	364	369	364	373
	Occasionnel	19	15	25	36	12	29	24	21
	Étudiant	3	2		2	8	6	17	18
Total 730-Société d'habitation du Québec		380	367	374	381	384	404	405	412
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Régulier	23	27	26	24	24	25	22	22
	Occasionnel	2	2	3	1	1			
	Étudiant							2	1
Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome		25	29	29	25	25	25	24	23
807-Fonds des réseaux de transport terrestre	Régulier	2778	2667	2529	2482	2450	2461	2614	2710
	Occasionnel	935	937	1004	1158	1162	1228	1093	1184
	Étudiant	38	43	36	50	75	104	111	153
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre		3751	3647	3569	3690	3687	3793	3818	4047
812-Fonds des services de police	Régulier	866	867	927	915	898	867	786	816
	Occasionnel	246	292	281	316	320	368	409	453
	Étudiant	2	1		2	2	5	5	12
Total 812-Fonds des services de police		1114	1160	1208	1233	1220	1240	1200	1281
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	285	273	267	263	252	254	253	258
	Occasionnel	26	34	39	39	28	23	24	37
	Étudiant	48	35	42	40	43	53	49	59
Total 814-Fonds de partenariat touristique		359	342	348	342	323	330	326	354
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	Régulier	31	19	23	27	27	29	29	25
	Occasionnel	16	16	9	7	8	3	2	5
Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre		47	35	32	34	35	32	31	30
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	361	335	317	309	291	287	326	319
	Occasionnel	187	186	209	150	160	144	81	78
	Étudiant		1	1	22	36	40	38	38
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		548	522	527	481	487	471	445	435
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	217	218	203	192	167	138	226	228
	Occasionnel	200	215	242	279	307	318	217	230
	Étudiant	1	2	1	2	8	10	13	20
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		418	435	446	473	482	466	456	478

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 28

Evolution du nombre d'employés par ministère, depuis 2005. Ventiler par statut d'emploi									
MINISTÈRE	STATUT	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012	OCT. 2012
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	437	448	419	408	401	384	472	482
	Occasionnel	204	182	216	233	206	464	375	895
	Étudiant	2	2	2	10	7	6	8	20
Total 826-Fonds des ressources naturelles		643	632	637	651	614	854	855	1397
830-Commission des transports du Québec	Régulier	144	138	139	141	124	118	109	114
	Occasionnel	9	11	9	14	20	19	22	19
	Étudiant				2	5	7	9	7
Total 830-Commission des transports du Québec		153	149	148	157	149	144	140	140
850-Transports	Régulier	1574	1537	1548	1540	1501	1529	1612	1650
	Occasionnel	131	126	145	163	188	221	245	262
	Étudiant	20	20	19	30	36	46	68	75
Total 850-Transports		1725	1683	1712	1733	1725	1796	1925	1987
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Régulier	2	4	4	5	5	5	6	4
	Occasionnel	3	1	2	2	1	1	1	2
	Étudiant							1	1
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels		5	5	6	7	6	6	8	7
874-Fonds de financement	Régulier	12	15	12	12	12	9	8	8
	Occasionnel	5	5	6	5	5	9	7	7
Total 874-Fonds de financement		17	20	18	17	17	18	15	15
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	137	133	124	118	113	115	108	102
	Occasionnel	19	14	11	13	20	21	23	24
	Étudiant					1	1	1	1
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		156	147	135	131	134	137	132	127
921-Magistrature et nomination des juges	Régulier								21
	Occasionnel								9
	Étudiant								2
Total 921-Magistrature et nomination des juges									32
Total		61367	60486	60694	62048	61797	62470	62493	65112

Personnel régulier et occasionnel assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2012-2013.
 Données compilées au 31 mars de chaque année. Pour 2012, données compilées au 31 octobre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30

Ventilation détaillée, pour chacun des 28 organismes touchés par le projet de loi 130 (Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et la Société québécoise de récupération et de recyclage et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds) : des économies réalisées depuis l'adoption du projet de loi, des économies à réaliser, des frais de restructuration, des primes de départ (dans le cas des cessations d'emploi)

Le projet de loi n° 130 (2011, chapitre 16) est renommé Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds, a été sanctionné le 13 juin 2011. Les économies annuelles récurrentes qui en découlent sont estimées à 11,2 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 Secrétariat du Conseil du Trésor

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 30

Loi abolissant le ministère des Services gouvernementaux et mettant en œuvre le Plan d'action 2010-2014 du gouvernement pour la réduction et le contrôle des dépenses en abolissant et en restructurant certains organismes et certains fonds (2011, c. 16)

Suivi des impacts financiers des restructurations

Organismes	Économies anticipées (en milliers de dollars)		Réalisés ou escomptés en janvier 2012 (en milliers de dollars)		Commentaires
	2011-2012	À terme	2011-2012	À terme	
ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{er} JUILLET 2011					
Agence de l'efficacité énergétique (Fonds des ressources naturelles)	300	1 500	1 000	1 500	La diminution des effectifs intégrés dans la fonction publique se chiffre à 81, soit 32 de moins qu'anticipé, et représente des économies de 1,0 M\$. Le MRNF procède actuellement à l'intégration de ces activités et 0,5 M\$ additionnel est anticipé pour les honoraires professionnels et les activités avec la Régie de l'énergie.
Conseil de la famille et de l'enfance	25	100	455	600	Économie de 4 ETC et de 455 k\$ en 2011-2012 et de 600 k\$ ultérieurement.
Conseil de la science et de la technologie	125	500	310	310	La poursuite des activités de la Commission de l'éthique en science et en technologie limite les économies pouvant être livrées bien qu'elles étaient déjà escomptées dans le calcul des économies anticipées.
Conseil des aînés	0	0	340	320	Économie de 3 ETC et de 340 k\$ en 2011-2012 et de 320 k\$ ultérieurement.
Conseil des relations interculturelles	101	855	500	833	Économie de 500 k\$ en 2011-2012 et économies récurrentes de 833 k\$. Réduction d'effectifs maintenue à 3.
Conseil permanent de la jeunesse	54	300	210	210	Les économies sont de 150 k\$ pour la rémunération auxquelles s'ajoutent 60 k\$ pour le loyer.
Corporation d'hébergement du Québec	2 500	2 500	2 000	2 000	Pour 2011-2012, les économies sont de l'ordre de 2,0 M\$. L'objectif de réduction d'effectif est réduit de 1, car 33 ont été intégrés dans la fonction publique.
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	0	0	0	0	Entrée en vigueur le 30 mars 2010.
Fonds d'information géographique Fonds d'information foncière	0	0	0	0	Intégrés dans le Fonds d'information sur le territoire.
Fonds du service aérien gouvernemental	0	100	0	0	En attente.
Fonds relatif à la tempête du verglas Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	0	0	0	0	Intégrés dans le Fonds de certains sinistres.
Ministère des Services gouvernementaux	0	0	4 268	4 990	Selon l'analyse de la DRF du SCT.
Société québécoise d'assainissement des eaux	0	0	0	0	
ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{er} OCTOBRE 2011					
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	60	0	0	Aucune économie.
Conseil des services essentiels	-171	330	-171	350	Légère augmentation et des économies additionnelles pourraient être possibles à moyen terme.
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	Aucun changement.
Immobilière SHQ	100	100	21	100	Données à obtenir pour 2013-2014.
EXCLU DE LA LOI 2011, CHAPITRE 16					
Commission de l'équité salariale	0	0	0	0	L'organisme n'est pas intégré à la CNT.
Fonds de la recherche en santé du Québec Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	400	400	0	0	Les trois fonds n'ont pas été regroupés. Cependant, un plan de rationalisation à moyen terme a été mis sur pied, mais le niveau d'économies anticipées n'a pas encore été établi.
Recyc-Québec	2 000	2 000	0	0	L'organisme n'est pas intégré au MDDEP.
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	L'organisme est maintenu.
TOTAL	5 434	8 745	8 933	11 213	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33

Écart salarial par type d'emploi entre les employés de Revenu Québec et Revenu Canada

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne possède pas de données pour répondre à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 34A

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003 du domaine de la santé, infirmiers, médecins omnipraticiens, médecins spécialistes, cadres

L'information concernant les salaires des médecins se trouvent sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : <http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/internet/FR/Home/home/cihi000001>
Seuls les médecins dont les revenus annuels excèdent 60 000,00 \$ sont pris en considération. Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement.

Concernant les infirmières et les cadres, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les infirmières sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34B

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003 du domaine de la sécurité publique, policiers, juristes, procureurs, cadres

Nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L. R. Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, les renseignements visant les policiers, les juristes et les procureurs sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 34C

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leurs équivalents des autres provinces canadiennes depuis 2003 du domaine de l'éducation, professeurs, chargés de cours, recteurs, doyens, cadres

Le Secrétariat du Conseil du trésor ne dispose pas de données pour les chargés de cours, recteurs, doyens et cadres des universités. Les conditions de travail et les barèmes de rémunération n'ont pas à être approuvés par le Conseil du Trésor.

Concernant les enseignants, nous vous informons que ces renseignements ne vous sont pas communiqués, et ce, en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), puisqu'ils ont été obtenus d'un gouvernement autre que celui du Québec ou d'un organisme d'un tel gouvernement. De plus, ces renseignements sont également visés par l'article 27 de cette loi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 35

Nombre d'unités autonomes de services propre à la fonction publique en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elle	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Ministre de la Justice
Centre de conservation du Québec (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS)	Ministre des Transports
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI) [partie de la SAAQ]	Ministre des Transports
Emploi-Québec (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS)	Ministre de la Sécurité publique
Régie du cinéma (CPI)	Ministre de la Culture et des Communications
Régie des rentes du Québec (CPI)	Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Transformation alimentaire Québec (CPI)	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 39

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation, distinct des comités de retraite, au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). La recommandation prévoyait que ce comité pourrait être constitué de représentants des associations de retraités, des syndicats et du gestionnaire des régimes et pourrait agir comme interface de discussion et de travail entre les principaux acteurs concernés par ces questions. Le comité devait répondre au conseil d'administration de la CARRA et le résultat de ses travaux pouvait figurer au rapport annuel de cet organisme.

Afin de donner suite à cette recommandation, le conseil d'administration de la CARRA a constitué, le 8 juin 2011, le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation. Celui-ci est composé de 17 membres dont un président et 16 autres membres provenant des associations de retraités, des associations syndicales et des associations de cadres. Le comité devrait faire rapport sur l'évolution de ses travaux et ses propositions communes auprès du conseil d'administration, lequel doit s'assurer d'une reddition de comptes appropriée dans le rapport annuel de gestion de la CARRA.

À la suite de nombreux échanges, une proposition s'est dégagée par une majorité des membres comme pouvant être inscrite au rapport final à titre de recommandation.

Cette proposition est :

« Il est proposé que le comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation recommande que le gouvernement s'engage à adopter les décrets requis ainsi qu'à proposer à l'Assemblée nationale, pour adoption, les dispositions législatives permettant d'apporter à la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) les modifications visant à ce que le gouvernement indexe les rentes de la manière et aux conditions définies pour les prestations à la charge des personnes participantes, prévues à l'article 77.0.1 de la loi sur le RREGOP.

Les membres du comité conviennent, par ailleurs, que le consensus dégagé en faveur de la proposition précédente ne peut être interprété comme un abandon d'autres revendications ou préoccupations par l'une ou l'autre des parties représentées au comité. »

Cette proposition a été exposée par les membres du comité à leurs instances respectives. À l'issue de cette consultation, deux associations de retraités ont refusé la proposition.

Le Comité a déposé le 30 septembre 2012 son rapport auprès du conseil d'administration de la CARRA. Étant donné qu'il n'y a pas eu de consensus concernant les pistes de solution proposées, il n'y a donc pas eu de recommandation à formuler à l'issue des travaux du comité.

Aucune demande de prolongation de la part du comité n'a été formulée. Le gouvernement demeure toutefois ouvert aux discussions avec les retraités.

Le Conseil du trésor avait un représentant sur ce comité qui agissait à titre d'observateur. Dans ce cadre, le Secrétariat du Conseil du trésor n'a pas eu à produire de documents.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 40

Copie de tous les travaux, études analyse et recherche réalisé par le Conseil du Trésor concernant l'utilisation du logiciel libre

Travaux réalisés :

- L'inventaire de l'utilisation des logiciels libres au gouvernement du Québec¹

1. L'inventaire a été réalisé pour les organismes gouvernementaux et pour le réseau de la santé. Le réseau de l'éducation n'a pas complété son inventaire

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2012-2013.

Règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles

- Adoptées le 31 juillet dernier par le Conseil du trésor, ces règles remplacent celles antérieurement prescrites par la Directive sur la gestion des ressources informationnelles et précisent les conditions et les modalités de suivi et de reddition des projets et activités en ressources informationnelles pour les organismes assujettis
- Une présentation de ces règles a été faite au Forum des dirigeants de l'information le 19 septembre 2012
- Des formations ont aussi été offertes aux organismes touchés par l'application de ces règles : 2012-09-(24-25-26) et 2012-10-(03-11-12)

Forums des dirigeants de l'information

Plusieurs présentations visant à soutenir les organismes publics ont été faites lors de la tenue de ces Forums :

Sujets abordés :

2012-04-18 Migration des postes de travail :

- Démarche de mise en commun de la formation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2012-2013.

– Bilan de santé des projets :

– Résultats de l'état de santé des projets et tableau de bord, Objectifs, cibles et orientations stratégiques en ressources informationnelles 2012-2017, Les grandes tendances en ressources informationnelles selon Gartner

2012-05-30 Les standards d'accessibilité Web pour les personnes handicapées, Le point sur les travaux des trois premiers axes de la STORI

Les rapports des comités du Forum des sous-ministres :

– Tirer profit des ressources informationnelles — Expertise et savoir-faire

2012-09-19 Intranet du DPI, Bilan de santé des projets – résultats de la deuxième collecte – planification de la troisième collecte, Bureaux de projets, Règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles

2012-11-28 Migration des postes de travail , Solution gouvernementale des comités de direction sans papier

État de situation :

– Programmation annuelle – Planification triennale – État de santé des projets

État de situation :

– Logiciels libres – Gouvernement ouvert – Infonuagique Architecture d'entreprise

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42

Liste et copie des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2012-2013.

Intranet du dirigeant principal de l'information :

- Ce site intranet est destiné à tous les employés du gouvernement interpellés par la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles. Des renseignements sur les objectifs poursuivis, les priorités fixées et les acteurs concernés y sont présentés. <http://www.dpi.tresor.qc/>

Autres séances d'information

Sujets abordés :

2012-04-(04-13) Présentation des recommandations émises par le Comité sur la migration des postes de travail

2012-04-10 Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles et Plan d'optimisation des infrastructures en ressources informationnelles

2012-06-(04-05-06) Gouvernement ouvert

2012-09-(24-25-26) et 2012-10-(03-11-12) Règles relatives aux demandes d'autorisation de projets et aux outils de gestion en ressources informationnelles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 43

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor en 2012-2013 en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>	
Organisme public	Titre du dossier
Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)	Développement de la prestation électronique des services du CALQ
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Organisation du territoire (MAMROT)	Réalisation du programme de gestion des programmes d'infrastructures – Système pour les municipalités et organismes réclamant un service d'aide en infrastructures collectives (MOSAIC)
Ministère de l'Alimentation, des Pêcheries et de l'Agriculture (MAPAQ)	Réalisation de travaux de développement et d'implantation d'une solution technologique permettant de supporter la révision du modèle d'affaires du Programme de crédit des taxes foncières agricoles (PCTFA)
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Réalisation de la phase 1 du projet Optimisation des activités d'inspection reliées au contrôle environnemental
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Inventaire québécois des émissions atmosphériques
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Réalisation du projet du Réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL)
Ministère de la Famille (MFA)	Amélioration du système informatique Gestion du financement des services de garde (GDF) relatif à l'adaptation pour le milieu familial
Ministère des Finances (MFQ)	Autorisation à acquérir deux unités de stockage de type SAN
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	Réalisation d'un projet de transformation visant à améliorer la performance et l'intégrité du processus de sélection des travailleurs qualifiés et d'acquisition, en collaboration avec le CSPQ, la plateforme intégrant un progiciel de gestion des relations clients (GRC) et un gestionnaire de contenus d'entreprise (GCE), appelée solution technologique intégrée
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)	Développement et implantation d'un service d'intégration en ligne (SIEL) à l'intention des personnes immigrantes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 43

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor en 2012-2013 en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*

Organisme public	Titre du dossier
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	Implantation du programme d'évolution des systèmes d'information (ÉSI) qui vise l'harmonisation et l'adaptation des systèmes d'information en fonction des exigences du nouveau régime forestier
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	Système de gestion du cadastre et prestation électronique de services
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	Réalisation des travaux liés au projet Gestion des droits miniers (GDM)
Ministère du Tourisme (MTO)	Actualisation du Système québécois de gestion de la destination, connu sous le nom de Bonjour Québec
Ministère des Transports (MTQ)	Réalisation des travaux liés à la mise en place du système de délivrance des permis spéciaux de circulation
Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ)	Refonte du système informatique «Alcool»
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Harmonisation des taxes
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Refonte du système du Circuit Intégré du Greffe (CIG)
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Réalisation d'un projet lié à l'utilisation du réseau Internet et contribuant au gouvernement en ligne dont les coûts totaux estimés sont inférieurs à un million de dollars, soit le déploiement du site web : www.donnees.gouv.qc.ca
Sûreté du Québec (SQ)	Projet de développement du système d'information du renseignement
Société des traversiers du Québec (STQ)	Amélioration de l'offre de services Internet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 44

Liste des organismes ayant soumis en 2012-2013 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.				
Nb MO	N° Porte feuille	N° Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
1	10	10	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	1
2	10	206	Commission des biens culturels du Québec	1
3	10	690	Conseil supérieur de la langue française	1
4	10	660	Conseil du statut de la femme	1
5	10	539	Société de développement des entreprises culturelles	1
6	10	326	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	1
7	10	361	Commission de toponymie	1
8	10	710	Office québécois de la langue française	1
9	10	544	Musée de la Civilisation	1
10	10	545	Musée national des beaux-arts du Québec	1
11	10	541	Musée d'Art contemporain de Montréal	1
12	10	582	Société de télédiffusion du Québec	1
13	10	552	Société de la Place des Arts de Montréal	0
14	10	558	Société du Grand Théâtre de Québec	0
15	10	317	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	1
16	10	352	Régie du cinéma	1
17	10	314	Conseil des arts et des lettres du Québec	1
18	30	30	Ministère des Relations internationales	1
19	30	239	Office Québec-Monde pour la jeunesse	1
20	30	346	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1
21	55	55	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	1
22	50	50	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	1
23	50	368	Commission municipale du Québec	1
24	50	730	Société d'habitation du Québec	1
25	50	510	Régie du logement	1
26	60	60	Ministère de la Santé et des Services sociaux	1
27	60	064	Régie de l'assurance maladie du Québec	1
28	65	65	Ministère de la Famille et des Aînés	1
29	65	560	Curateur public	1
30	71	71	Ministère du Tourisme	1
31	71	559	Société du Palais des congrès de Montréal	1
32	71	557	Société du Centre des congrès de Québec	1
33	71	546	Régie des installations olympiques	1
34	75	75	Ministère du Travail	1
35	75	367	Régie du bâtiment du Québec	1
36	75	285	Commission des relations du travail	1
37	75	702	Commission des normes du travail	1
38	75	278	Commission de l'équité salariale	1
39	75	703	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1
40	75	414	Commission des lésions professionnelles	1
41	80	80	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1
42	80	328	Commission de protection du territoire agricole du Québec	1
43	80	520	La Financière agricole du Québec	1
44	80	392	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1
45	95	95	Ministère de la Sécurité publique	1
46	95	244	Commissaire à la lutte contre la corruption	1
47	95	267	Commissaire à la déontologie policière	1
48	95	293	Bureau du coroner	1
49	95	386	Régie des alcools, des courses et des jeux	1
50	95	402	Comité de déontologie policière	1
51	95	425	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
52	95	390	Sûreté du Québec	1
53	95	335	École nationale des pompiers du Québec	1
54	95	329	École nationale de police du Québec	1
55	140	140	Ministère du Conseil exécutif	1
56	140	408	Commission d'accès à l'information	1
57	140	222	Centre de la francophonie des Amériques	1
58	160	160	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1
59	160	562	Société immobilière du Québec	1
60	160	339	Infrastructure Québec	1
61	160	347	Centre de services partagés du Québec	1
62	160	343	Services Québec	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 44

Liste des organismes ayant soumis en 2012-2013 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.				
Nb MO	N° Porte feuille	N° Org	Organismes publics (OP) assujettis à la Loi	PARI
63	160	430	Commission de la fonction publique	1
64	160	240	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1
65	210	210	Ministère des Finances	1
66	210	323	Institut de la statistique du Québec	1
67	210	356	Autorité des marchés financiers	0
68	210	188	Bureau de décision et de révision	1
69	210	518	Société de financement des infrastructures locales du Québec	1
70	210	876	Financement-Québec	1
71	280	280	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	1
72	280	372	Commission de l'éthique en science et en technologie	1
73	280	318	Fonds de recherche du Québec – Société et culture	1
74	280	324	Fonds de recherche du Québec – Santé	1
75	280	327	Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	1
76	280	523	Centre de recherche industrielle du Québec	1
77	280	549	Commission de la capitale nationale du Québec	1
78	350	350	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	1
79	350	238	Conseil supérieur de l'éducation	1
80	350	204	Commission consultative de l'enseignement privé	1
81	350	274	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1
82	350	547	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1
83	350	601	Institut national des mines	1
84	380	380	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	1
85	380	569	Société des établissements de plein air du Québec	1
86	380	586	Société québécoise de récupération et de recyclage	1
87	380	256	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1
88	400	400	Ministère de la Justice	1
89	400	585	Société québécoise d'information juridique	1
90	400	289	Conseil de la magistrature	0
91	400	344	Office de la protection du consommateur	1
92	400	434	Tribunal des droits de la personne	1
93	400	360	Office des professions du Québec	1
94	400	315	Commission des services juridiques	1
95	400	272	Conseil de la justice administrative	1
96	400	321	Fonds d'aide aux recours collectifs	1
97	400	271	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1
98	400	246	Directeur des poursuites criminelles et pénales	1
99	400	450	Tribunal administratif du Québec	1
100	600	600	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	1
101	600	385	Régie de l'énergie	1
102	600	525	Fondation de la faune du Québec	1
103	600	618	Société de développement de la Baie James	1
104	700	700	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1
105	700	505	Conseil de gestion de l'assurance parentale	1
106	700	063	Régie des rentes du Québec	1
107	700	310	Commission des partenaires du marché du travail	1
108	700	483	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1
109	850	850	Ministère des Transports	1
110	850	830	Commission des transports du Québec	1
111	850	554	Société des traversiers du Québec	1
112	850	320	Société de l'assurance automobile du Québec	1
113	850	553	Agence métropolitaine de transport	1
Total des 113 OP				109

Collecte 2012, État de situation des Programmmations annuelles en ressources informationnelles (PARI) reçues au 30 novembre 2012.

1 : PARI reçues
 0 : PARI non reçues

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 45

Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor :

Liste des projets non inscrits dans le Tableau de bord, liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet, coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour

Le tableau de bord sur l'État de santé des projets en ressources informationnelles (RI) de l'administration publique répertorie tous les projets en RI de 100 k\$ ou plus, en phase de réalisation, d'implantation ou de rodage dans les organismes publics. Il comprend aussi les projets en RI terminés ou arrêtés depuis janvier 2012. Le tableau de bord sera mis à jour trois fois par année, et les projets des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux seront intégrés dans une version ultérieure.

Liste des projets non inscrits dans le Tableau de bord :

Le Tableau de bord ne comprend pas les études préalables à la réalisation des projets, les projets de moins de 100 k\$ ainsi que les projets des réseaux de la santé et de l'éducation. De plus, le Tableau de bord fait état de l'ensemble des coûts d'un projet sur la durée totale du projet. Il ne présente pas les dépenses réelles sur une période annuelle mais une prévision pour le coût total du projet. Le Conseil du trésor ne détient que la liste des projets ainsi inscrits au tableau de bord. Cependant, il faut noter que la valeur de ces projets réalisés en 2011-2012 non inscrits représente une valeur totale de 4,9 M\$ par rapport à la valeur de 357 M\$ des projets inscrits au tableau de bord.

Liste des projets qui font l'objet d'une division ou de séparation en sous-projets en spécifiant la valeur globale du projet :

Le Conseil du trésor ne dispose pas de ces informations mais évalue la possibilité de suivre l'ensemble des projets d'un même programme.

Coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord et coût annuel pour la mise à jour :

Le coût relatif à la mise en œuvre du Tableau de bord des données ouvertes en ressources informationnelles est de 30 k\$. Ce développement s'est fait sur la base de l'outil de collecte de l'état de santé des projets déjà implanté en 2011-2012 pour un montant de 74,7 k\$. Le coût d'entretien du Tableau de bord est de 6 k\$ annuellement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 46

Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2011-2012 et en 2012-2013 en spécifiant : • Les dépenses à l'interne et à l'externe passées dans les dépenses de fonctionnement • Les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées		
	Dépenses 2011-2012 réelles (000 \$) (voir Annexe 1 pour la ventilation des dépenses)	Dépenses 2012-2013 prévues (000 \$) (voir Annexe 2 pour la ventilation des dépenses)
Dépenses capitalisables	336 679,40 \$	535 697,1 \$
Dépenses non capitalisables (Dépenses de fonctionnement)	1 165 491,30 \$	1 222 921,7 \$
Total Dépenses en RI	<u>1 502 170,70 \$</u>	<u>535 697,10 \$</u>

Il s'agit de données réelles

Il s'agit de prévisions estimées

**ETUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 (Annexe 1)**

Dépenses 2011-2012 réelles (000 \$)

		Total		Ventilation des dépenses						
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Dépenses en	Dépenses	Dépenses	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
		RI	capitalisables	non capitalisables						
Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	14 340,1	6 704,9	7 635,2	12 070,1	1 826,0	444,0	0,0	0,0	0,0
	Régie du logement	2 176,4	460,3	1 716,1	1 011,1	153,6	629,7	376,0	6,0	0,0
	Société d'habitation du Québec	7 493,8	2 770,6	4 723,2	297,0	2 399,9	3 005,0	1 503,4	288,5	0,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	13 178,7	5 852,0	7 326,7	1 878,9	5 332,2	3 441,1	1 494,2	1 032,3	0,0
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	939,7	349,1	590,6	110,5	119,4	464,0	222,6	23,2	0,0
	La Financière agricole du Québec	7 778,3	1 088,7	6 689,6	931,3	1 210,6	4 611,0	925,4	100,0	0,0
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	282,4	20,8	261,6	92,5	72,0	89,1	0,0	28,8	0,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Centre de services partagés du Québec	476 656,2	54 685,6	421 970,6	0,0	288 586,0	75 489,4	26 826,7	85 754,1	0,0
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance	40 912,3	325,4	40 586,9	539,9	22 268,9	9 664,5	733,5	7 705,5	0,0
	Commission de la fonction publique	167,6	0,0	167,6	25,6	61,4	27,6	53,0	0,0	0,0
	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	45 128,6	21 928,1	23 200,5	32 920,3	3 942,1	6 362,4	1 891,9	11,9	0,0
	Infrastructure Québec	320,9	167,1	153,8	37,9	115,9	0,0	167,1	0,0	0,0
	Services Québec	14 810,0	657,1	14 152,9	6 653,4	1 701,2	5 975,5	174,1	305,8	0,0
Conseil exécutif	Société immobilière du Québec	10 023,2	4 136,2	5 887,0	551,4	4 341,9	4 245,0	698,2	186,7	0,0
	Centre de la francophonie des Amériques	101,9	37,8	64,1	17,0	56,9	28,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'accès à l'information	750,7	292,2	458,5	97,7	215,0	385,4	52,6	0,0	0,0
Culture, Communications et Condition féminine	Conseil exécutif	3 978,5	427,6	3 550,9	1 210,9	474,5	1 715,2	481,0	96,9	0,0
	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	8 998,5	2 294,2	6 704,3	349,8	3 898,9	3 560,8	576,4	612,6	0,0
	Commission des biens culturels du Québec	9,1	0,0	9,1	0,0	2,2	0,0	6,9	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	677,8	195,4	482,4	105,6	13,6	393,8	164,8	0,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	143,6	25,0	118,6	102,6	0,0	41,0	0,0	0,0	0,0
	Conseil supérieur de la langue française	103,1	5,9	97,2	33,1	54,0	0,0	16,0	0,0	0,0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	2 024,4	776,3	1 248,1	878,5	251,8	518,2	230,0	145,9	0,0
	Culture, Communications et Condition féminine	4 797,0	766,0	4 031,0	908,0	1 155,0	2 102,0	610,0	22,0	0,0
	Musée d'art contemporain de Montréal	543,2	59,3	483,9	59,2	179,0	208,5	96,5	0,0	0,0
	Musée de la civilisation	1 783,2	958,6	824,6	153,2	291,8	524,7	813,5	0,0	0,0
	Musée national des beaux-arts du Québec	697,6	154,0	543,6	51,5	128,2	297,0	220,9	0,0	0,0
	Office québécois de la langue française	1 775,4	169,7	1 605,7	260,5	124,2	1 107,3	273,4	10,0	0,0
	Régie du cinéma	772,7	329,7	443,0	84,1	173,4	228,1	236,1	51,0	0,0
Société de développement des entreprises culturelles	856,0	266,3	589,7	58,5	116,8	617,2	63,5	0,0	0,0	
Société de télédiffusion du Québec	4 515,5	2 398,3	2 117,2	0,0	865,2	1 198,0	2 450,1	2,2	0,0	

**ETUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 (Annexe 1)**

Dépenses 2011-2012 réelles (000 \$)

		Ventilation des dépenses								
Portfeuille	Organisme ou Ministère	Total	Dépenses		Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
		Dépenses en RI	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables						
Développement durable, Environnement et Parcs	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	230,7	8,8	221,9	50,4	8,8	152,4	15,8	3,3	0,0
	Développement durable, Environnement et Parcs	13 699,4	4 500,6	9 198,8	715,5	6 174,9	6 605,5	166,1	37,4	0,0
	Société des établissements de plein air du Québec	2 194,1	194,6	1 999,5	0,0	67,4	1 629,0	480,9	16,8	0,0
	Société québécoise de récupération et de recyclage	500,0	0,0	500,0	0,0	0,0	90,0	0,0	410,0	0,0
Développement économique, Innovation et Exportation	Centre de recherche industrielle du Québec	1 754,0	317,0	1 437,0	115,0	170,0	773,0	568,0	128,0	0,0
	Développement économique, Innovation et Exportation	9 258,7	1 433,5	7 825,2	240,8	2 688,5	2 874,6	3 290,6	164,2	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	766,9	69,8	697,1	22,4	96,7	496,7	135,3	15,8	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Santé	837,7	667,7	170,0	0,0	344,0	257,0	236,7	0,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	657,9	68,2	589,7	36,5	107,2	382,9	114,7	16,6	0,0
Éducation, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	28 253,4	4 333,4	23 920,0	972,8	9 405,8	12 560,2	4 797,1	517,5	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 466,3	326,3	1 140,0	69,2	394,2	374,7	610,9	17,3	0,0
	Institut national des mines	33,2	24,4	8,8	0,0	0,0	0,0	33,2	0,0	0,0
Emploi et Solidarité sociale	Commission de la Capitale nationale du Québec	254,8	99,9	154,9	56,8	11,8	67,8	99,9	18,5	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8 377,2	0,0	8 377,2	6 986,3	3,9	1 263,2	0,0	123,8	0,0
	Emploi et Solidarité sociale	58 203,4	14 087,1	44 116,3	43 923,4	2 385,6	8 981,3	2 124,0	789,1	0,0
	Régie des rentes du Québec	49 626,2	16 624,0	33 002,2	5 576,7	17 949,1	18 933,9	5 176,6	1 989,9	0,0
Famille et Aînés	Curateur public	13 413,5	9 094,0	4 319,5	1 241,9	7 746,6	3 651,0	756,6	17,4	0,0
	Famille et Aînés	12 013,7	3 880,1	8 133,6	11 220,5	479,4	311,9	1,9	0,0	0,0
Finances	Bureau de décision et de révision	117,4	22,2	95,2	6,0	11,0	87,2	13,0	0,2	0,0
	Financement-Québec	310,3	310,3	0,0	0,0	254,7	55,6	0,0	0,0	0,0
	Finances	8 546,8	993,9	7 552,9	1 055,9	1 291,8	4 517,6	1 675,6	5,9	0,0
	Institut de la statistique du Québec	5 082,0	575,9	4 506,1	258,5	211,4	3 144,5	1 209,4	258,2	0,0
Immigration et Communautés	Immigration et Communautés culturelles	7 636,5	1 676,2	5 960,3	1 310,7	3 084,8	2 879,0	362,0	0,0	0,0
Justice	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1 483,4	238,4	1 245,0	183,0	271,5	786,7	230,6	11,6	0,0
	Commission des services juridiques	1 200,9	625,2	575,7	0,0	3,5	410,1	752,2	35,1	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	3 518,6	953,0	2 565,6	2 425,4	165,0	492,1	423,5	12,6	0,0
	Justice	62 031,0	29 573,0	32 458,0	6 156,5	37 488,6	12 465,0	5 568,3	352,6	0,0
	Office de la protection du consommateur	1 442,3	154,0	1 288,3	376,8	226,6	612,7	199,5	26,7	0,0
	Office des professions du Québec	444,6	87,0	357,6	50,9	185,3	84,5	123,9	0,0	0,0
	Société québécoise d'information juridique	3 640,6	530,8	3 109,8	12,6	280,8	2 423,6	883,6	40,0	0,0
	Tribunal administratif du Québec	3 116,3	907,8	2 208,5	559,9	453,0	1 146,7	911,9	44,8	0,0
Tribunal des droits de la personne	5 125,8	2 353,2	2 772,6	805,8	2 424,2	1 354,1	541,7	0,0	0,0	

**ETUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 (Annexe 1)**

Dépenses 2011-2012 réelles (000 \$)

		Ventilation des dépenses								
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Total		Dépenses non capitalisables	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
		Dépenses en RI	Dépenses capitalisables							
Relations internationales	Office Québec-Monde pour la jeunesse	257,3	5,5	251,8	0,0	257,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	Relations internationales	5 157,0	493,9	4 663,1	251,6	1 422,0	2 622,7	764,9	95,8	0,0
Ressources naturelles et Faune	Fondation de la faune du Québec	91,5	6,7	84,8	0,0	20,6	61,0	3,2	6,7	0,0
	Régie de l'énergie	413,5	20,0	393,5	0,0	74,1	329,3	0,0	10,1	0,0
	Ressources naturelles et Faune	82 611,7	21 472,9	61 138,8	7 245,8	46 026,5	23 357,1	5 785,3	197,0	0,0
	Société de développement de la Baie James	137,8	42,3	95,5	0,0	4,3	75,5	51,0	7,0	0,0
Santé et Services sociaux	Régie de l'assurance maladie du Québec	82 131,1	14 024,3	68 106,8	5 228,5	29 158,1	30 063,8	6 592,2	11 088,5	0,0
	Santé et services sociaux	9 022,6	1 902,3	7 120,3	719,7	2 569,5	3 732,5	1 902,3	98,6	0,0
Sécurité publique	École nationale de police du Québec	1 385,4	326,3	1 059,1	93,3	226,3	538,2	487,3	40,3	0,0
	Sécurité publique	41 015,1	9 474,4	31 540,7	5 634,7	17 945,7	10 819,1	6 553,7	61,9	0,0
	Sûreté du Québec	33 533,5	3 016,1	30 517,4	7 475,5	12 215,1	11 035,9	2 622,3	184,7	0,0
Tourisme	Société du Centre des congrès de Québec	672,0	110,6	561,4	14,5	0,0	330,4	132,5	194,6	0,0
	Société du Palais des congrès de Montréal	1 361,6	467,4	894,2	0,0	543,1	516,8	88,6	213,1	0,0
	Tourisme	5 997,8	86,2	5 911,6	37,4	3 422,6	1 890,6	622,7	24,5	0,0
Transports	Agence métropolitaine de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Commission des transports du Québec	4 207,5	2 720,1	1 487,4	527,9	2 042,2	1 423,2	214,2	0,0	0,0
	Société de l'assurance automobile du Québec	87 992,9	29 438,9	58 554,0	6 147,9	43 207,4	31 962,5	6 505,5	169,6	0,0
	Société des traversiers du Québec	1 717,3	587,7	1 129,6	268,5	597,7	383,2	445,1	22,8	0,0
	Transports	67 555,8	22 048,9	45 506,9	5 692,2	27 911,1	21 463,0	12 482,7	6,8	0,0
Travail	Commission de la santé et de la sécurité du travail	86 920,0	25 616,8	61 303,2	102,0	39 368,2	26 006,3	5 841,3	15 602,2	0,0
	Commission de l'équité salariale	917,3	33,8	883,5	414,3	54,3	356,4	58,9	33,4	0,0
	Commission des normes du travail	6 935,1	293,3	6 641,8	1 114,3	1 511,8	3 146,0	1 117,7	45,3	0,0
	Commission des relations du travail	1 093,7	234,5	859,2	788,8	11,4	222,1	63,1	8,3	0,0
	Régie du bâtiment du Québec	7 494,3	1 224,0	6 270,3	6 532,3	275,0	601,0	86,0	0,0	0,0
	Travail	1 574,9	0,0	1 574,9	1 559,9	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total		1 502 170,7	336 679,4	1 165 491,3	195 769,4	663 397,0	388 174,6	125 281,8	129 547,9	0,0

Note 1: Les services internes regroupent les dépenses attribuées au CSPQ, au CISP-Revenu et aux Autres.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 46 (Annexe 2)**

Dépenses 2012-2013 Prévues (000 \$)										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Total			Ventilation des dépenses					
		Dépenses en RI	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	17 101,8	9 559,2	7 542,6	13 832,0	2 812,6	400,0	0,0	57,2	0,0
	Régie du logement	3 689,6	1 592,2	2 097,4	1 069,5	1 272,0	642,1	700,0	6,0	0,0
	Société d'habitation du Québec	10 002,2	5 114,8	4 887,4	434,0	3 205,5	3 115,6	1 512,6	248,0	1 486,5
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	23 068,0	14 113,5	8 954,5	1 901,3	9 136,9	6 698,9	3 455,6	1 120,3	755,0
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	955,3	339,0	616,3	110,5	76,0	416,0	340,9	11,9	0,0
	La Financière agricole du Québec	8 326,3	1 357,0	6 969,3	789,8	1 157,5	4 937,7	1 413,8	27,5	0,0
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	282,4	20,8	261,6	92,5	72,0	89,1	23,8	5,0	0,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	Centre de services partagés du Québec	531 586,2	98 834,6	432 751,6	0,0	302 606,5	73 608,5	57 600,0	97 771,2	0,0
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance	51 237,6	300,0	50 937,6	200,0	28 211,5	16 025,5	970,0	5 830,6	0,0
	Commission de la fonction publique	380,8	160,0	220,8	25,6	222,6	69,6	63,0	0,0	0,0
	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 196,8	6 500,0	14 696,8	1 342,6	1 464,0	14 398,9	499,5	0,0	3 491,8
	Infrastructure Québec	455,8	245,0	210,8	88,9	121,9	0,0	245,0	0,0	0,0
	Services Québec	61 061,3	32 851,6	28 209,7	14 007,6	5 915,8	10 784,6	29 781,5	571,8	0,0
	Société immobilière du Québec	16 129,6	7 812,0	8 317,6	1 036,9	4 787,1	5 953,9	2 217,3	251,2	1 883,2
Conseil exécutif	Centre de la francophonie des Amériques	137,2	72,2	65,0	20,0	87,2	30,0	0,0	0,0	0,0
	Commission d'accès à l'information	869,4	500,0	369,4	97,7	427,2	307,3	37,2	0,0	0,0
	Conseil exécutif	4 009,3	500,0	3 509,3	1 073,1	203,0	1 888,1	779,1	66,0	0,0
Culture, Communications et Condition féminine	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	13 288,7	6 664,1	6 624,6	370,4	4 084,0	4 127,2	4 054,3	652,8	0,0
	Commission des biens culturels du Québec	14,8	0,0	14,8	0,0	10,0	0,0	4,8	0,0	0,0
	Conseil des arts et des lettres du Québec	1 028,3	804,1	224,2	124,2	162,0	571,2	170,9	0,0	0,0
	Conseil du statut de la femme	133,6	25,0	108,6	0,0	0,0	108,6	0,0	0,0	25,0
	Conseil supérieur de la langue française	100,1	9,0	91,1	30,1	57,0	0,0	13,0	0,0	0,0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	2 765,3	1 530,8	1 234,5	790,0	124,0	492,5	747,8	611,0	0,0
	Culture, Communications et Condition féminine	6 420,4	2 676,4	3 744,0	1 008,0	2 364,0	2 119,4	904,0	25,0	0,0
	Musée d'art contemporain de Montréal	610,0	156,0	454,0	62,1	186,9	208,0	153,0	0,0	0,0
	Musée de la civilisation	2 174,9	1 349,3	825,6	152,6	419,9	629,6	972,8	0,0	0,0
	Musée national des beaux-arts du Québec	766,1	349,6	416,5	48,9	217,4	259,8	240,0	0,0	0,0
	Office québécois de la langue française	1 908,1	190,0	1 718,1	293,0	102,0	1 221,1	282,0	10,0	0,0
	Régie du cinéma	765,7	124,0	641,7	23,0	196,0	334,8	185,5	26,4	0,0
	Société de développement des entreprises culturelles	1 028,3	442,5	585,8	75,6	75,3	686,8	181,1	9,5	0,0
	Société de télédiffusion du Québec	4 301,9	1 956,0	2 345,9	0,0	901,5	1 371,2	2 028,8	0,4	0,0

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 46 (Annexe 2)**

Dépenses 2012-2013 Prévues (000 \$)										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Total			Ventilation des dépenses					
		Dépenses en RI	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
Développement durable, Environnement et Parcs	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	277,1	49,8	227,3	51,7	8,0	141,4	72,6	3,4	0,0
	Développement durable, Environnement et Parcs	15 521,2	6 479,9	9 041,3	80,0	7 362,3	7 137,5	621,4	320,0	0,0
	Société des établissements de plein air du Québec	2 311,2	288,0	2 023,2	0,0	40,4	1 768,3	487,5	15,0	0,0
	Société québécoise de récupération et de recyclage	1 342,0	317,0	1 025,0	0,0	443,0	249,0	0,0	650,0	0,0
Développement économique, Innovation et Exportation	Centre de recherche industrielle du Québec	1 862,0	350,0	1 512,0	133,0	76,0	881,0	608,0	164,0	0,0
	Développement économique, Innovation et Exportation	8 742,5	1 193,3	7 549,2	246,4	2 651,9	2 492,7	3 173,0	178,5	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	838,0	354,0	484,0	19,0	261,0	295,0	54,0	209,0	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Santé	1 878,6	595,4	1 283,2	32,0	584,0	391,1	252,4	619,1	0,0
	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	875,0	372,0	503,0	20,0	314,0	305,0	222,0	14,0	0,0
Education, Loisir et Sport	Éducation, Loisir et Sport	34 230,7	7 429,2	26 801,5	1 170,0	12 079,2	13 164,9	6 962,6	854,0	0,0
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1 794,1	565,4	1 228,7	84,0	72,9	391,0	1 071,2	175,0	0,0
	Institut national des mines	33,0	20,0	13,0	0,0	13,0	0,0	20,0	0,0	0,0
Emploi et Solidarité sociale	Commission de la Capitale nationale du Québec	241,1	75,0	166,1	59,6	6,4	65,7	90,0	19,4	0,0
	Conseil de gestion de l'assurance parentale	8 223,5	3 505,4	4 718,1	3 181,0	593,6	4 195,8	70,1	183,0	0,0
	Emploi et Solidarité sociale	57 648,0	14 268,0	43 380,0	30 940,5	2 850,6	22 520,0	435,0	901,9	0,0
	Régie des rentes du Québec	55 508,4	19 383,2	36 125,2	5 785,0	19 842,5	21 021,4	5 028,4	3 831,1	0,0
Famille et Aînés	Curateur public	13 900,9	9 063,6	4 837,3	367,9	6 107,4	2 123,3	33,0	12,0	5 257,3
	Famille et Aînés	13 139,8	4 423,8	8 716,0	12 377,2	92,4	450,2	220,0	0,0	0,0
Finances	Bureau de décision et de révision	184,2	0,0	184,2	40,0	3,7	90,7	19,6	0,2	30,0
	Financement-Québec	827,5	827,5	0,0	0,0	641,4	186,1	0,0	0,0	0,0
	Finances	10 299,1	2 035,0	8 264,1	1 176,9	1 132,6	4 786,1	1 749,3	6,0	1 448,2
	Institut de la statistique du Québec	5 417,0	675,2	4 741,8	300,0	250,0	3 250,0	1 400,0	217,0	0,0
Immigration et Communautés culturelles	Immigration et Communautés culturelles	15 175,4	9 600,0	5 575,4	2 024,0	5 935,9	4 622,5	2 403,9	189,1	0,0
Justice	Commission des droits de la personne et des droits de la jeune	1 367,6	238,0	1 129,6	140,0	271,7	712,1	225,6	18,2	0,0
	Commission des services juridiques	1 212,4	625,0	587,4	0,0	5,0	416,4	750,0	41,0	0,0
	Directeur des poursuites criminelles et pénales	5 868,6	1 020,5	4 848,1	4 106,4	109,2	563,8	425,0	13,7	650,5
	Justice	52 990,4	19 741,5	33 248,9	8 218,8	23 695,2	13 103,6	7 928,4	1 208,1	-1 163,7
	Office de la protection du consommateur	1 817,5	528,0	1 289,5	360,6	426,0	762,9	251,2	16,8	0,0
	Office des professions du Québec	450,0	100,0	350,0	55,0	85,0	170,0	140,0	0,0	0,0
	Société québécoise d'information juridique	4 139,8	278,9	3 860,9	12,0	460,3	2 930,3	660,3	76,9	0,0
	Tribunal administratif du Québec	3 394,6	972,7	2 421,9	540,7	852,1	1 651,9	308,8	41,1	0,0
Tribunal des droits de la personne	3 837,5	1 063,0	2 774,5	827,6	1 114,7	1 575,2	320,0	0,0	0,0	
Relations internationales	Office Québec-Monde pour la jeunesse	302,5	22,5	280,0	30,0	272,5	0,0	0,0	0,0	0,0
	Relations internationales	5 125,9	615,3	4 510,6	267,4	905,7	2 724,4	894,7	163,0	170,7

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 46 (Annexe 2)**

Dépenses 2012-2013 Prévues (000 \$)										
Portefeuille	Organisme ou Ministère	Total			Ventilation des dépenses					
		Dépenses en RI	Dépenses capitalisables	Dépenses non capitalisables	Services internes ¹	Services externes	Rémunération du personnel	Acquisition et location de bien	Frais connexes	Provision pour imprévus
Ressources naturelles et Faune	Fondation de la faune du Québec	93,2	6,5	86,7	0,0	21,7	61,6	3,4	6,5	0,0
	Régie de l'énergie	486,6	79,5	407,1	0,0	152,5	310,2	15,0	8,9	0,0
	Ressources naturelles et Faune	93 008,1	29 069,7	63 938,4	6 275,9	51 203,8	25 549,1	9 747,8	231,1	0,4
	Société de développement de la Baie James	134,1	40,0	94,1	0,0	3,3	75,6	48,0	7,2	0,0
Santé et Services sociaux	Régie de l'assurance maladie du Québec	82 764,7	24 070,8	58 693,9	5 280,2	23 185,4	31 620,3	9 199,6	13 479,2	0,0
	Santé et services sociaux	14 729,3	5 365,2	9 364,1	760,0	4 086,9	4 437,2	5 365,2	80,0	0,0
Sécurité publique	Ecole nationale de police du Québec	1 749,9	713,0	1 036,9	14,0	266,9	582,0	850,6	36,4	0,0
	Sécurité publique	50 199,0	18 753,6	31 445,4	5 675,9	20 016,8	8 471,4	6 481,0	205,3	9 348,6
	Sûreté du Québec	51 891,3	20 548,7	31 342,6	7 890,0	16 783,6	12 972,2	23 416,2	177,9	-9 348,6
Tourisme	Société du Centre des congrès de Québec	824,3	225,0	599,3	15,6	0,0	322,0	260,0	226,7	0,0
	Société du Palais des congrès de Montréal	8 461,1	7 557,6	903,5	881,2	2 613,4	1 950,3	6 678,6	21,4	-3 683,8
	Tourisme	6 444,9	1 100,0	5 344,9	27,1	4 707,9	2 174,7	965,2	46,7	-1 476,7
Transports	Agence métropolitaine de transport	6 662,0	1 520,0	5 142,0	0,0	2 100,0	1 411,0	3 117,0	34,0	0,0
	Commission des transports du Québec	3 277,7	968,4	2 309,3	554,3	972,9	1 535,9	214,6	0,0	0,0
	Société de l'assurance automobile du Québec	111 198,1	45 584,2	65 613,9	6 384,4	56 785,7	36 246,9	13 544,4	450,1	-2 213,4
	Société des traversiers du Québec	3 497,1	2 173,5	1 323,6	363,5	1 403,5	453,2	1 173,4	103,5	0,0
	Transports	76 971,1	31 390,8	45 580,3	5 377,6	41 166,0	21 348,0	9 079,5	0,0	0,0
Travail	Commission de la santé et de la sécurité du travail	106 589,1	38 464,2	68 124,9	0,0	47 707,1	25 812,7	11 501,1	17 583,7	3 984,5
	Commission de l'équité salariale	1 174,3	161,7	1 012,6	564,0	201,0	342,1	39,2	28,0	0,0
	Commission des normes du travail	10 080,6	2 048,9	8 031,7	1 247,9	2 130,9	3 795,6	2 787,6	118,6	0,0
	Commission des relations du travail	1 620,4	622,0	998,4	1 205,5	48,0	261,9	105,0	0,0	0,0
	Régie du bâtiment du Québec	8 607,0	2 009,0	6 598,0	6 935,8	275,0	542,0	596,0	0,0	258,2
	Travail	1 582,0	0,0	1 582,0	1 471,3	0,0	110,7	0,0	0,0	0,0
Total		1 758 618,8	535 697,1	1 222 921,7	162 670,8	736 071,2	447 021,9	251 663,7	150 287,5	10 903,7

Note 1: Les services internes regroupent les dépenses attribuées au CSPQ, au CISP-Revenu et aux Autres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013.

Campagnes de recrutement auprès des établissements d'enseignement

Dans le but de disposer de candidats pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans différents corps d'emplois et dans toutes les régions du Québec, la fonction publique tient des concours de recrutement auprès des étudiants finissants. Ainsi, la campagne annuelle de recrutement universitaire 2012 s'est tenue du 24 septembre au 22 octobre 2012.

La campagne a été soutenue par un affichage sur le réseau Zoom média, incluant également des super bannières. Cette campagne a également été déployée sur le Web où les visiteurs des sites Monemploi.com, Jobboom, Sympatico-MSN et Facebook (placement publicitaire seulement) étaient invités à visiter le portail Carrières. L'ensemble de la campagne publicitaire a été produite au coût de 110 743,54 \$

Programme Ambassadeur

Les premiers Ambassadeurs de la fonction publique ont fait leur apparition en avril 2012 lors d'un salon génie/TI tenu à Montréal. Rappelons que le programme repose sur la participation des employés de la fonction publique qui sont mandatés afin d'agir à titre d'ambassadeurs auprès de diverses clientèles notamment les étudiants qui constituent la relève dans la fonction publique. Leur rôle principal est de partager leur propre expérience, de présenter la nature du travail réalisé et d'expliquer leur contribution dans le développement du Québec. Ces ambassadeurs sont formés et outillés pour répondre aux questionnements des gens. Une image a été développée par la Direction des communications et du matériel de communication, dont un Guide des ambassadeurs et un « enrouleur » ont été produits. Le coût de « l'enrouleur » s'est élevé à 501,80 \$.

Le déploiement des ambassadeurs se fait par phase :

- Phase 1 – février 2012 – Génie
- Phase 2 – avril 2012 - Ressources informationnelles
- Phase 3 – septembre 2012 – Domaine de la finance
- Phase 4 – à venir

Stratégie en média social

En juin 2012, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) a fait développer une stratégie préliminaire en média social développée au coût de 16 000,00 \$. À la suite de ce dépôt, le SCT travaille actuellement à détailler la stratégie, à la mettre en œuvre, à structurer la gouvernance, à définir les ressources nécessaires et à rédiger tous les outils et mécanismes de contrôle. Ces étapes se font à l'interne par une ressource au SCT.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013.

Portail Carrière

En ligne depuis janvier 2009, le portail dédié aux emplois de la fonction publique www.carrieres.gouv.qc.ca permet de consulter, en un seul lieu et sous une signature commune, une information complète qui, d'une part met en valeur la fonction publique, faisant valoir ses avantages distinctifs, la diversité, la qualité et l'intérêt de ses emplois et, d'autre part, présente les emplois offerts et disponibles au sein de la fonction publique québécoise.

En juin 2012, nous avons ajouté à ce portail quatre capsules vidéo. Chaque capsule d'une durée de deux minutes environ présente trois emplois à travers les services publics, et ce, en lien avec les thèmes suivants : l'environnement, la sécurité, la société et les Grands projets/économie. Ces capsules ont été produites au coût de 186 000,00 \$. Elles ont également été déposées sur le canal YouTube <http://www.youtube.com/user/carrieresquebec>.

Recrutement en ligne

Le projet de recrutement en ligne à partir du Portail carrières progresse. En effet, un appel d'offres a été lancé le 21 décembre 2012 pour le choix d'un fournisseur d'une solution informatique qui permettra d'offrir le recrutement en ligne pour tous les emplois offerts dans la fonction publique.

CV employeur

Tel qu'indiqué au *Plan d'action en gestion des ressources humaines 2012-2015*, un CV employeur est en cours de rédaction à l'interne. Rappelons que ce projet visait à créer un contenu dynamique, moderne et réutilisable dans les différents outils de communication afin de promouvoir le caractère distinctif de la fonction publique comme employeur de choix.

Le SCT devra le faire connaître en utilisant différents supports. Le premier support consiste à arrimer le contenu du CV employeur avec la prochaine image employeur qui sera disponible dès janvier, et ce, afin de créer un document accrocheur et accessible sur le portail Carrières. Nous utiliserons aussi le CV employeur sur le site LinkedIn. Il est aussi prévu que le CV soit décliné sur un carton d'information qui pourra être remis aux visiteurs des kiosques dans le cadre d'activités ou remis par les ambassadeurs lors de leurs interventions. Les coûts prévus pour l'impression de ce carton seraient de 3 000,00 \$ maximum.

Image employeur

Un rafraîchissement de l'image employeur **On veut ton/votre talent** est prévu dès janvier 2013, car les droits des photos actuelles seront échus au 31 décembre 2012. Le SCT a refait, en décembre, les photos afin d'y mettre en vedette des nouveaux figurants. Le coût de cette opération a été de 61 000,70 \$. À partir de ces nouvelles photos, du nouveau matériel sera également produit par la Direction des communications du SCT. Les frais d'impression (kiosques, affiches Zoom, super bannières, enrouleurs) de 12 200,00 \$ sont prévus. Ces frais seront assumés en partie par le Centre des services partagés du Québec (CSPQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 47

Initiatives mises en place pour accroître la présence des jeunes dans le secteur public pour les ministères et organismes. Somme dépensée pour chacune des initiatives pour 2012-2013.

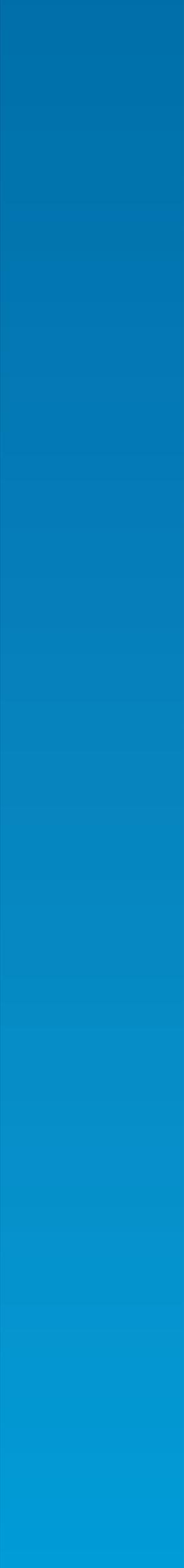
Recruteurs en établissement

Les recruteurs en établissement assurent une présence continue dans les lieux d'enseignement. Cette démarche permet de mieux faire connaître les avantages distinctifs et la diversité des emplois que propose la fonction publique québécoise. Combinée au programme « Ambassadeurs », elle s'ajoute aux quelque 200 activités promotionnelles tenues annuellement dans les établissements d'enseignement de niveaux collégial et universitaire. Présentement, trois recruteurs sont actifs :

- Mariane Champagne-Paquet – Université Laval
- Dominic Chaumont – McGill, Concordia, UQAM, Université de Sherbrooke (campus Longueuil) et ÉNAP
- Annick Lemoyne – Université de Montréal, École Polytechnique, HEC, ÉTS, École du Barreau

Travaux du dossier Stagiaires

Des travaux sont actuellement en cours au Secrétariat du Conseil du trésor afin d'accroître la présence de stagiaires dans les ministères et organismes. Le SCT veut intéresser les étudiants aux emplois et aux possibilités de carrières dans la fonction publique, et ce, très tôt dans leur formation.



**Demandes
non répondues**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

***DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE**

# demande 2013-2014	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
2	Coûts afférents au changement de gouvernement	L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment : les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.), les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication, les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information, les coûts reliés aux photos officielles et tout autre coût le cas échéant.	Demande répondue par la demande générale 42
7	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le but visé par chaque dépense. Organisés par une firme externe : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs; le but visé par chaque dépense.	Demande répondue par la demande particulière 5 de l'opposition officielle
10	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme, le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final), le coût, l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la demande générale 8
11	Consultants externes	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.	Demande non pertinente
15D	Réserve de jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.	Demande non pertinente
15G	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.	Demande non pertinente

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

***DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE**

# demande 2013-2014	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
15H	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Demande non pertinente
22	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2012-2013.	Demande non pertinente
23	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.	Demande non pertinente
28	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste, les mandats, les contrats octroyés pour chaque mandat, le résultat du travail effectué, les échéances prévues, les sommes impliquées.	Demande répondue par les demandes générales 8 et 10
30	Demandes d'accès à l'information	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le nombre total de demandes reçues, le nombre total de demandes rejetées, le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours, le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours, le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.	Demande non pertinente
31	Mandats membres Conseil des ministres	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : le coût (déplacements, etc.), le nombre de ressources affectées, le nombre de rencontres, le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Demande répondue par les demandes générales 3 et 4
32	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Demande répondue par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

***DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE**

# demande 2013-2014	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
41	Contrats de covérification	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme, le détail des travaux ou services effectués (but visé), le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments, l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la demande générale 8
44	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	Demande répondue par les demandes générales 15C et 15F
46	Départs au sein de l'effectif avec raison du départ	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ: la retraite, la démission, la révocation pour incompétence, la révocation pour incapacité, la fin d'emploi, le décès, la mise à pied, la destitution, toute autre raison.	Demande non pertinente

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

*** DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# Demande 2012-2013	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
3	Organismes et agences, membres du conseil d'administration	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
4	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# Demande 2013-2014	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
1	Organismes et agences, membres du conseil d'administration	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013 indiquer : La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv La liste des personnes qui ont vu leur mandat être résolu en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	Celle demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
2	Formation	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents	Demande répondue par la demande particulière 5 de l'opposition officielle
3	Informatique	Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Demande répondue par la demande particulière 1 de l'opposition officielle
4	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun : son mandat la liste des membres le budget dépensé le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres les résultats atteints	Demande répondue par la demande particulière 2 de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

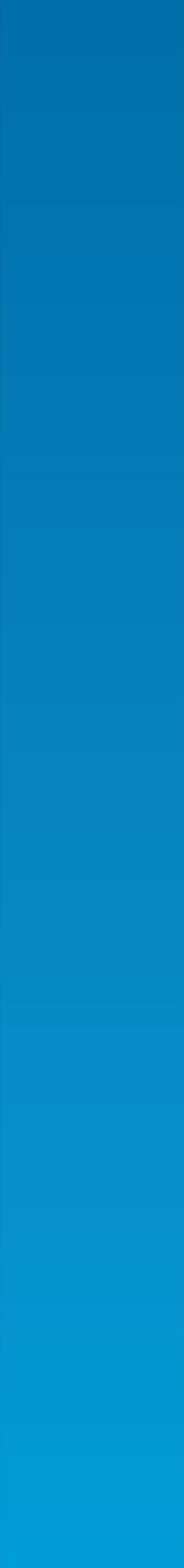
* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# Demande 2013-2014	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
8	Contrats en traduction	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Demande répondue par la demande générale 8
9	Baux de la SIQ	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.	Demande répondue par la demande générale 17
15	Plans respect des objectifs 2013-2014 et 2014-2015	Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux	Demande répondue par la demande particulière 15 de l'opposition officielle
17	Hausse taxes, impôt	Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes : - Hausse des taxes spécifique sur le tabac - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées - Hausse de la contribution des institutions financières - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$	Demande répondue par le Ministère des Finances et Économie
20	Économies > 1 M\$	Liste des économies non récurrentes de plus de un million de dollars pour 2012-2013 (pour l'ensemble des ministères et organismes du Fonds consolidé).	Demande répondue par la demande particulière 19 du deuxième groupe d'opposition
29	ETC fonction publique, agences, entreprises de l'État	Effectif total de la fonction publique : nombre d'ETC dans la fonction publique, les agences et les entreprises d'État. Évolution depuis 2005.	Demande répondue par la demande particulière 28 du deuxième groupe d'opposition
31	Coût de système des MO	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget du ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre) pour 2011-2012 et 2012-2013.	Demande répondue par la demande particulière 19 de l'opposition officielle
32	Nouvelles structures administratives	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2005-2006 en indiquant leur budget annuel.	Demande répondue par la demande particulière 20 de l'opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

# Demande 2013-2014	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
36	Employés embauchés des groupes cibles ou < 35 ans et remboursement de déménagement	Pour l'année 2012-2013, nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophone, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : Le nombre d'employés ayant obtenu en 2012-2013 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Demande répondue par la demande particulière 11 de l'opposition officielle
37	Équité salariale; état de situation	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.	Demande répondue par la demande particulière 18 de l'opposition officielle
38	Nouvelles publications	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2012-2013 et coût associés à chacune d'elles.	Demande répondue par la demande particulière 22 de l'opposition officielle
41	Dirigeants réseaux de l'information	Nom de chacun des dirigeants du réseau de l'information et des dirigeants sectoriels de l'information en indiquant la date d'entrée en fonction et le nom de l'organisme ou du ministère qu'ils relèvent.	Demande répondue par la demande particulière 23 de l'opposition officielle



**Ministères/
organismes/
autres**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition Infrastructure Québec

#	Demandes de renseignements particuliers
65	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste valeur et état d'avancement de tous les projets inclus dans le plan, ventilé par région administrative et par secteur d'activité.
66	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI.
67	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets.
68	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds.
69	Concernant le Plan Québécois des Infrastructures (PQI), liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 65

Concernant le Plan québécois des infrastructures (PQI) :

a. Liste, valeur et état d'avancement de tous les projets inclus dans le PQI, ventilé par région administrative et par secteur d'activité

Pour donner suite aux recommandations du rapport SECOR-KPMG portant sur la gestion actuelle du plan québécois des infrastructures et sur le processus de planification des projets, le gouvernement s'est donné un plan d'action exigeant et cohérent pour corriger les erreurs du passé.

À cet égard, il a notamment indiqué qu'il entend se donner une vision globale de ses priorités en matière d'investissements en infrastructure. Cette vision est déterminante dans le choix des secteurs d'actions et des projets. Jusqu'à maintenant, le portefeuille de projets d'infrastructure ainsi que les investissements en maintien d'actifs ont été planifiés sur un horizon de cinq ans à l'intérieur du Plan québécois des infrastructures (PQI). Or, la planification et l'exécution des projets se réalisent souvent sur un horizon supérieur à cinq ans.

De plus, certains investissements en infrastructure sont financés en dehors du PQI. Dans ce contexte, il est plus difficile pour les décideurs d'avoir la vision d'ensemble qui est pourtant requise afin d'assurer une priorisation adéquate et éclairée des projets d'investissement en infrastructure publique.

Par conséquent, le gouvernement déposera, au printemps 2013, un plan décennal d'investissements. Ce plan sur 10 ans exposera la vision et les priorités d'action du gouvernement. Il permettra de procéder à des analyses prospectives des besoins, à bien mesurer les marges de manoeuvre disponibles et de faire les bons choix.

Le plan décennal inclura tous les projets d'infrastructure, sans exception. La liste des projets y sera jointe. Le processus de planification et de réalisation des infrastructures sera ainsi plus clair et plus transparent.

À titre indicatif, est présentée en annexe, une liste de projets du PQI 2011-2016 énumérés au Budget de dépenses 2012-2013 (Volume V, chapitre 5).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 65

TABLEAU 1
PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2011-2016

Liste de projets inclus dans le PQI 2011-2016 ventilés par secteur d'activité et par région administrative tel que présentés au Budget de dépenses 2012-2013 (volume V, chapitre 5)

(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars)

Secteurs	Régions	Projets
Réseau routier		
	Bas-Saint-Laurent	Autoroute 20 - Prolongement entre Cacouna et Mont-Joli Route 185 - Réaménagement entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick
	Capitale-Nationale	Route 175 (A-73) - Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay Élargissement de l'autoroute Henri IV, entre l'autoroute 440 et l'autoroute Félix Leclerc
	Chaudière-Appalaches	Autoroute 73 - Prolongement de l'autoroute entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges (section entre Saint-Joseph et Beauceville complétée) Autoroute 73 - Élargissement entre Sainte-Marie et Saint-Joseph, phase 2
	Côte-Nord	Plan Nord - Prolongement de la route 138 de Natashquan à Blanc-Sablon
	Estrie	Contournement sud de Sherbrooke par le prolongement de l'autoroute 410
	Laurentides	Autoroute 50 - Prolongement entre Doherty et Lachute
	Montréal	Autoroute 35 - Prolongement entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine Autoroute 30 Est - Construction d'une voie de contournement de la région métropolitaine Autoroute 30 Ouest - Construction d'une voie de contournement de la région métropolitaine
	Montréal	Rond-point Dorval - Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 520 Échangeur Turcot
	Nord-du-Québec	Plan Nord - Prolongement de la route 167 vers les monts Otish
	Outaouais	Autoroute 50 - Prolongement entre Doherty et Lachute Autoroute 5 - Prolongement de l'autoroute du chemin de la rivière au raccordement de la route 105
	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Route 175 (A-73) - Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay Prolongement de l'autoroute 70 vers La Baie

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 65

TABLEAU 1
PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2011-2016

Liste de projets inclus dans le PQI 2011-2016 ventilés par secteur d'activité et par région administrative tel que présentés au Budget de dépenses 2012-2013 (volume V, chapitre 5)
(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars)

Transport en commun

Lanaudière	Train de banlieue Corridor Nord-Est
Montréal	Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal
	Réno-Systèmes 2 du métro de Montréal
	Réno-Systèmes 3 du métro de Montréal
Outaouais	Rapibus de la Société de transport de l'Outaouais

Infrastructures maritimes

Bas-Saint-Laurent	Remplacement du N.M Camille-Marcoux
Capitale-Nationale	Remplacement du N.M. Radisson
Côte-Nord	Remplacement du N.M. Radisson
	Remplacement du N.M Camille-Marcoux
Lanaudière	Remplacement du N.M. Lucien-L.
Montréal	Remplacement du N.M. Lucien-L.

Santé et Services sociaux

Capitale-Nationale	Centre hospitalier universitaire de Québec - Hôtel-Dieu de Québec
	CSSS de Charlevoix - Relocalisation de l'Hôpital de Baie Saint-Paul
Chaudière-Appalaches	CLSC Lévis - CHSLD 95 lits
Côte-Nord	Schefferville - Dispensaire et CLSC Naskapi
Montréal	Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)
	Centre universitaire de Santé McGill (CUSM)
	Hôpital Sainte-Justine
	Hôpital Maisonneuve-Rosemont - Urgence
	Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis - phase I
	Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis - Phase II - III

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 65

TABLEAU 1

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2011-2016

Liste de projets inclus dans le PQI 2011-2016 ventilés par secteur d'activité et par région administrative tel que présentés au Budget de dépenses 2012-2013 (volume V, chapitre 5)

(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars)

Infrastructures municipales

Capitale-Nationale	Amphithéâtre de Québec
Chaudière-Appalaches	Mise aux normes des installations d'eau potable à Thetford Mines Mise aux normes des installations d'eau potable à Lévis
Côte-Nord	Mise aux normes des installations d'eau potable à Baie-Comeau
Laval	Usine de filtration de Laval Rejets des eaux usées à Laval
Montréal	Station d'épuration de Montréal Rejets des eaux usées à Montréal

Culture

Montréal	Agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal
----------	--

Justice et Sécurité publique

Abitibi-Témiscamingue	Construction d'un poste de la SQ à Ville-Marie
Chaudière-Appalaches	Amélioration des fonctionnalités du palais de justice de Montmagny
Laurentides	Construction d'un poste de la SQ à Sainte-Agathe Construction d'un poste de la SQ à Mont-Laurier
Montérégie	Agrandissement au palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 66

Concernant le Plan québécois des infrastructures (PQI) : Liste et valeur des projets sous-évalués inscrits au dernier PQI

Les projets inscrits au PQI 2011-2016 présentant les plus grandes variations de coûts par rapport à leur inscription au PQI 2007-2012 ont été présentés au rapport de la firme SECOR-KPMG en novembre 2012. (Tableau 2 en annexe)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 66

TABLEAU 2
PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2011-2016
Liste des 20 projets ayant les plus grandes variations nominales
(contribution du gouvernement du Québec, en millions de dollars)

Secteurs	Projets	PQI 2007-2012 ¹	PQI 2011-2016
Réseau routier			
	Échangeur Turcot	1 500,0	3 610,7
	Autoroute 30 Ouest - Construction d'une voie de contournement de la région métropolitaine	716,5	1 181,5
	Autoroute 20 - Prolongement entre Cacouna et Mont-Joli	684,0	1 025,0
	Autoroute 25 - Construction d'un lien direct dans l'est de la métropole avec la couronne nord	399,1	648,7
	Autoroute 35 - Prolongement entre Saint-Jean-sur-Richelieu et la frontière américaine	223,0	429,8
	Notre-Dame - Transformation de l'autoroute en boulevard urbain à Montréal	500,5	688,5
	Rond-point Dorval - Réaménagement de l'échangeur entre les autoroutes 20 et 520	85,4	237,6
	Route 185 - Réaménagement entre l'autoroute 20 et la frontière du Nouveau-Brunswick	939,0	1 078,3
	Route 175 (A-73) - Construction d'une route à quatre voies entre Québec et Saguenay	70,7	200,3
	Autoroute 73 - Prolongement de l'autoroute entre Saint-Joseph-de-Beauce et Saint-Georges (section entre Saint-Joseph et Beauceville complétée)	283,1	385,9
	Autoroute 30 Est - Construction d'une voie de contournement de la région métropolitaine	254,0	336,3
	Prolongement de l'autoroute 19 de Laval à Bois-des-Fillion	233,0	310,3
	Prolongement de l'autoroute 70 vers La Baie	191,4	252,2
	Nouvelles bretelles d'accès au Mont-Tremblant	133,7	188,3
Transport en commun			
	Remplacement des voitures MR-63 du métro de Montréal	904,9	1 855,8
	Train de banlieue Corridor Nord-Est	225,0	571,0
Santé et Services sociaux			
	Centre hospitalier de l'Université de Montréal	953,9	3 132,4
	Centre universitaire de Santé McGill	954,7	1 629,8
	Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine	258,6	929,0
Justice et Sécurité publique			
	Construction d'un établissement de détention à Sorel-Tracy	115,0	160,6

Note 1 : Ou au premier PQI où le projet est inscrit.

Source : Analyse SECOR/KPMG à partir des données d'Infrastructure Québec et du Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 67

Concernant le Plan québécois des infrastructures (PQI) : Liste des projets remis en question par le Conseil du Trésor et coûts liés au retardement de chacun des projets

Dans la foulée du rapport SECOR-KPMG portant sur la gestion actuelle du plan québécois des infrastructures et sur le processus de planification des projets, le gouvernement s'est donné un plan d'action qui porte notamment sur l'élaboration du prochain PQI. Jusqu'à maintenant, le portefeuille de projets d'infrastructure ainsi que les investissements en maintien d'actifs ont été planifiés sur un horizon de cinq ans à l'intérieur du Plan québécois des infrastructures (PQI). Or, la planification et l'exécution des projets se réalisent souvent sur un horizon supérieur à cinq ans. De plus, certains investissements en infrastructure sont financés en dehors du PQI. Dans ce contexte, il est plus difficile pour les décideurs d'avoir la vision d'ensemble qui est pourtant requise afin d'assurer une priorisation adéquate et éclairée des projets d'investissement en infrastructure publique. À cet égard, le gouvernement a annoncé son intention de déposer, au printemps 2013, un plan décennal d'investissements.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé au Budget 2013-2014 de nouvelles cibles d'investissements publics en immobilisations prévoyant des réductions additionnelles à compter de 2013-2014. Ainsi, à compte de l'exercice financier 2013-2014, le niveau annuel des investissements publics en immobilisations diminue en moyenne de 1,5 G\$.

Dans ce contexte, le Secrétariat du Conseil du trésor, en partenariat avec les ministères et organismes concernés, a ainsi amorcé les travaux en vue de produire le prochain plan décennal. Plusieurs rencontres ont déjà été tenues et les échanges d'informations se poursuivront régulièrement tout au long du processus d'élaboration du prochain plan décennal et de son dépôt au printemps 2013. Ce plan décennal inclura tous les projets d'infrastructure, sans exception et la liste des projets y sera jointe.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 68

Concernant le Plan québécois des infrastructures (PQI) : Liste des projets financés en partie par un ministère et en partie par un fonds

La contribution gouvernementale aux investissements présentés au PQI 2011-2016 est effectuée pour la plus grande part à partir de crédits budgétaires alloués aux ministères et organismes, exception faite notamment de la contribution effectuée par le Fonds des réseaux de transport terrestre (FoRT) et de celle du Fonds du patrimoine culturel québécois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
INFRASTRUCTURE QUÉBEC
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
NUMÉRO 69

Concernant le Plan québécois des infrastructures (PQI) : Liste des projets retirés du PQI dans les 3 dernières années et état de situation pour chacun d'eux

Le rapport SECOR-KPMG, publié en novembre 2012, portant sur la gestion actuelle du plan québécois des infrastructures et sur le processus de planification des projets, a fait état de certaines lacunes au processus d'inscription des projets lors de l'élaboration des PQI précédents.

Ainsi, SECOR-KPMG a souligné que l'inscription et le retrait de projets retirés devaient être associés à des décisions éclairées et délibérées. La firme a ajouté que, comme les projets individuels de la liste ne sont pas diffusés, les retraits échappent aux regards des parlementaires, voire des citoyens ou des acteurs directement concernés par ces projets. Finalement, SECOR-KPMG indique que compte tenu que les projets composant le PQI ne sont pas connus, il est dès lors impossible d'avoir un portrait des arbitrages, priorités et choix des décideurs. Sans compter que l'on poursuit des efforts sur des projets que l'on ne peut plus se permettre de réaliser ou qui n'ont pas de financement confirmé. Ce faisant, on nourrit des attentes, construit des frustrations futures, sans compter que l'on consacre toujours des efforts et des ressources à des projets devenus moins prioritaires.

Dans ce contexte, le gouvernement a clairement indiqué qu'il entend bonifier ce processus. À cet égard, en premier lieu, il déposera, au printemps 2013, un plan décennal d'investissements qui inclura tous les projets d'infrastructure, sans exception. La liste des projets y sera jointe.

De plus, le gouvernement bonifiera le processus de planification des projets. Actuellement, selon les directives en vigueur, les projets sont soumis au gouvernement à l'occasion de l'approbation du dossier d'affaires initial et de celle du dossier d'affaires final, c'est-à-dire alors que le projet est en cours de planification. Le Conseil des ministres n'est donc pas impliqué lors du démarrage du projet. Or, c'est à cette étape du démarrage que le choix public doit être clairement fait par le gouvernement.

Dorénavant, le choix public de réaliser un projet fera l'objet d'une décision du Conseil des ministres et non unique du ministre titulaire. Ainsi, le mémoire d'autorisation d'un projet, et le dossier d'analyse du projet qui l'accompagne devront contenir une analyse à caractère socio-économique et financière permettant de comparer la rentabilité économique et sociale des projets et de favoriser la prise de décision.

Le choix de l'option et du mode de réalisation seront également déterminés lors de cette étape et non ultérieurement lors de la première phase de l'élaboration du dossier d'affaires comme c'est le cas actuellement. Par ailleurs, le dossier d'analyse du projet devra prévoir une provision adéquate des coûts. En effet, parce que c'est à cette étape que la marge d'erreur est élevée, l'enveloppe de risque doit donc refléter cette situation.

Le dossier d'analyse du projet fera également l'objet d'une évaluation systématique par le Secrétariat du Conseil du trésor avec l'apport d'experts indépendants si cela s'avère nécessaire et leur examen devrait surtout s'attarder aux coûts et aux choix de l'option.

Le cadre de gestion actuel sera donc modifié à l'hiver 2013 afin de donner suite à cette mesure.

